

AGENCE POUR LA PROMOTION  
ET LE DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET SOCIAL DES  
PROVINCES DU SUD DU  
ROYAUME



PROGRAMME DES NATIONS  
UNIES POUR LE  
DEVELOPPEMENT – MAROC



*Programme de Développement Territorial Durable des Provinces  
du Sud*

## **Diagnostic Territorial Participatif De la commune rurale TIZOUNINE**

**REGION : GUELMIM ES SMARA**

**PROVINCE : TATA**

**CERCLE : AKA**

**CAÏDAT : AIT OUABLLI**

**Rapport provisoire**

## Sommaire

<b>Introduction .....</b>	<b>7</b>
Contexte.....	7
Principes d'élaboration du diagnostic territorial participatif .....	7
<b>PARTIE I : ETAT DES LIEUX .....</b>	<b>9</b>
<b>I. Présentation générale, physique et environnementale de la commune .....</b>	<b>10</b>
I.1- Situation administrative et historique. ....	11
I.1.1-. Situation administrative: 2 douars pour 2 Machiakhats .....	11
I.1.2-. Une population homogène mais en conflit .....	11
I.2- Le cadre naturel et environnemental de la commune : une très forte aridité.....	11
I.2.1-. La situation géophysique et climatologique.....	11
I.2.2-. Des ressources en eau en régression.....	14
I.2.3-. Sols, couvert végétal et risques environnementaux.....	14
I.3- Fiche d'identité de la commune .....	17
I.3.1-. Particularités physiques et de localisation de la Commune .....	17
I.3.2-. Les données clés.....	17
I.4- Conclusions .....	18
<b>II. Analyse démographique.....</b>	<b>19</b>
II.1- Caractérisation de la dynamique démographique .....	19
II.1.1- Une grande commune faiblement peuplée.....	19
II.1.2- Une dynamique démographique qui change.....	19
II.1.3- Structure de la population : vieillissement et une forte composante féminine .....	21
II.1.4- Des flux migratoires très importants .....	24
II.2- Les indicateurs sociaux .....	25
II.2.1- Une commune moyennement pauvre .....	25
II.2.2- Un taux d'analphabétisme dans la moyenne provinciale .....	26
II.2.3- Taux d'inactivité dans la moyenne provinciale .....	26
II.2.4- Un habitat précaire .....	26
II.3- Conclusion .....	26
<b>III. Analyse des réseaux .....</b>	<b>28</b>
III.1- Un réseau routier relativement développé.....	28
III.2- Réseau téléphonique et internet.....	28
III.3- Un accès à l'eau potable .....	28
III.3.1- L'accès à l'eau potable : réalisation de progrès importants .....	28
III.3.2- Une présence de calcaire importante .....	29
III.3.3- Une gestion de l'eau assez performante.....	29
III.3.4- Des efforts d'investissement importants dans le secteur.....	30
III.4- L'assainissement et la gestion des déchets quasi inexistantes.....	32
III.5- Electrification .....	32
III.5.1- Un bon niveau d'électrification .....	32
<b>IV. Analyse des services sociaux.....</b>	<b>34</b>
IV.1- Education .....	34
IV.1.1- Le niveau de formation : supérieur aux moyennes provinciales et régionales rurales .....	34
IV.1.2- Le préscolaire : quelques initiatives .....	35

IV.1.3-	L'éducation primaire : qualité variable et difficultés d'accès .....	36
IV.1.4-	L'éducation secondaire : de Akka à Ait Ouabelli.....	37
IV.1.5-	Les indicateurs de performance de l'enseignement .....	38
IV.1.6-	Alphabétisation des adultes et formation professionnelle : des initiatives .....	39
IV.1.7-	Des efforts d'investissements dans le secteur .....	39
IV.1.8-	Dynamique associative dans le secteur éducatif : bonne au niveau du collège.....	39
IV.2-	Une couverture en santé moyenne .....	40
IV.2.1-	Un accès à la santé très difficile.....	40
IV.2.2-	Le personnel : présence d'un médecin .....	41
IV.2.3-	Un manque d'équipement .....	41
IV.2.1-	Les efforts d'investissements dans le secteur .....	41
IV.3-	Conclusion.....	42
<b>V.</b>	<b>Analyse économique.....</b>	<b>44</b>
V.1-	Une agriculture qui était fondée sur le système semi nomade .....	44
V.2-	Une agriculture sédentaire en crise autour des oasis.....	45
V.2.1-	Les différents moyens de production.....	45
V.2.1-	Les différents systèmes de culture .....	48
V.2.2-	Un élevage ovin prédominant.....	51
V.2.3-	Une organisation et un encadrement du secteur agricole insuffisants pour faire face aux nombreux défis .....	54
V.3-	Les autres activités économiques.....	55
V.3.1-	Les revenus de l'émigration la première source de revenus.....	55
V.3.1-	Le commerce .....	56
V.3.2-	Une possibilité de développement touristique très limitée .....	57
V.4-	Conclusion .....	60
<b>VI.</b>	<b>Analyse institutionnelle .....</b>	<b>62</b>
VI.1-	L'institution communale.....	62
VI.1.1-	Le conseil communal.....	62
VI.1.2-	Les services municipaux .....	62
VI.2-	Le budget .....	62
VI.2.1-	Montant du budget et son évolution .....	62
VI.2.2-	Composition du budget .....	64
VI.3-	Les priorités d'action de la commune .....	65
VI.3.1-	Les projets réalisés .....	65
VI.3.2-	Les projets programmés à moyen et long terme .....	66
VI.4-	Dynamique d'acteurs.....	66
VI.4.1-	Les partenaires.....	66
VI.4.2-	Le tissu associatif.....	66
VI.5-	La notion de genre dans le diagnostic.....	67
VI.5.1-	L'intégration des femmes, un chemin long et difficile .....	67
VI.6-	Conclusion.....	71
	<b>Conclusion sur l'état des lieux .....</b>	<b>72</b>
	<b>PARTIE 2 : ANALYSE STRATEGIQUE .....</b>	<b>74</b>
	<b>Dynamiques majeures et identité communale .....</b>	<b>75</b>
	Situation et fonctionnement du territoire dans son environnement.....	75
	Identité et vocation de la commune .....	75
	<b>Questionnements et orientations stratégiques .....</b>	<b>77</b>
	Mettre en place une stratégie de formation pour que la commune joue pleinement son rôle pour enclencher une dynamique territoriale.....	77

Permettre à la commune de devenir un acteur central du développement territorial .....	78
Améliorer les capacités d'initiatives locales des différents acteurs .....	78
Renforcer la prise en compte de la composante féminine .....	79
Quelles possibilités de développement économique pour la commune ? .....	79
Revitaliser le secteur minier .....	79
Rétablir et faciliter l'accès au Draa .....	79
Quel développement pour les oasis .....	79
Valoriser les productions en élevage.....	80
Comment mieux valoriser des compétences de l'artisanat féminin .....	80
Quelle stratégie en matière de réseaux et de services sociaux ?.....	80
Améliorer l'accès à l'eau potable .....	80
Améliorer la gestion des déchets solides .....	80
Solutionner le transport scolaire du futur collègue d'Ait Ouabelli.....	80
<b>ANNEXES.....</b>	<b>81</b>

## Index des illustrations

### Index des cartes

Carte 1: localisation et situation générale de la commune .....	10
Carte 2: situation géographique communale.....	14
Carte 3 : Carte provinciale des taux de croissance démographique .....	21
Carte 4: Croissance démographique des Douars (1994-2009).....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Carte 5: Cartes des infrastructures hydrauliques .....	30
Carte 6: Localisation des infrastructures d'éducation.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Carte 7: Localisation des équipements de santé.....	42
Carte 8: Carte de zonage foncier (sur la base de l'image satellite Google Earth).....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Carte 9: Localisation des infrastructures économiques.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Carte 10: Synthèse des infrastructures communales.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

### Index des figures

Figure 1: Diagramme ombrothermique de la région d'Aït Ouabelli (moyenne des températures (°C) et des précipitations (mm) de 1985 à 2008) – Source DPA de Tata.....	13
Figure 2: Evolution de la population et du taux moyen annuel de croissance (Source : RGPH 1982, 1994,2004 et SIC 2011 de la commune). (* total avec exode).....	20
Figure 3: Evolution démographique par tranche d'âge entre 1994 et 2004 et entre 2004 et 2011( <b>en gras rouge</b> )....	23
Figure 4: Taille et nombre des foyers en 1994, 2004 et 2011 à la commune de Tizounine, RGPH 1994 et 2004 et SIC 2011(*en enlevant les 382 migrants).....	23
Figure 5: Composition du cheptel de la CR Tizounine .....	52
Figure 6 : Produits bruts des systèmes d'élevage obtenus pour 100 femelles et leur suite .....	53
Figure 7 : Budget programmé entre 2005 et 2010 .....	63
Figure 8 : Budget par habitant programmé entre 2005 et 2010.....	63
Figure 9 : Budget réalisé entre 2005 et 2010 .....	64
Figure 10 : Budget réalisé par habitant dans le cercle de Akka entre 2005 et 2010 .....	64

### Index des tableaux

Tableau 1: Evolution de la profondeur de la nappe phréatique .....	14
Tableau 2: Données clés sur la commune de Tizounine.....	17
Tableau 3: nombre de naissances et de décès entre 2004 et 2010, commune Tizounine, bureau de l'Etat Civil au siège de la commune .....	20
Tableau 4 : Part de la population communale par classe d'âge (RGPH 2004) et SIC (2011) .....	22
Tableau 5 : Destination des foyers qui ont quitté la commune .....	25
Tableau 7 : Taux de pauvreté, ICDH et ICDS dans la commune de Tizounine, RGPH 2004 .....	25
Tableau 8 : Taux d'analphabétisme, RGPH 2004 .....	26
Tableau 9 : Taux d'inactivité RGPH 2004 .....	26
Tableau 9: Liste des routes et pistes dans la commune de Tizounine, enquête de terrain 2011 .....	28

Tableau 10: Taux d'accès à l'eau potable (source, RGPH et SIC 2011).....	28
Tableau 11: Taux de desserte par branchement individuel (source SIC 2011).....	29
Tableau 12: Problèmes soulevés lors des ateliers participatifs concernant l'eau potable (source enquête terrain 2012).....	29
Tableau 13: Gestion des réseaux en eau potable (source enquêtes terrain 2012).....	29
Tableau 14: Taux de disponibilité des WC et baignoires (RGPH 1994 et 2004).....	32
Tableau 15: Taux d'électrification (RGPH 2004 et SIC 2011).....	32
Tableau 16: Problèmes soulevés des ateliers participatifs concernant l'électricité (source enquête terrain 2011).....	33
Tableau 17: Niveau scolaire de la population de 2 ans et plus dans la commune (Source, RGPH 2004 et SIC 2011).....	34
Tableau 18: Situation éducative à Tizounine (source, enquête terrain 2011).....	35
Tableau 19: Nombre d'enfants suivant le préscolaire moderne (Source, SIC 2011).....	36
Tableau 20: Nombre d'élèves dans les écoles de la commune (Directeur de l'école centrale, 2011).....	36
Tableau 21: Evolution du taux de scolarisation entre 1994 et 2011.....	38
Tableau 22: Taux d'abandon scolaire à Tizounine (Source, Données DPE et SIC 2011).....	38
Tableau 23: Taux d'analphabétisme (Source, RGPH 1994, 2004 et SIC 2011).....	39
Tableau 24: Caractéristiques du CSC de la commune (source, CSC Tizounine 2011).....	40
Tableau 25: Rayon de couverture sanitaire, enquête de terrain 2011.....	40
Tableau 26: Santé : synthèse des ateliers participatifs, enquête de terrain 2011.....	40
Tableau 27 : Principaux problèmes sanitaires, enquête de terrain 2011.....	41
Tableau 28 : Part de la SAU, et des surfaces de la DPA en 1996 et 2008.....	45
Tableau 29 : Superficie des oasis de la Commune en 2008 (source Agence du Sud).....	46
Tableau 30 : Les différentes sources d'approvisionnement en eau de la Commune en 2008 (source Agence du Sud et enquête de terrain 2011).....	47
Tableau 31 : Les débits des différentes ressources en eau de la Commune en 2008 (source Agence du Sud).....	47
Tableau 32 : Superficie, rendement et production de la Commune en 2008 au sein de l'oasis (source Agence du sud 2008).....	48
Tableau 33 : Superficie, rendement et production de la Commune en 2008 (source Agence du Sud 2008).....	48
Tableau 34 : Répartition des variétés de dattes de la CR de Tizounine (source DPA 2011).....	48
Tableau 35: Répartition de la superficie agricole de bords de la commune (Source : DPA 2010).....	49
Tableau 36 : Evolution du cheptel CR Tizounine entre 1996 et 2008 (source DPA et Agence du Sud).....	52
Tableau 37: caractéristiques du siège de la commune de Tizounine, 2008.....	62
Tableau 38: dotation TVA et impôts locaux perçus par la commune entre 2005 et 2010 (DC Tata).....	65
Tableau 39: Budgets de fonctionnement et d'équipement de la commune entre 2005 et 2010.....	65
Tableau 24: Liste des associations de la commune.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## Abréviations

ADL :	Agent de Développement Local
AGR :	Activité Génératrice de Revenu
BF :	Borne Fontaine
BET :	Bureau d'Etude Technique
CC :	Conseil Communal
CCPP :	Comité Communal de planification participative
CPEC :	Comité Parité et d'Egalité des Chances
CR :	Commune Rurale
CTP :	Comité Technique Provincial
DAS :	Direction des Affaires Sociales
DCL :	Division de collectivités locales
DGCL :	Direction Générale des Collectivités Locales
Dh :	Dirham
DPA :	Direction Provinciale de l'Agriculture
EPA :	Equipe provinciale d'accompagnement
ETC :	Equipe technique Communale
F et NF :	Fonctionnel et Non Fonctionnel
FEC :	Fond d'Equipement Communal
Ha :	Hectare
Habt :	Habitant
HCP :	Haut Commissariat au Plan
ICDH :	Indice Communal de Développement Humain
INDH :	Initiative Nationale de Développement Humain
Km, m et mm :	Kilomètre, mètre et millimètre
L :	Litre
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ONE :	Office National d'Electricité
ONEP :	Office National de l'Eau Potable
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PAGER :	Programme d'Approvisionnement Groupé en Eau potable des populations Rurales
PCD :	Plan Communal de Développement
PDTS :	Programme de Développement Territorial Durable des Provinces du Sud
PERG :	Programme d'Electrification Rurale Global
PSP :	Planification Stratégique Participative
Qx :	Quintaux
RGA :	Recensement Général de l'Agriculture
RN, RR et RP :	Route Nationale, Régionale et Provinciale
RGPH :	Recensement Général de la population et de l'Habitat
SAU :	Surface Agricole Utile
SG :	Secrétaire Général
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée

## Contexte

Le Maroc a, depuis les dernières années, commencé à donner une importance particulière au développement local à travers le long processus de décentralisation engagé depuis les années 60, consolidé par diverses révisions des chartes : communale, provinciale et régionale. D'autres politiques sont venues soutenir ce processus dont essentiellement les divers plans de développement socio-économique et les dispositifs d'aménagement de territoire (plans de développement, schéma régionaux, schéma national d'aménagement de territoire,...).

La DGCL et l'Agence du Sud ont uni leurs efforts pour soutenir la recherche de solutions aux problèmes de la pauvreté à partir des communes et le programme PDTS s'est mis en place pour répondre à cette volonté. Il poursuit quatre grands objectifs dans le but d'appuyer les Collectivités Locales dans leur exercice de planification aboutissant à l'élaboration et à la mise en œuvre de leurs plans communaux de développement :

- Renforcer les capacités des collectivités locales en vue d'élaborer leurs plans de développement fondés sur le principe de la participation et intégrant la dimension genre, à travers une démarche de planification stratégique participative ;
- Assurer un accompagnement permanent et de proximité en faveur des communes afin de généraliser le redéploiement des Plans Communaux de Développement (PCD) et du Système d'Information Communal (SIC) ;
- Accompagner les acteurs locaux dans la mise en œuvre des PCD et en particulier en matière de montage, de réalisation et de suivi des projets ;
- Renforcer les systèmes de gestion au niveau communal/provincial pour répondre aux besoins de la planification locale et du suivi des indicateurs de développement humain.

Dans ce contexte, la province de Tata a été retenue pour bénéficier de ce programme. Une des premières actions est d'élaborer un **Diagnostic Territorial Participatif (DTP)** pour et avec chaque commune. C'est l'objet du présent document.

## Principes d'élaboration du diagnostic territorial participatif

**Qu'est-ce qu'un diagnostic de territoire ?** C'est tout d'abord un état des lieux, une photographie de la commune à travers différents filtres qui la caractérisent :

- son peuplement et sa démographie qui sont en quelque sorte la structure de fond ;
- son cadre naturel et environnemental,
- les réseaux et les services sociaux qu'elle met à disposition de la population ou qui existent sur son territoire ;
- son économie, avec ses évolutions ;
- enfin, l'institution communale et ses partenaires locaux, provinciaux ou plus lointains.

C'est ensuite une recherche d'analyse et d'explication de cet état des lieux pour mieux comprendre ce qu'est ce territoire, comment il fonctionne, dans quel environnement il se positionne, quels en sont les points forts ou faibles, les atouts comme les freins.

**En second lieu, à quoi sert ce diagnostic ?** Il permet, à travers des échanges avec la commune et ses acteurs, de prendre connaissance de la situation de la commune, puis de débattre des grandes questions qui se posent pour l'avenir. Il permet, à partir de ces débats avec la commune et ses partenaires, de déterminer une vision, un cap vers où aller ; ce cap qui ensuite va être décliné en stratégie, puis en programmes d'actions concrètes.

**Enfin, comment a-t-il été élaboré ?** Il a fait l'objet de 4 phases de travail :

- la mise en place du Système d'Information Communal (SIC) avec l'organisation d'une enquête portant sur chaque ménage, chaque douar suivi d'une enquête « genre » portant sur un échantillon de 10% des ménages et chaque douar, permettant ainsi de produire la monographie communale.
- un recueil de données et documentations existantes pour compléter la monographie issue du SIC afin de dresser un état des lieux ;
- un travail de terrain dans la commune à travers deux types de travaux :
  - l'organisation d'ateliers participatifs dans chacun des 6 douars (8 ateliers au total), ce qui a permis de s'entretenir avec plus de 289 personnes dont 70% de femmes ;
  - l'organisation de rencontres ciblées (sur la base de guides d'entretiens) auprès des autorités locales, des cadres de la commune, des groupements professionnels, des agriculteurs, des autorités provinciales, des responsables du secteur de l'éducation et de la santé ainsi que des autres services extérieurs, des associations, des coopératives... combinées à un travail de terrain d'observation et de visite des douars, des écoles, centres de santé, infrastructures économiques... bref plus d'une cinquantaine de personnes rencontrées et tous les douars visités ;
- enfin, un travail d'analyse avec toutes ces informations recueillies et d'autres au niveau de la province et de la région pour compléter cette approche locale, de façon à proposer les analyses comme les questionnements essentiels pour l'avenir et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pendant ces quatre phases de travail, des formations ont été réalisées pour un transfert de compétences aux acteurs locaux :

- Une formation d'une journée sur l'approche territoriale en faveur des ETC, CCPP, CPEC et EPA,
- Une formation de 3 jours de l'ETC sur le DTP basée sur un travail d'analyse à partir des données SIC et statistiques de la commune en matière démographique, économique, des services, des acteurs...

Ainsi, ce rapport se propose de présenter l'analyse des différentes composantes de la vie de la commune **de Tizounine**, que ce soit dans ses aspects physiques, démographiques, sociaux, économiques ou institutionnels tout en intégrant les dimensions genre et environnementale dans le but de comprendre le cadre dans lequel s'inscrit le développement humain du territoire.

Concrètement, ce document est structuré en trois parties :

- une première partie d' « Etat des lieux » qui aborde la situation de la commune à travers 6 grands thèmes : géographie et environnement, démographie, réseaux, services sociaux, économie, acteurs et institutions ;
- une deuxième partie d' « Analyse stratégique » avec d'abord, une synthèse territoriale puis ensuite, les questionnements et axes stratégiques.

Une troisième partie sera ajoutée à l'issue de la restitution du diagnostic stratégique à la commune et au comité de suivi provincial, afin de synthétiser les débats et propositions ainsi que les priorités formulées lors de ces restitutions.

# **PARTIE I : ETAT DES LIEUX**

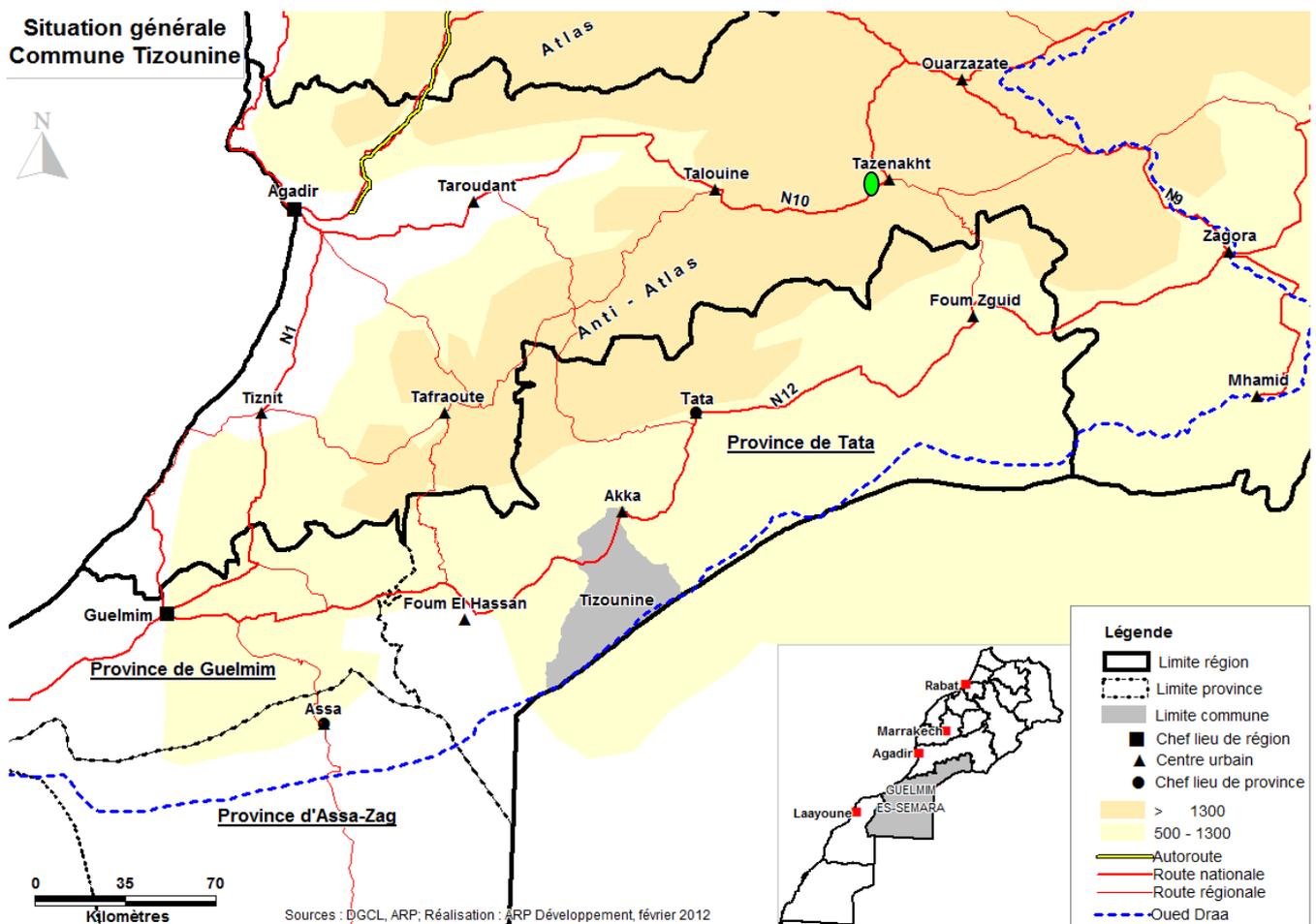
# I. Présentation générale, physique et environnementale de la commune

La commune rurale de Tizounine est située dans la province de Tata, région de Guelmim Es Smara, au sud-est de l'Anti-Atlas (voir carte ci-dessous). Elle est délimitée :

- au Nord par la commune de Kasba Sidi Abdallah Ben M'Barek,
- à l'est par les communes d'Akka et d'Oum El Guerdane,
- au sud par l'oued Drâa qui fait la frontière avec l'Algérie,
- à l'ouest par les communes de Tamanart et d'Ait Ouabli.

Elle est traversée d'est en ouest par la route nationale 12. Le chef lieu de la commune, Tizounine où est implanté le siège de la commune, se situe à sur la route à 18 km, via une route bitumée, d'Akka, chef-lieu de cercle et à 77 km du chef lieu de la province. Guelmim son chef lieux de région est à environ 210 km, accessible par la même route bitumée depuis le chef lieu de la commune. Malgré la présence de la RN12 la commune reste fortement enclavée, éloignée des zones économiquement dynamiques.

Carte 1: Localisation et situation générale de la commune



## **I.1- Situation administrative et historique.**

### **I.1.1-Situation administrative: 2 douars pour 2 Machiakhats**

La commune de Tizounine est une commune de création récente. Elle a été créée en 1992. Avant cette date, les douars faisaient parti de la commune d'Akka, chef lieu de cercle et qui a pris à cette date le statut de commune urbaine

Elle est rattachée au caïdat d'Ait Ouabelli depuis la création de la province de Tata créée en 1977.

La commune est composée de 2 douars et de 2 sous douars, elle comporte deux Machiakhats :

- Machiakhat : Tizounine, (Kasser Elbarraka)
- Machiakhat : Igdi, (Ain Iguerramen)

### **I.1.2-Une population homogène mais en conflit**

La population du douar de Tizounine se compose des Amazigh originaire de la région de Rhamna descendant de la dynastie Almoravide et la tribu de Kounta, et les Haratin qui sont les descendants des esclaves ramenés par Almansour Eddahbi de Tombouctou, du Tchad et du Soudan pour travailler dans le domaine agricole.

Les habitants se réclament aussi originaires de l'ancienne cité de Tamdout Ouakka. Située à 4 km au nord est du douar. Cette cité a été très prospère jusqu'à la fin du Moyen Age. Cité florissante bien que ravagée en de nombreuses reprises conquise et reconquise par des tribus rivales. Tizounine « jardins » en berbère représentait la zone de culture de Tamdout et ce jusqu'au 14, 15<sup>ème</sup> siècle date de la disparation mystérieuse de Tamdout dans les textes historiques.

La population du douar Igdi correspondrait à un mélange d'habitants venus de trois origines Tamanart, Sidi Abdellah Ben M'Barek et Akka. Le douar est composé des familles Ait Taarabet, Ait Bakar et Ait Ali Oumasoud. L'installation des premiers habitants au douar avait pour but d'être éloigné des ennemis et en même temps être proche des centres d'Akka et de Tamdout.

Le mot Igdi dans la langue amazigh désigne une couche de terre difficile à creuser. Lors des premières installations au niveau du douar, les habitants voulaient creuser un puits, et à chaque fois les nomades qui passaient demandaient l'état d'avancement des travaux, les gens répondaient « on est toujours à Igdi ».

Même si nous sommes en présence d'une petite commune ce qui la caractérise sur le plan humain c'est la rivalité qui existe entre les deux douars et qui rythme la vie de la commune jusqu'à ce jour.

## **I.2- Le cadre naturel et environnemental de la commune : une très forte aridité**

### **I.2.1-La situation géophysique et climatologique**

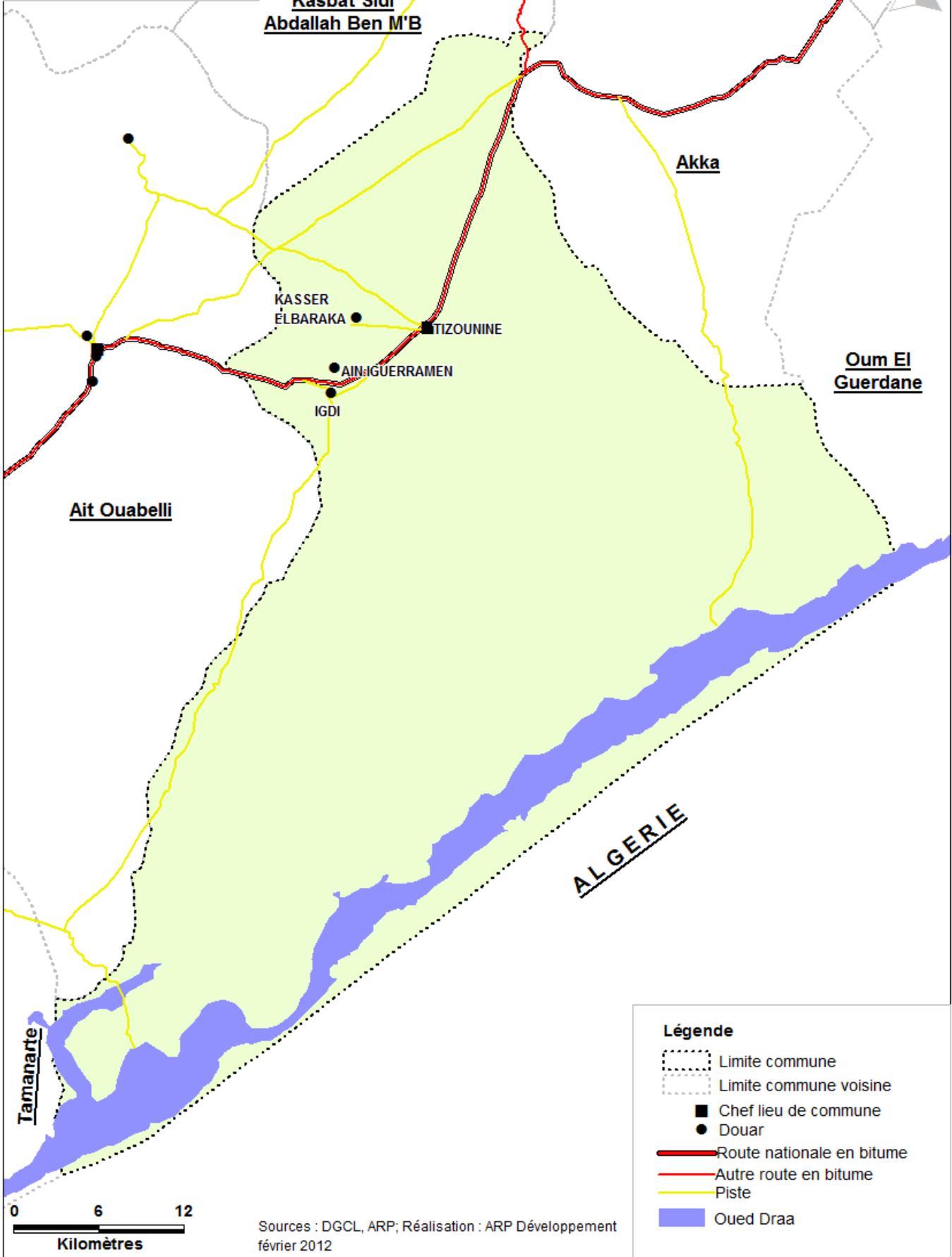
La commune est délimitée par deux barrières naturelles : au nord, la chaîne rocheuse du Djebel Bani (sommet à 1066 m) et au sud, l'oued Draa (320 m). Elle est située à une altitude moyenne de 450 mètres, composée d'une grande plaine (70% de la superficie de la commune) parsemée de quelques reliefs (650 m) au sud de la route RN12. Un oued principal, celui d'Igdi traverse le territoire communal du Djebel Bani jusqu'à l'Oued Draa dans sa partie occidentale du nord au sud.

Le climat quant à lui est marqué par la succession de deux saisons :

- une saison chaude et sèche s'étalant de mai à octobre et,
- une saison plus fraîche avec des précipitations faibles de novembre à avril.

*Carte 2: Carte administrative de la commune*

**Carte administrative  
Commune Tizounine**



- Légende**
- Limite commune
  - Limite commune voisine
  - Chef lieu de commune
  - Douar
  - Route nationale en bitume
  - Autre route en bitume
  - Piste
  - Oued Draa

0 6 12  
Kilomètres

Sources : DGCL, ARP; Réalisation : ARP Développement  
février 2012

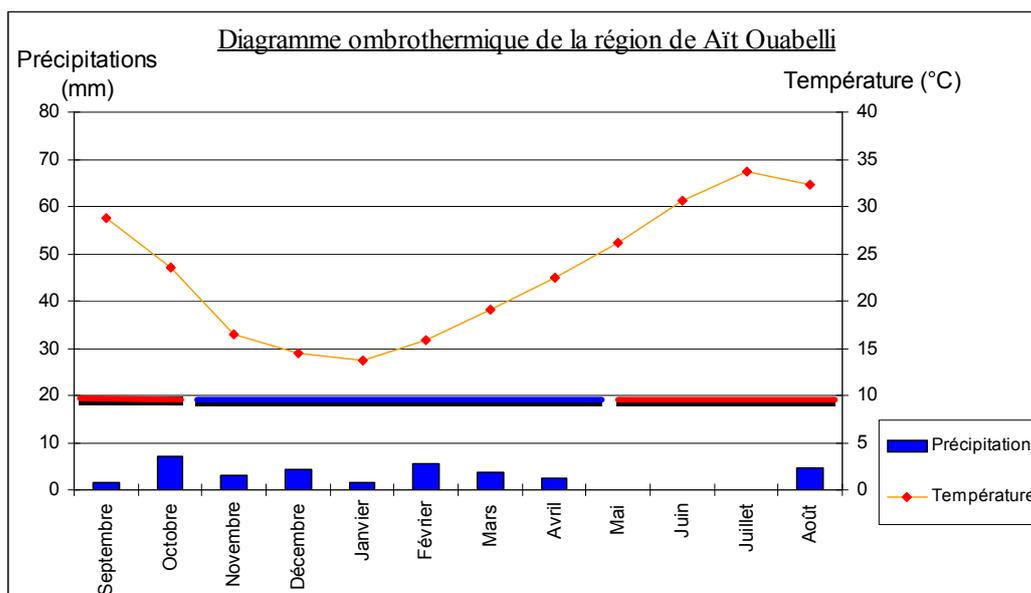


Figure 1: Diagramme ombrothermique de la région d'Aït Ouabelli (moyenne des températures (°C) et des précipitations (mm) de 1985 à 2008) – Source DPA de Tata

L'amplitude séparant les températures moyennes maximale et minimale est d'environ une vingtaine de degrés, démontrant bien l'existence de deux saisons marquées. Le minimum d'une valeur de 14°C est obtenu en janvier tandis que le maximum de 34 °C est mesuré en juillet.

D'après des projections futures au Maroc, on s'attend raisonnablement à une augmentation des températures et à une diminution des précipitations et à une augmentation de leur variabilité. En effet, la température moyenne pourrait augmenter de 1.1 à 1.6 °C d'ici à 2030, de 2.3 à 2.9°C en 2050, et de 3.2 à 4.1°C en 2080.

Or, le climat continental prononcé de la commune est de type désertique. La température moyenne est de 24°C, les températures maximales 45°C et minimales de 6,7°C. Le changement climatique va entraîner des amplitudes thermiques très élevées et des écarts de précipitations à quoi s'ajoutent les phénomènes intenses et imprévisibles qui caractérisent l'occurrence des changements climatiques. En outre, les masses d'air sec et chaud (chergui) vont exacerber les phénomènes d'évaporation.

D'une année sur l'autre, les précipitations peuvent varier fortement, conférant aux précipitations interannuelles une irrégularité typique du climat semi-désertique. La moyenne pluviométrique est de 40 mm et les variations peuvent aller de 0 à 90 mm. Il est ici difficile de parler de « pluviométrie annuelle typique » mais considérant les valeurs des mesures pluviométriques annuelles, une année sur neuf peut être considérée comme normale. Les années de sécheresse existent. Elles peuvent être fréquentes et se suivre comme se fut le cas de 1915 à 1918, de 1973 à 1984 ou encore de 1989 à 1993 et même ces dernières années 2004/05, 2007/08 et 2010/11 (Duran Christopher, 2009).

**Comme partout au Maroc, les précipitations pourraient diminuer de 14% en 2030, de 13 à 30% en 2050, et de 21 à 36% en 2080.**

Les variations importantes vont toucher essentiellement les zones non irriguées à partir des sources pérennes.

Par contre, les cultures pluviales qui sont pratiquées sur épandage vont subir des variations très importantes en raison de la forte variabilité des précipitations et une fréquence élevée des sécheresses.

## I.2.2-Des ressources en eau en régression

La commune de Tizounine, comme le reste de la Province, dispose de deux types de ressources : les eaux de surface et les eaux souterraines.

La commune fait partie du bassin du bas-Draa. Un seul oued traverse la commune, il est alimenté par les eaux de pluies des bassins versants de la chaîne montagneuse du Djebel Bani qui s'écoule selon une pente nord-sud. Un autre oued qui passe en limite du territoire communal, a une grande importance pour la commune, c'est l'oued Akka. Il s'écoule le long de la frontière orientale de la commune. La zone plane en amont nord est du douar de Tizounine reçoit les eaux d'épandage de cet oued et la cuvette du douar de Tizounine est alimentée par ses eaux. Jusqu'au 14 et 15<sup>ème</sup> siècles des canaux de cet oued qui ont complètement disparu alimentaient cette zone de jardins et de palmeraie.

Le véritable potentiel se situe au niveau de l'oued Drâa mais, à cause des conflits frontaliers qui durent depuis 1975 se traduisant notamment par des intrusions du Front Polisario, cette zone est sous contrôle militaire et n'est accessible aux agriculteurs qu'avec une autorisation de cultiver délivrée par l'administration de la gendarmerie et de l'armée sur des périodes très courtes (1 mois au plus) depuis 1995.

Quant aux eaux de la nappe elles s'écoulent sur des schistes du quaternaire jusqu'à se rapprocher de la surface pouvant alors être captées par les *Khettaras*. En effet, il existe un aménagement ancestral de galeries souterraines drainantes, appelées *khettara*, qui capte l'eau en amont au niveau de la nappe phréatique et la libère à la surface du sol, où des canaux (*séguías*) en assurent la distribution sur les terres de la palmeraie.

Mais ce qui caractérise les 50 dernières années c'est tout de même la succession de période de sécheresse qui affecte la nappe phréatique. Le tableau ci-dessous montre ce net recul au niveau des 3 douars de la commune.

Tableau 1: Evolution de la profondeur de la nappe phréatique

Nom du douar	Profondeur de la nappe en m			Salinité de l'eau
	1956	1975	2007-2008	
IGDI	6	10	24	Faible
KASSER ELBARRAKA	8	10	35	Nulle
TIZOUNINE	5	15	30	Nulle

Source : Typologie des oasis de la province de Tata. Agence du Sud 2008

## I.2.3-Sols, couvert végétal et risques environnementaux

### Sols peu structurés

La palmeraie repose sur des sols colluvionnaires légers dont la texture va de sablo-argileux à sableux plus la pente diminue. Ce sont essentiellement les produits de l'altération de grès qui constituent ces sols et l'argile se trouve un peu plus en amont puisque les vents l'ont libéré des résidus sableux. Cet horizon sablo-argileux est cependant très peu étendu, et l'essentiel des sols est sableux fin et instable. Les argiles sont gonflantes, peu filtrantes et sont repérables par la formation de croûtes de battance lors des pluies.

L'ensemble des terres apparaît comme fortement différencié et pauvre en argile s'accompagnant d'une forte dénaturation du complexe absorbant entraînant une acidification de l'horizon de surface (Dosso & Ruellan, 1993). Ainsi, ces sols peuvent être considérés comme amplifiant la contrainte climatique déjà importante puisqu'ils ne retiennent pas l'eau et sont instables, facilement érodés. Le drainage et le lessivage des terres sont importants, et l'apport continu de matériaux sableux permet un renouvellement des sols en surface.

D'autre part, des plaques de sel peuvent être observées par endroit. Cela concerne essentiellement des terres peu ou plus entretenues, où le sel est remonté par capillarité lors de l'évaporation des eaux très concentrées. Ainsi, ce phénomène n'est pas une cause mais bien une conséquence de l'arrêt de mise en culture de ces terres. Le sel des eaux est constamment

lessivé par les irrigations intenses sur les sols cultivés, ce pourquoi de telles plaques ne s'y observent pas.

### **Couvert végétal**

En dehors des terres des palmeraies, la végétation naturelle est clairsemée et essentiellement constituée de plantes rases auxquelles se mêlent ponctuellement quelques arbres à épines et au feuillage persistant tout l'année. Cette végétation est typique d'un milieu désertique, où les arbres se sont adaptés en développant des structures limitant les pertes d'eau comme les épines. Effectivement, les épines limitent la surface d'évaporation de l'eau et ainsi les stress hydriques. La végétation est aussi caractéristique des sols, se développant généralement sur des sols sablo-argileux.

Dans la zone de plaine, les principales essences que l'on peut trouver sont : l'*Acacia raddiana* d'une superficie de 2 200 ha (Eaux & Forêts), l'*Acacia ehrenbergiana* ou encore le *Retama retam* d'une superficie de 300 ha (Eaux & Forêts). Quant aux plantes rases on trouve le *Zygophyllum geatillum*, plante grasse, ou le *Pergularia tomentosa* aux multiples ramifications et l'on trouve aussi des fleurs comme celles de l'*Anvillea raddiata*.

Deux parties bien distinctes composent le paysage du Drâa : des terres en bordure de l'oued, où la végétation naturelle se mêle aux cultures et auxquelles succèdent des terres désertiques. La plaine du Drâa correspond à un véritable écosystème riche en insectes et végétaux. Plusieurs espèces de végétaux sont en effet présents sur les terres du Drâa comme le *Tamaris aphylla*, le Gênévrier rouge ou le *Maerea crassifolia*.

Deux lits permettent l'écoulement des eaux du fleuve. Le lit majeur d'une largeur de deux à huit kilomètres, selon la largeur espaçant deux montagnes, est celui où les terres sont le plus cultivées et où les arbres sont les moins présents. D'autres terres se trouvent en bordure du lit mineur, d'une largeur de 15 m de large. Celles-ci s'étendent sur une superficie moindre que les terres à proximité du lit majeur et les arbres sont fréquents, entraînant une discontinuité des surfaces cultivées. Effectivement, le *Tamaris aphylla* en particulier s'est beaucoup développé depuis la guerre du Sahara. Les terres non cultivées pendant une longue période ont permis son installation pérenne. C'est pour cela que le Drâa est partagé entre des paysages de grandes plaines céréalières et des terrains plus arborés.

### **Les risques environnementaux**

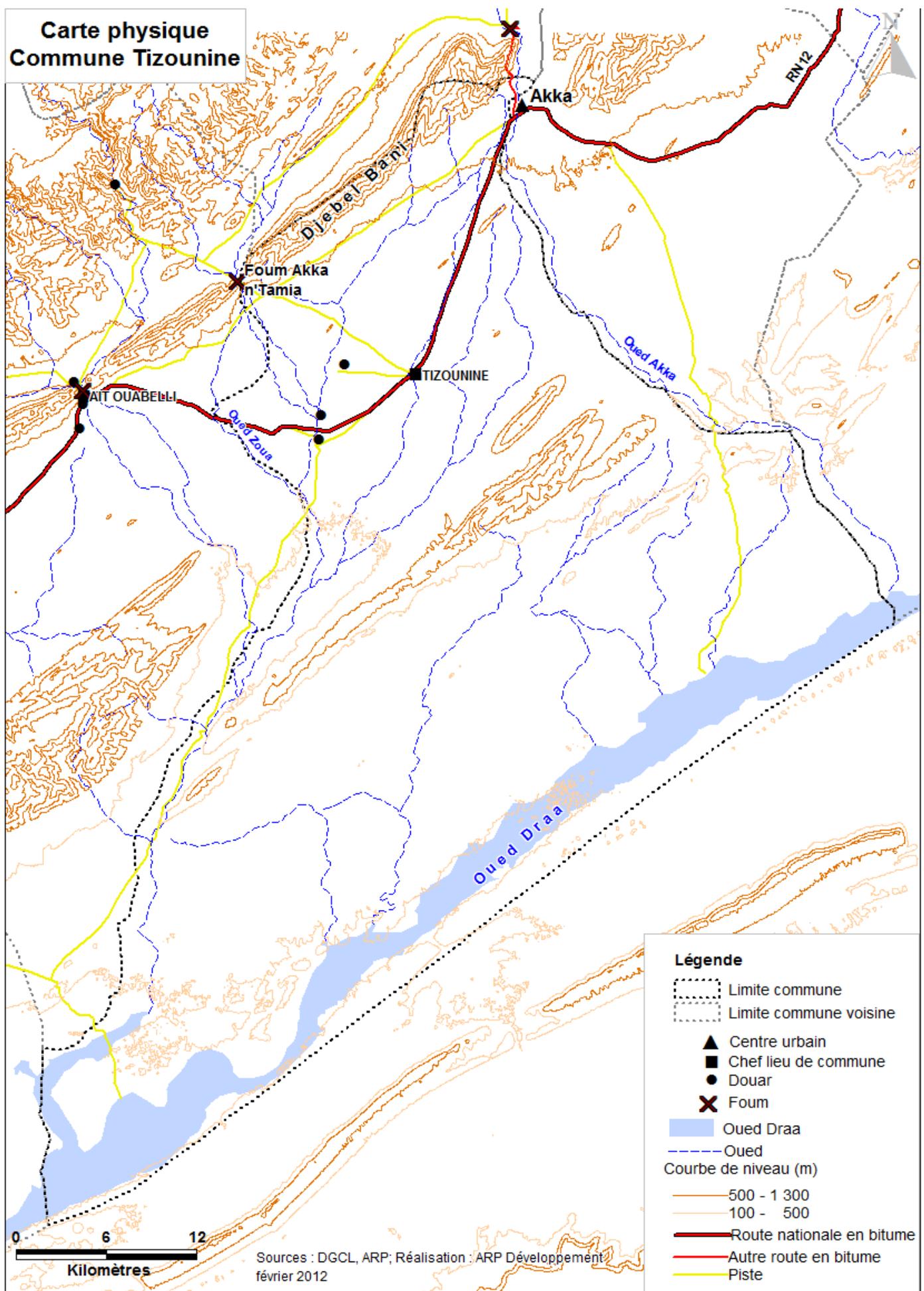
Deux types de risques :

- **Inondation** : crues de l'oued Akka qui en cas de débordement déversent ses eaux dans la cuvette de Tizounine et inondaient le douar. La construction d'une digue au nord est du douar a permis de le protéger de ce risque d'inondation mais le danger demeure.
- **Enablement** : représente une menace importante. Il suffit de constater la situation dans les anciennes palmeraies (création de petites dunes) ou les transports éoliens chargés de sable viennent colonisés et endommagés les zones de cultures (nouvelles ferme, périmètre de l'Alcesdam). Certains secteurs du Drâa souffrent aussi de l'ensablement croissant qui entraîne la diminution des espaces cultivables.

Pour lutter contre ce phénomène une ceinture a été réalisée par les Eaux et Forêts dans la partie nord de Tizounine pour protéger la nouvelle création de la palmeraie de 40 ha.

*Carte 3: Situation physique de la commune*

**Carte physique  
Commune Tizounine**



- Légende**
- Limite commune
  - Limite commune voisine
  - ▲ Centre urbain
  - Chef lieu de commune
  - Douar
  - ✕ Foum
  - Oued Draa
  - — — Oued
  - — — Courbe de niveau (m)
  - — — 500 - 1 300
  - — — 100 - 500
  - — — Route nationale en bitume
  - — — Autre route en bitume
  - — — Piste

## I.3- Fiche d'identité de la commune

### I.3.1-Particularités physiques et de localisation de la Commune

La commune présente plusieurs particularités, que l'on développera dans les différents chapitres correspondants :

- 1) Les deux gros douars de la commune sont bien desservis par la RN 12 pour rejoindre Akka et Tata mais la CR reste très éloigné des circuits économiques
- 2) Elle souffre d'une insuffisance de ressources en eau
- 3) Elle bénéficie de la présence de l'oued Draa

### I.3.2-Les données clés

Tableau 2: Données clés sur la commune de Tizounine

Fiche d'identité de Tizounine	
Année de création	1992
Superficie	1 000 Km <sup>2</sup> DGCL, 1 603 Km <sup>2</sup> (SIG ARP)
Région	Guelmim Es Smara
Province	Tata
Cercle	Akka
Caïdat	Ait Ouabli
Nombre de douars	2 et 2 sous douar
Situation générale	
Zone	Zone présaharienne au sud du Maroc, sud-est de l'Anti-Atlas, bassin du bas Draa
Ville la plus proche	Tata 80 km
Gare routière la plus proche	Tata 80 km
Gare ferroviaire la plus proche	Néant
Aéroport le plus proche	Aéroport international Agadir km et aérodrome Tata 80 km
Port le plus proche	Agadir
Routes	RN 12 qui traverse la commune d'est en ouest sur 40 km
Population	
Estimation 2011	2 275 habitants
Foyers de peuplement	Berbère majoritairement et arabe
Topographie	
Type	Zone de montagne 10%, plaine 70% et vallée 20%
Altitudes	Altitude moyenne 450 m ; point le plus haut : 1066m ; point le plus bas : 300 m oued Draa
Direction des pentes dominantes	Du nord vers le sud (oued Draa)
Climat	
Type	Saharien continental
Températures	Min 12° en jan et Max 49° en août/ Moyenne 32°
Précipitations	Moyenne 37 mm/an

<b>Géologie</b>	
Surface	Eléments limoneux qui se sont structurés par les dépôts des inondations
Quaternaire	Eléments limoneux qui se sont structurés par les dépôts des inondations
<b>Pédologie</b>	
SAU	105 ha oasis dont 7,5 ha en irrigué
Types de sols	Hrach 10% et biad 50%
<b>Hydrogéologie</b>	
Nappe phréatique	En baisse
Qualité de la nappe	Bonne

Source : Agence du Sud 2009, enquêtes de terrain et commune 2011.

## I.4- Conclusions

La commune de Tizounine bénéficie d'atouts naturels et géographiques sur lesquels elle peut s'appuyer pour enclencher une nouvelle dynamique de développement.

<b>Points forts</b>	<b>Points faibles</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une superficie importante avec des zones de sols fertiles</li> <li>• Présence de l'oued Draa (30 km au sud du chef-lieu)</li> <li>• Zone de parcours</li> <li>• L'oued Igdi qui traverse la commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une aridité de plus en plus prononcée, la profondeur de la nappe phréatique baisse régulièrement</li> <li>• Des ressources en eau en régression qui entraînent un fort ralentissement voire la disparition de l'activité agricole dans certaines oasis</li> <li>• Des problèmes d'ensablement</li> </ul>

## II. Analyse démographique

### II.1- Caractérisation de la dynamique démographique

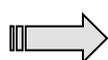
#### Point méthodologique sur les données démographiques

Il nous paraît fondamental d'avertir les lecteurs que pour traiter cette partie nous avons utilisé deux sources de données : RGPH 1982, 1994 et 2004 et SIC 2011. Pour pouvoir comparer les deux sources d'information, on s'est rendu compte que le RGPH ne prenait pas en compte les migrants dans ces calculs alors que le SIC le faisait. Dans le souci de pouvoir comparer les données de 1982 à 2011, nous avons pris le parti d'extraire du SIC, le nombre de personnes parties en migration à l'étranger et au Maroc. Cette opération nous permet de comparer l'ensemble des données démographiques de 1982 à 2011. Ce sont ces données qui sont présentées dans le cadre de cette analyse.

#### II.1.1- Une grande commune faiblement peuplée

Avec 1 945 habitants recensés en 2011, la commune Tizounine est la commune la moins peuplée du cercle de Akka et donc de la province.

1 945 habitants  
en 2011



Commune à très faible peuplement dans la province avec une densité de 1,8 habt/km<sup>2</sup>

Les 1 945 habitants sont répartis dans 2 douars dont le chef-lieu dépasse les 1 000 habitants et 2 sous douars.

Tableau 4 : Population par douars (SIC 2011) et distance du douar par rapport au centre

Douars	Distance au centre (estimation)	Population (SIC 2011)	% de population par douar	Total population 2011 sans exodants
TIZOUNINE	0 Km	1 162	51%	2 275 -330 migrants
IGDI	7 Km	817	36%	
SD <sup>1</sup> KASSER ELBARAKA	4 Km	79	3%	
SD AIN IGUERRAMEN	7 Km	217	10%	
<b>TOTAL</b>		<b>2 275</b>	<b>100%</b>	<b>1 945</b>

Se situant en plaine, les douars ne sont pas protégés par des éléments du relief, néanmoins on est en présence de deux modes d'occupation de l'espace habité :

- groupé autour de la RN12 pour le douar de Tizounine,
- habitat dispersé avec deux douar qui s'étirent le long de l'oued pour Igdi et Ain Iguerramen

#### II.1.2- Une dynamique démographique qui change

Depuis plus d'une trentaine d'années, la commune se caractérise par une population qui stagne aux alentours des 2 300 habitants mais une nouvelle tendance semble s'amorcer au cours de cette dernière décennie.

<sup>1</sup> SD : sous douar

L'accroissement net a toujours été légèrement négatif depuis 1982 et il semble s'amplifier au regard de la dernière tendance puisque nous passons de **-0,01%** entre 82/94 à **-0,42%** entre 94/04 pour atteindre **-1,96%** pour la période 2004/2011 (en appliquant le retrait des migrants).

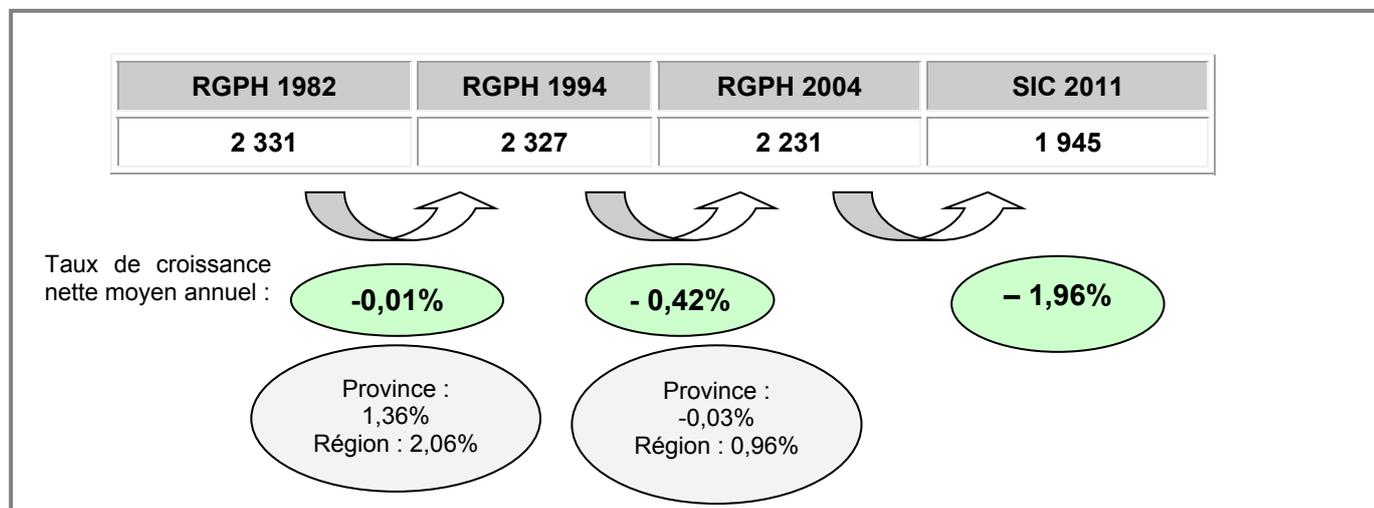


Figure 2: Evolution de la population et du taux moyen annuel de croissance (Source : RGPH 1982, 1994,2004 et SIC 2011 de la commune). (\* total avec exode)

L'analyse des données sur les naissances et les décès sur les vingt dernières années montre qu'on a un taux de croissance naturelle positif relativement élevé entre 1994 et 2004 et qui baisse de moitié sur la dernière décennie. Rappelons que le taux national est de 1,45% en 2011. Il faut savoir que les femmes accouchent sur Akka et Tata ce qui peut aussi expliquer la baisse de ce taux.

Tableau 3: nombre de naissances et de décès entre 2004 et 2010, commune Tizounine, bureau de l'Etat Civil au siège de la commune.

Années	De 1994 à 2004	De 2004 à 2011
Naissances	<b>674</b>	<b>297</b>
Décès	<b>106</b>	<b>89</b>
Croissance naturelle	<b>+2,18</b>	<b>+1,27</b>

A l'analyse des deux tableaux ci-dessus, on a la confirmation que la situation démographique serait en cours d'évolution et connaîtrait en crise profonde. La migration représente un phénomène structurel d'importance puisqu'elle représente près de **3% par an** soit près d'une soixantaine de personnes par an qui quitte le territoire communal lors de ces dernières années.

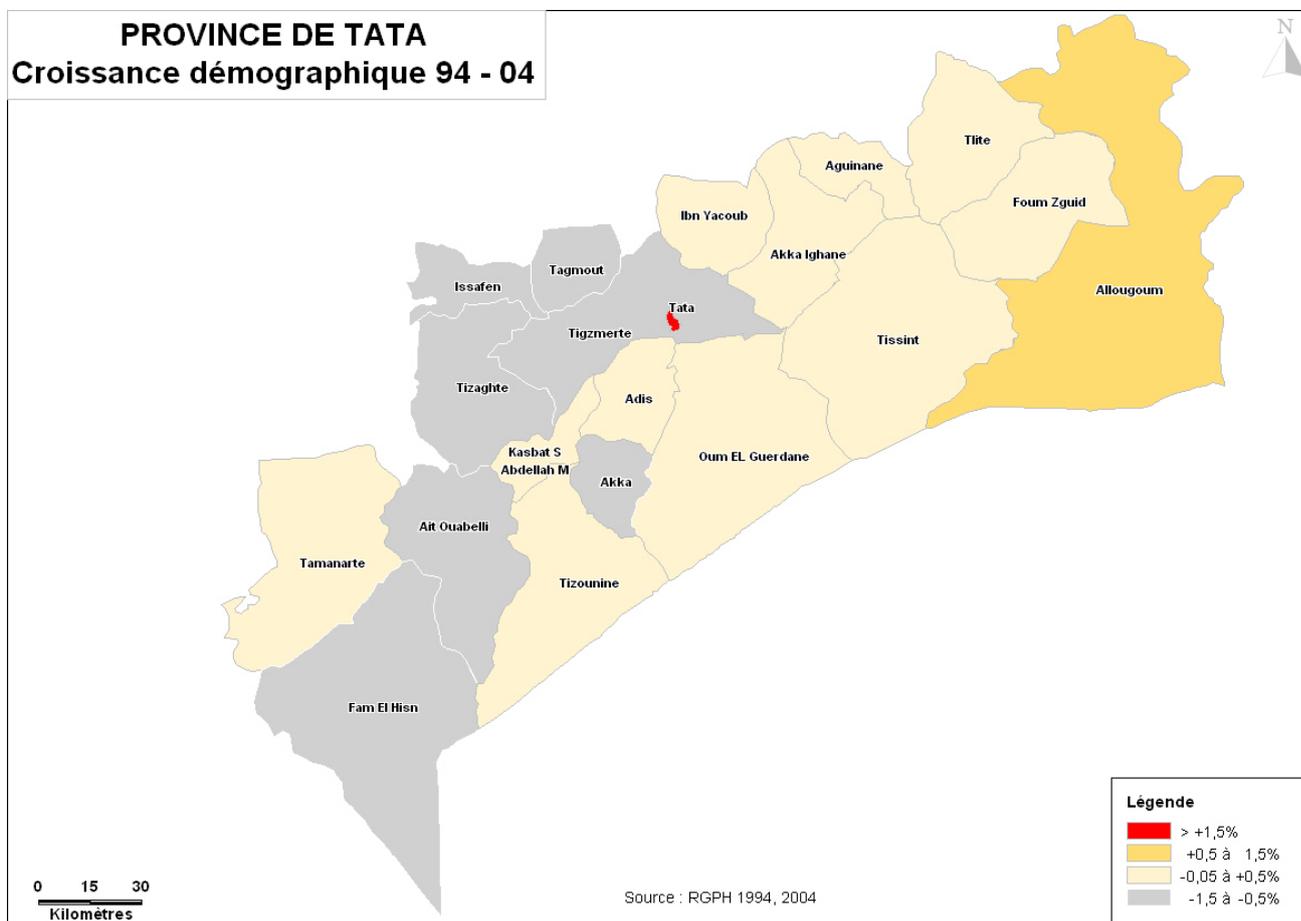
### ■ La commune dans le contexte provincial

La carte ci-dessous nous permet d'apprécier la situation de la commune dans le contexte provincial. Le premier constat est que la province se trouve confrontée à une profonde crise démographique. La stratégie des populations est de quitter le territoire. Entre 2004/2011 il n'existe plus de centre urbain ou de commune urbaine capable d'attirer ou de garder la population faute d'activité économique :

Tata, Akka, Foum El Hissn et Foum Zguid enregistrent des croissances négatives depuis 2004 qui se confirment en 2011 alors qu'ils enregistraient encore une progression entre 1994 et 2004.

Au regard de cette première analyse, les résultats des enquêtes semblent être encore plus pessimistes que les hypothèses les plus basses du SRAT (à vérifier avec l'ensemble des données du SIC 2011).

**La crise est vraiment profonde, les populations ne projettent plus leur avenir sur le territoire provincial.**

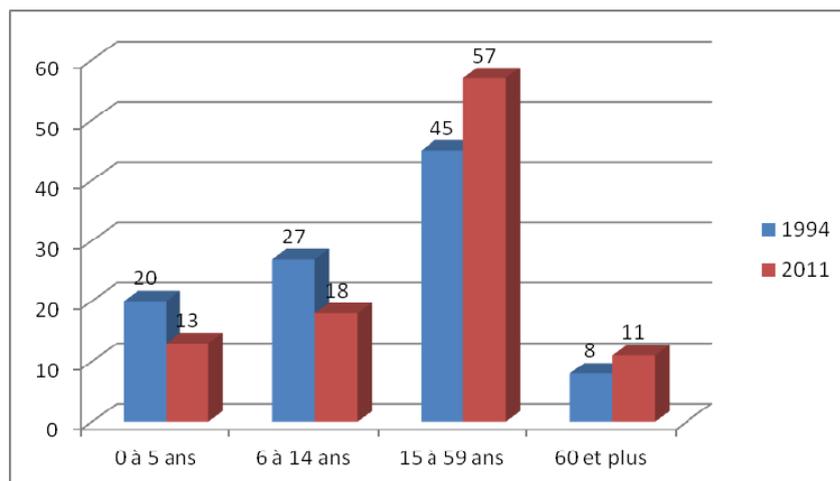


Carte 4 : Carte provinciale des taux de croissance démographique

### II.1.3- Structure de la population : vieillissement et une forte composante féminine

#### ■ Répartition par groupe d'âge et de sexe

La comparaison des différentes classes d'âge entre 1994 et 2011 nous permet de faire ressortir certaines caractéristiques intéressantes qui vont avoir des répercussions importantes pour le devenir de la commune et qui devront être pris en compte dans le futur exercice de planification. Le schéma ci-dessous nous présente l'évolution des classes d'âge entre 1994 et 2011.



Les principales remarques que nous pouvons faire sont les suivantes :

- Régression importante des deux classes : <6 ans et 6-14 ans, on passe de 20 à 13% pour la première et de 27% à 18% pour la seconde entre 94 et 2011. On a donc un sérieux ralentissement de la natalité du fait de la pratique du planning familial, par le départ des jeunes vers d'autres destinations, par la non présence des hommes du fait de l'exode une bonne partie de l'année. Le nombre de jeunes baisse de manière sensible.
- La classe 15-59 ans connaît un phénomène inverse, elle augmente de manière très importante, elle passe de 45% en 94 à 57% en 2011. C'est l'afflux des classes précédentes qui vient gonfler cette classe d'âge. On assiste à un vieillissement de la population.
- Cette tendance se confirme pour la classe +60 ans qui croît de 8 à 11% entre 1994 et 2011.

Tableau 4 : Part de la population communale par classe d'âge (RGPH 2004) et SIC (2011)

Classes	Part de femmes en 1994	Part de femmes 2004	Part des femmes 2011
0-5	52%	51%	45%
6-14	51%	50%	52%
15-59	<b>67%</b>	<b>69%</b>	<b>66%</b>
60 et plus	49%	56%	58%
<b>TOTAL</b>	<b>58%</b>	<b>60%</b>	<b>60%</b>

Un autre phénomène majeur pour le territoire communal, c'est le déséquilibre que nous observons entre les deux sexes. **Les femmes représentent 60% de la population totale** en 2011. Le tableau montre que la classe 15-59 ans est celle où le sexe féminin atteint le pourcentage le plus important avec **66%**.

Ce phénomène se confirme à travers la tenue de nos ateliers participatifs, la représentation féminine s'élevait à 60%, et les entretiens individuels affirmaient comme quoi les femmes sont très largement majoritaires dans les différents douars.

■ **Evolution des classes d'âges entre 1994 et 2004 et entre 2004 et 2011**

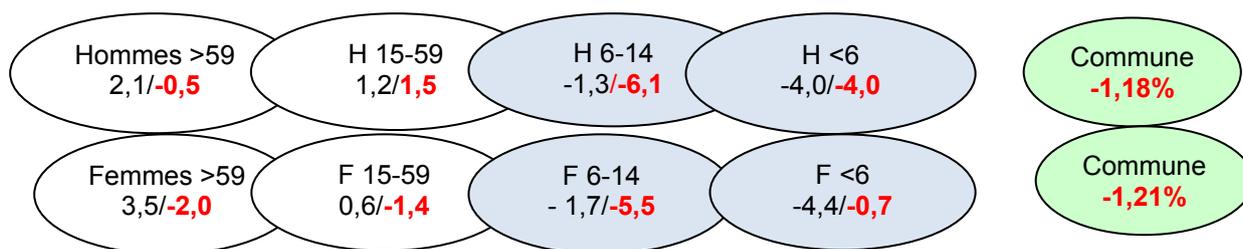


Figure 3: Evolution démographique par tranche d'âge entre 1994 et 2004 et entre 2004 et 2011(en gras rouge)

Le phénomène majeur est que toutes les tranches d'âge connaissent des accroissements avec des valeurs négatives, excepté les hommes entre 15 et 59 ans (retraités). Ce qui est le plus inquiétant :

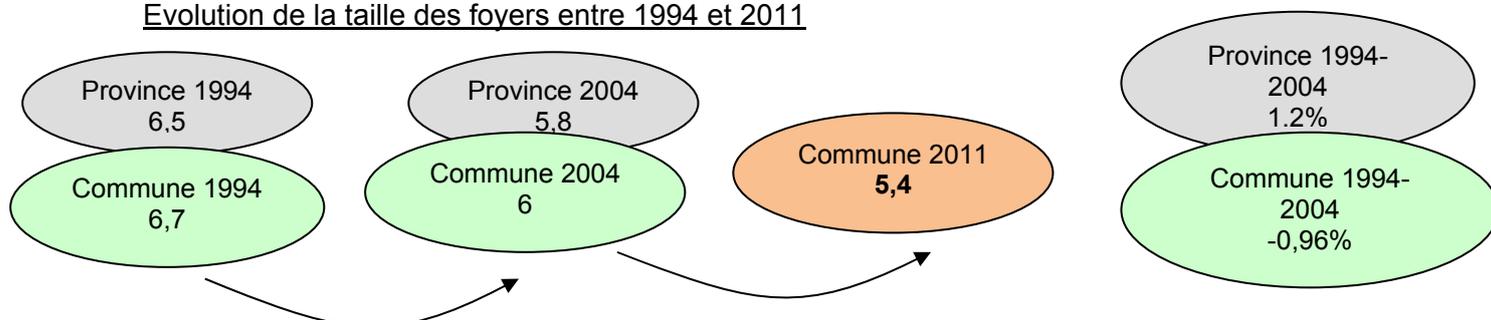
une forte diminution des classes jeunes <6 et entre 6 et 14 ans, filles et garçons confondus aussi bien sur la période 1994 et 2004 qu'entre 2004 et 2011, en moyenne sur 20 ans on enregistre **-3,0%**. On peut donner différentes explications à ce phénomène :

- la politique de planification familiale semble bien suivie (contraceptifs très demandés au centre de santé).
- De plus, le taux de fécondité est passé de 4,6 en 1994 à 3,7 en 2004.
- La non présence des hommes une grande partie de l'année du fait de la pratique de l'exode. La difficulté de se marier, recul à 30 ans pour les femmes et 31 pour les hommes.

Globalement, la commune glisse progressivement vers un vieillissement de sa population puisque l'on constate un très net recul de croissance des classes les plus jeunes ce qui est un signe important du faible dynamisme de son territoire. Une projection démographique montrerait que progressivement nous allons vers un changement de type de pyramide des âges qui se matérialiserait par un rétrécissement de sa base et une augmentation de sa tête correspondant aux tranches les plus âgées. La commune se caractérise par un vieillissement de sa population.

■ **Evolution de la taille des foyers/ménages entre 1994 et 2011**

Evolution de la taille des foyers entre 1994 et 2011



**Tendance à la diminution du nombre moyen de personnes par ménage**

Figure 4: Taille et nombre des foyers en 1994, 2004 et 2011 à la commune de Tizounine, RGPH 1994 et 2004 et SIC 2011(\*en enlevant les 382 migrants)

Tout d'abord on observe une fluctuation du nombre de foyers entre 365 en 94, 412 en 2004 et 362 en 2011. L'enquête SIC qui a réalisé une enquête exhaustive des familles, en recense 645 soit **3,6 personnes/famille**.

#### **II.1.4- Des flux migratoires très importants**

Une bonne appréciation des flux migratoires représentent une caractéristique majeure pour bien comprendre le fonctionnement territorial de la commune de Tizounine. Cette zone sud de l'Anti-Atlas a été très affectée par de nombreux problèmes qui se sont conjugués à partir des années 70.

Sans remonter très loin dans l'histoire de la province, on peut schématiser en disant que toute cette zone a connu une période de paix et de développement entre les années 50 et 70. De plus, ces années sont caractérisées par une bonne série pluviométrique mais aussi par l'instauration d'un nouvel état garantissant une paix et une sécurité. Les populations pouvaient circuler librement et exploiter les différentes ressources se trouvant sur des espaces très vastes. L'oasis ne représentait qu'une des trois ressources du système de production. Une partie de population pouvaient se déplacer pendant plusieurs mois pour aller cultiver sur l'oued Drâa principal élément du système de production et faire paître leurs troupeaux. Les animaux pouvaient être déplacés sur des espaces de parcours très lointains beaucoup plus au sud que le Drâa. Jusqu'à cette période les populations entretenaient des relations avec celles du grand sud (Tindouf), leur vie était d'ailleurs davantage tournée vers le sud que le nord. L'oasis faisait donc parti d'un ensemble de ressources et de production très vaste permettant ainsi de bien lutter contre les aléas climatiques caractéristiques de cette zone.

Mais la période critique pour ces territoires se situe dans les années 70. L'apparition du conflit entre le Maroc et le Front Polisario conjugué à la succession des années de sécheresse pendant plus d'une dizaine d'années ont sérieusement éprouvé les populations et désorganisé leur mode d'exploitation de leurs ressources. Deux de leurs ressources n'étaient plus accessibles, le système de production a été considérablement réduit et c'est concentré sur les oasis mais elles ne permettaient pas de supporter une telle pression humaine. Déjà le système oasisien montrait ses limites et se caractérisait par des problèmes fonciers, de gestion de l'eau, de maladie du palmier et d'aridité. Les populations étaient dans l'obligation de trouver de nouvelles ressources de subsistance. La première opportunité a été celle de l'engagement de nombreux jeunes recrues dans l'armée et la seconde dans la migration vers différentes destinations.

Nos enquêtes de terrain montrent que nous avons deux phénomènes qui caractérisent la situation : les départs définitifs et la pratique de l'exode masculine tout en gardant dans le douar une partie des habitants (un homme pour gérer le reste du foyer des femmes et des enfants, anciennes personnes).

En 2008, le nombre de foyers tirant des ressources de l'armée était estimé à 10%, seul le douar d'Igdi bénéficie de cette filière. Ensuite, c'est entre 80 et 90% des foyers qui bénéficient des retombées de la migration avec des différences entre douar. On remarque qu'Igdi atteint les 100% avec comme unique destination le Maroc comme lieu de migration alors que Tizounine atteint 80% des foyers avec 60% en faveur du Maroc et 20% en faveur de l'étranger. Aussi, il est fréquent de trouver des foyers ou plusieurs personnes de sexe masculin partent en migration.

L'enquête Sic a recensé le nombre de familles qui ont définitivement quitté le territoire, on en dénombre 39 depuis 1975 ce qui représente environ 250 personnes. Les différentes attaques menées à la fin des années 70 ont été déterminantes dans le départ des familles. Dans le choix de leur destination, ce sont les villes marocaines qui accueillent la plus grande partie des départs avec 88%. La destination Maroc sud avec les villes de Laayoune, Dakhla

arrivent en tête suivie par la destination de Casablanca. Ensuite la filière étrangère avec notamment le douar de Tizounine ou la destination italienne semble la plus prisée.

Tableau 5 : Destination des foyers qui ont quitté la commune

Maroc Sud	Maroc Nord	Etranger
44%	41%	15%

Enquête SIC 2011

L'activité de migration basée sur le commerce arrive en tête, elle était estimée à 91%, avec notamment le douar d'Igdi qui totalise 100% contre 82% à Tizounine. Globalement c'est l'activité principale des migrants. La filière du commerce de fruits secs est l'activité la plus répandue. La province de Tata est connue au Maroc pour ses vendeurs qui se sont installés dans toutes les villes marocaines.

Tableau 6 : Pourcentage des foyers pratiquant l'exode et les activités principales des foyers

Douar de la commune	% de foyer avec revenus Emig maroc	% avec revenus émig étranger	% de foyer activité commerce	% de foyer activité administrat	% de foyer activité armée
Tizounine	60	20	82	5	3
Igdi	100	0	100	3	15
<b>Moyenne</b>	<b>80%</b>	<b>10%</b>	<b>91%</b>	<b>4%</b>	<b>9%</b>

Etude agence du sud 2008

Certes l'émigration du fait de l'envoi de subsides en faveur des familles restées sur place permet de faire vivre 2 000 personnes sur le territoire mais cette stratégie ne peut devenir une solution durable pour le territoire. Les différents événements comme la sécheresse au Maroc doublée du ralentissement de l'activité économique risquent de faire diminuer les flux monétaires en faveur de la commune ce qui risque d'aggraver la situation économique et démographique.

De plus, au-delà des ressources monétaires qui reviennent sur le territoire, le phénomène le plus pénalisant pour la commune est la perte de compétences humaines. Les remarques de certaines personnes portent à croire que ce sont les hommes les plus compétents et les plus ambitieux qui quittent le territoire pour tenter leur chance et ils semblent perdus à jamais car il n'y pas de possibilité d'emploi au niveau de la commune.

## II.2- Les indicateurs sociaux

### II.2.1- Une commune moyennement pauvre

La commune de Tizounine a un taux de pauvreté inférieur de la moyenne de la province (17,05% contre un taux provincial moyen de 24,62%). Par rapport aux communes rurales de la province Tizounine se situe au niveau de la valeur médiane (il y a 14 communes rurales plus pauvres et 5 plus favorisées).

La commune a un indice de développement humain (ICDH) légèrement égal (0,61) à celui provincial (0,61) ainsi un indice de développement social (0,87) inférieur de l'indice provincial (0,52).

Tableau 6 : Taux de pauvreté, ICDH et ICDS dans la commune de Tizounine, RGPH 2004.

	Commune Tizounine	Min commune rurale	Max commune rurale
Taux de pauvreté	17,05	8,67%	40,31%
ICDH	0,61	0,65	0,50
ICDS	0,87	0,91	0,43

### II.2.2- Un taux d'analphabétisme dans la moyenne provinciale

D'après les données du RGPH 2004, on constate que presque la moitié de la population de la commune est encore analphabète (42%). C'est un taux qui est un peu élevé mais qui reste meilleur par rapport aux autres communes rurales de la province et inférieur aux taux enregistrés au niveau provincial et régional que ce soit chez les hommes ou chez les femmes. Toutefois, on note, une forte inégalité entre les hommes et femmes, avec 18,1% d'analphabétisme chez les hommes contre 55,9% chez les femmes.

Tableau 7 : Taux d'analphabétisme, RGPH 2004.

	CR de Tizounine	Province Tata (Communes rurales)	Région Guelmim Es Smara (Communes rurales)
Hommes	18,1%	34%	33,6%
Femmes	55,9%	68,4%	66,2%
TOTAL	42%		

### II.2.3- Taux d'inactivité dans la moyenne provinciale

Les taux d'activité des hommes et femmes de la commune sont légèrement inférieurs à ceux de la province et de la région, ils sont parmi les taux les plus faibles de la province de Tata.

Tableau 8 : Taux d'inactivité RGPH 2004.

	Commune Tizounine	Province Tata	Région Guelmim Es Smara
Hommes	26,9%	36,9%	42,1%
Femmes	5%	10%	10,5%

### II.2.4- Un habitat précaire

La commune présente un taux élevé d'habitat rural avec 92,3% en 1994. Il ne change pratiquement pas puisqu'il est de 93,7% en 2004. Pour les maisons marocaines (modernes) on passe de 6% à 3,5% entre 1994 et 2004.

Les chiffres du RGPH montrent peu d'évolution en 10 ans, pourtant quand on fait le tour des deux douars, on voit bien que même si les revenus de la migration sont peu importants les familles ont tout de même investi dans des maisons modernes construites en parpaing et en ciment.

## II.3- Conclusion

Après la double rupture du système d'exploitation minier et agricole qui s'est produit entre 1975 et 1980, la commune a connu des départs importants et l'exode s'est généralisée.

Entre 1980 et 2000, la commune se caractérise par une stagnation démographique aux alentours des 2 300 habitants puis au cours de ces dix dernières années on constate une accélération de la déprise avec un taux annuel proche des 2%. La migration des jeunes hommes prend de plus en plus d'importance, les subsides envoyés permettent de faire vivre ceux qui restent sur le territoire.

La commune est donc confrontée aux difficultés suivantes :

- Une stagnation suivie d'un déclin de sa démographie qui s'amorce depuis la dernière décennie (-3% de départs)
- Une population masculine active qui migre principalement vers les villes marocaines
- Des compétences qui quittent le territoire
- Des femmes nombreuses mais sans pouvoir de décision, et sans réel avenir et en plus connaissant des difficultés à se marier...
- Une population qui vieillit,

Cette analyse nous montre combien la situation démographique de la commune a évolué au cours de ces trente dernières années et comme on peut le constater le maintien de la population est un sujet vital pour le devenir de cette commune. Quelle sera la situation dans les vingt prochaines années ? Est-il possible de contre carrer cette tendance ? Quelles sont les mesures qui peuvent être prises pour tenter de faire fléchir cette tendance ? La commune se sent-elle investie de cette responsabilité ?

## III. Analyse des réseaux

### III.1-Un réseau routier relativement développé

La RN 12, la seule route goudronnée traverse le territoire de la commune, elle relie Bouzakarn à Zagora. Le douar de Tizounine, se trouve sur la route. Les autres douars se situent à proximité du goudron selon la répartition suivante : 51% de la population est à proximité de la route nationale, 45% à moins de 2 km et 3% à 4 km.

Tableau 9: Liste des routes et pistes dans la commune de Tizounine, enquête de terrain 2011

Immatriculation	Longueur	Etat
RN 12	40 km	Route goudronnée dans un état moyen
Route communale	4 km	Piste carrossable par tous type des véhicules, elle relie le douar de Kasser Elbarraka à Tizounine.
Route communale	2 km	Piste carrossable par tous type des véhicules, elle relie le douar d'Igdi à la RN 12.
Route communale	1 km	Piste carrossable par tous type des véhicules, elle relie le douar de Ain Iguerramen à la RN 12.

Tous les douars de la commune sont accessibles et l'existence de la RN 12 facilite les déplacements dans les directions de Tata et de Guelmim. On n'enregistre pas de problème d'enclavement (moyenne est de 1,62<sup>2</sup>) mais certains aménagements peuvent faciliter l'accès aux trois douars d'Igdi, Kaser Elbaraka et Ain Iguerramen à la RN 12.

### III.2-Réseau téléphonique et internet

Les deux grands douars de la commune et les deux sous douars, disposent du réseau téléphonique mobile. Mais lors de l'atelier participatif des deux douars Igdi et Ain Iguerramen, ont parlé d'un problème de faiblesse du réseau. D'après la population cela demande une simple intervention de la part de Maroc Télécom pour améliorer la situation.

Le réseau internet est quasi absent sur le territoire de la commune. Un réseau par ligne DSL est disponible mais le débit est très faible et ne répond pas aux besoins des jeunes de la commune. Une demande est faite pour activer la mise en service du service 3G.

### III.3-Un accès à l'eau potable

#### III.3.1- L'accès à l'eau potable : réalisation de progrès importants

Pour l'accès à l'eau domestique, la commune a enregistré une évolution importante au cours des quinze dernières années grâce aux efforts consentis par la commune et la société civile.

Tableau 10: Taux d'accès à l'eau potable (source, RGPH et SIC 2011)

	RGPH 1994	RGPH 2004	SIC 2011
Commune	0%	74,8%	100%

Quant au taux de branchement individuel, il est relativement élevé, il est de 90,33%<sup>3</sup> en 2011. Les 9,67% représentent 35 foyers non connectés qui se répartissent comme suit :

<sup>2</sup> SIC 2011

<sup>3</sup> Idem

Tizounine (20), Igdi (5), Kaser Elbaraka (5) et Ain Iguerramen (5). La faiblesse des moyens financiers des familles est le facteur principal au non raccordement.

Tableau 11: Taux de desserte par branchement individuel (source SIC 2011)

Population de la commune	Nb de douars desservis	Taux de desserte	Nb de foyers desservis / nb total	Taux du branchement individuel
2 275	4/4	100%	362/327	<b>90,33%</b>

Les deux taux traduisent une situation globalement positive mais certains problèmes subsistent encore qui entravent le développement et l'évolution de ce secteur. Les principaux problèmes soulevés pendant les ateliers participatifs sont les suivants :

Tableau 12: Problèmes soulevés lors des ateliers participatifs concernant l'eau potable (source enquête terrain 2012)

Douars	Situation actuelle	Problèmes soulevés
Tizounine	Puits, château, réseau	Coupures imprévues Présence d'un taux de calcaire important Retard dans l'entretien des fuites
Kaser Elbaraka	Puits, château, réseau	
Igdi	4 puits, château, réseau	Faible débit des puits Recul du niveau de la nappe phréatique Faible qualité de l'eau Difficultés de gestion
Ain Iguerramen	Puits, château, réseau	Retard dans l'entretien des fuites Coupures imprévues

### III.3.2- Une présence de calcaire importante

Aucune analyse systématique n'est pratiquée par un organisme certifié sur la qualité des eaux des puits utilisés pour alimenter la population de la commune en eau potable. Il est donc difficile de juger de sa qualité. D'après les responsables de la gestion du service, ils utilisent du chlore pour traiter les eaux ce qui permet d'assurer un minimum de qualité.

Aucune maladie n'a été mentionnée par les populations. Le seul problème est la présence du calcaire relaté par les populations au niveau des quatre douars.

### III.3.3- Une gestion de l'eau assez performante

La gestion du service de l'eau potable est assurée par la commune pour le douar de Tizounine et celui d'Ain Iguerramen, et par des associations pour les deux autres douars :

Tableau 13: Gestion des réseaux en eau potable (source enquêtes terrain 2012)

Douar	Responsable gestion	Equipement	Prix de consommation	Problèmes rencontrés
Tizounine	La commune	Puits, château, réseau	2,5 dhs/m <sup>3</sup>	Retard dans l'entretien des fuites
Igdi	Association Igdi	4 puits, château, réseau	2,5 dhs/m <sup>3</sup>	Faible débit des puits Insuffisance de quantité d'eau Difficulté de gestion
Kasser Elbaraka	Association des affaires sociales de Kasser Elbaraka	Puits, château, réseau	2,5 dhs/m <sup>3</sup>	Aucun
Ain Iguerramen	La commune	Puits, château, réseau	2,5 dhs/m <sup>3</sup>	Retard dans l'entretien des fuites

- La commune ne connaît pas des grands problèmes de gestion à l'exception du douar d'Igdi où le faible débit constitue la plus grande difficulté d'accès au service.
- Dans les deux douars où le service est géré par la commune (Tizounine et Ain Iguerramen), 3 agents, le technicien et le responsable des recettes assurent la gestion du service. Pour ces deux douars, la gestion est bonne et suite au renouvellement du réseau de Tizounine effectué en 2009, le réseau fonctionne bien.
- Bien que le réseau d'Ain Iguerramen soit récent (2000), on note certains problèmes de fuites et la population insiste sur le fait que les réparations ne sont pas assez rapides ce qui a des répercussions sur la quantité du service qu'ils jugent médiocre du fait des interventions trop tardives.
- A Kasser Elbaraka, le service est bien géré par l'association des affaires sociales, le douar n'est composé que de 12 foyers.
- A Igdi, même avec le creusement de quatre puits par l'association, le recul du niveau de la nappe phréatique ne permet plus d'assurer un bon débit et une bonne distribution. La durée de disponibilité ne dépasse pas deux heures par jour. La population consciente du problème propose deux solutions :
  - o creuser un puits dans une zone ayant des disponibilités mais qui est éloignée d'Igdi ce qui engendre des coûts importants difficilement supportables par l'association pour la connexion au réseau,
  - o laisser la gestion de ce service à l'ONEP.

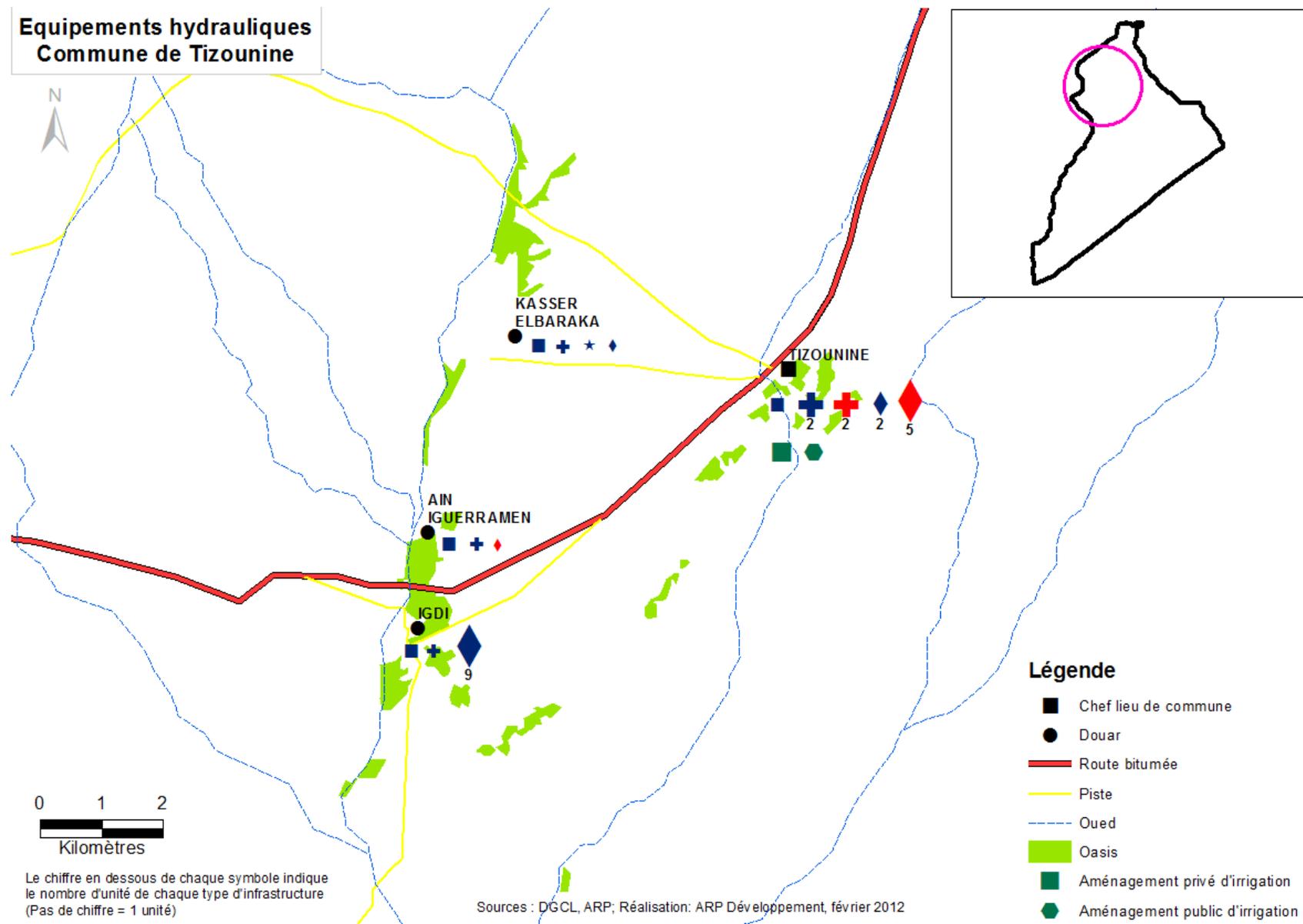
### **III.3.4- Des efforts d'investissement importants dans le secteur**

Des grands efforts d'investissement ont été menés pour généraliser l'approvisionnement en eau potable par la commune et les associations locales. Néanmoins, il reste à régler quelques contraintes de gestion tant en terme de quantité que de qualité. Dans ce cadre, la commune a programmé deux projets :

- Projet de creusement d'un puits et construction d'un château à Tizounine sur financement de l'INDH ;
- Projet de creusement d'un puits à Ain Iguerramen par la commune pour un montant de 60 000 dhs.

*Carte 5: Cartes des infrastructures hydrauliques*

## Equipements hydrauliques Commune de Tizounine



### III.4-L'assainissement et la gestion des déchets quasi inexistantes

La commune de Tizounine ne dispose pas d'un réseau d'assainissement. L'évacuation des eaux usées se fait par le biais du système de fosses sceptiques individuelles. Pour le moment ce système est performant car aucun problème de santé humaine n'a été détecté. Le faible nombre d'habitants n'engendre pas une pollution importante.

Le tableau ci-dessus montre que le taux de mise en place des toilettes et les baignoires est relativement élevé dans la commune et qu'il est en progression constante. En 2011, le taux de mise en place des toilettes a atteint les 100%. Ce qui a comme conséquence d'augmenter la quantité des eaux usées et la mise en place d'un réseau d'assainissement risque de devenir indispensable dans un futur proche.

Tableau 14: Taux de disponibilité des WC et baignoires (RGPH 1994 et 2004)

	RGPH 1994	RGPH 2004
WC	46,3%	94,4%
Baignoire	10,73%	8%

La commune ne dispose pas d'un système de collecte des déchets solides. L'évacuation se fait de manière traditionnelle. Les déchets sont jetés en pleine nature, ce qui accentue l'existence des petites décharges sauvages. Ce problème a été le sujet d'une discussion très vive entre les participants des ateliers notamment pour les habitants des deux grands douars de Tizounine et Igdi. La proposition de la population pour résoudre ce problème est la mise en place d'un tracteur avec un chariot pour collecter les déchets solides et leur enfouissement dans une seule décharge communale. Le problème réside dans l'éloignement entre les deux douars.

### III.5-Electrification

#### III.5.1- Un bon niveau d'électrification

Le taux de branchement des maisons de la commune au réseau public d'électricité a enregistré une évolution remarquable depuis 1997 date de l'arrivée de l'électricité.

Tableau 15 : Taux d'électrification (RGPH 2004 et SIC 2011)

	RGPH 1994	RGPH 2004	SIC 2011
Commune	1,13%	87,9%	95,86%

Les quatre douars de la commune disposent d'une connexion électrique, ce qui donne un taux de couverture de 100%. Le taux de branchement est de 95,88%, 15 foyers ne sont pas connectés : 14 à Igdi et 1 à Kasser Elbaraka soit à cause de l'éloignement du réseau ou de l'incapacité de certaines familles à pouvoir payer les frais de branchement.

Le tableau ci-dessous montre les principaux problèmes exprimés par la population lors des ateliers participatifs :

Tableau 16: Problèmes soulevés des ateliers participatifs concernant l'électricité (source enquête terrain 2011)

Douars	Situation actuelle	Problèmes soulevés
Tizounine	Douars électrifiés depuis 1997 et 1998	Existence des foyers qui ne sont pas encore connectés (éloignement du réseau) Factures de consommation trop chères Absence de point de paiement des factures dans la commune, déplacement sur Akka Paiement des taxes audio visuel de la chaîne 2M terrestre même s'elle n'est pas captée Faible et mauvaise répartition de l'éclairage public Insuffisance de durée de fonctionnement de l'éclairage public
Kasser Elbaraka		
Igdi		
Ain Iguerramen		

D'après le tableau ci-dessus, on constate que la population n'est pas entièrement satisfaite du service mis à sa disposition depuis 14 ans. L'extension du réseau et la mise en place d'un point de paiement des factures au niveau de la commune sont les deux requêtes émises par la population.

A l'exception de l'école annexe de Kaser Elbaraka qui n'est pas branchée au réseau, toutes les autres infrastructures éducatives et le centre de santé sont raccordées.

L'éclairage public existe bien au niveau des quatre douars mais les populations se plaignent du manque de lampadaires et de leur mauvaise répartition.

## IV. Analyse des services sociaux

### IV.1- Education

#### IV.1.1- Le niveau de formation : supérieur aux moyennes provinciales et régionales rurales

Tableau 17: niveau scolaire de la population de 2 ans et plus dans la commune (Source, RGPH 2004 et SIC 2011).

	Part de la population avec un niveau préscolaire		Part de la population avec un niveau primaire et secondaire		Part de la population avec un niveau supérieur	
	F	H	F	H	F	H
RGPH 2004	4,4%	11%	40,9%	68,5%	0,4%	3,8%
SIC 2011	9,81%	11,87%	47,70%	69,19%	3%	16,04%

Le constat global issu du tableau, c'est l'augmentation importante enregistrée à tous les niveaux pour les deux sexes entre 2004 et 2011. Les autres constats sont les suivants :

- Pour tous les niveaux confondus, les hommes ont un meilleur accès à l'éducation. Il est identique pour le préscolaire mais ensuite la disparité entre les deux sexes devient importante.
- Le taux de la population ayant un niveau d'instruction équivalent au primaire/collégial/secondaire a enregistré une augmentation de 7% entre 2004 et 2011 chez les femmes. Elle est restée stable chez les hommes. Les taux enregistrés en 2004 sont supérieurs à ceux de la province et de la région qui sont respectivement 31,9%<sup>4</sup> et 32,7%<sup>5</sup> pour les femmes, et 58,1%<sup>6</sup> et 57,6%<sup>7</sup> pour les hommes.
- L'évolution du taux ayant un niveau d'instruction supérieur est relativement importante chez les hommes, on est passé de 3,8% en 2004 à 16,04% en 2011. Chez les femmes le taux est en cours d'évolution positive, passant de 0,4 à 3% en 7 ans.

Le tableau ci-dessous présente les problèmes du secteur éducatif abordés lors des ateliers participatifs :

<sup>4</sup> RGPH 2004

<sup>5</sup> Idem

<sup>6</sup> Idem

<sup>7</sup> Idem

Tableau 18: Situation éducative à Tizounine (source, enquête terrain 2011)

Douars	Situation actuelle	Problèmes soulevés
Tizounine	Existence du préscolaire Création d'une nouvelle classe de préscolaire par l'association Femmes de Touzounine Existence d'une école primaire centrale Existence d'un programme d'alphabétisation	<b>Préscolaire :</b> Capacité insuffisante pour accueillir tous les enfants du douar de Tizounine L'encadrement du préscolaire n'est pas suffisamment qualifié pour ce travail Absence du préscolaire à Kaser Elbaraka <b>Primaire :</b> Faible compétence des enseignants du primaire Abandon scolaire des filles, surtout après le primaire Classes multi niveaux à Kaser Elbaraka Faible conscience des parents de l'importance de scolarisation et de leur rôle d'encadrement Absence de bibliothèque dans les écoles primaire Absence d'activités culturelles et sportives au profit des élèves <b>Secondaire :</b> Eloignement du collège et lycée (Akka, 19 km) Absence du transport scolaire pour les élèves du collège et lycée Faible capacité financière des parents pour assurer la poursuite des études de leurs enfants après le primaire <b>Alphabétisation :</b> Absence de programme de lutte contre l'analphabétisme à Kaser Elbaraka
Kaser Elbaraka	Existence d'une école annexe	<b>Préscolaire :</b> Absence d'une enseignante permanente à cause de la faible rémunération Absence de formation au profit des enseignantes du préscolaire Absence d'équipements pédagogiques pour le préscolaire Absence du préscolaire à Ain Iguerramen <b>Primaire :</b> Absence de contrôle de la part de l'inspection Classes multi niveaux à Ain Iguerramen Dégradation du bâtiment de l'école d'Igdi (construite en 1979) Absence de bâtiment de cantine à Igdi Absentéisme des enseignants Absence du rôle de l'association des parents d'élèves <b>Secondaire :</b> Absence d'un collège Eloignement du collège et lycée à Akka (27 km) Absence des bourses, incapacité des parents pour payer les frais d'inscription à Dar Talib Mauvaise qualité des repas à l'internat d'Akka Pas d'orientation Taux d'abandon scolaire élevé <b>Alphabétisation :</b> Absence des programmes de lutte contre l'analphabétisme
Igdi	Existence du préscolaire (Association Igdi) Existence d'une école primaire annexe	<b>Préscolaire :</b> Absence d'une enseignante permanente à cause de la faible rémunération Absence de formation au profit des enseignantes du préscolaire Absence d'équipements pédagogiques pour le préscolaire Absence du préscolaire à Ain Iguerramen <b>Primaire :</b> Absence de contrôle de la part de l'inspection Classes multi niveaux à Ain Iguerramen Dégradation du bâtiment de l'école d'Igdi (construite en 1979) Absence de bâtiment de cantine à Igdi Absentéisme des enseignants Absence du rôle de l'association des parents d'élèves <b>Secondaire :</b> Absence d'un collège Eloignement du collège et lycée à Akka (27 km) Absence des bourses, incapacité des parents pour payer les frais d'inscription à Dar Talib Mauvaise qualité des repas à l'internat d'Akka Pas d'orientation Taux d'abandon scolaire élevé <b>Alphabétisation :</b> Absence des programmes de lutte contre l'analphabétisme
Ain Iguerramen	Existence d'une école annexe	<b>Préscolaire :</b> Absence d'une enseignante permanente à cause de la faible rémunération Absence de formation au profit des enseignantes du préscolaire Absence d'équipements pédagogiques pour le préscolaire Absence du préscolaire à Ain Iguerramen <b>Primaire :</b> Absence de contrôle de la part de l'inspection Classes multi niveaux à Ain Iguerramen Dégradation du bâtiment de l'école d'Igdi (construite en 1979) Absence de bâtiment de cantine à Igdi Absentéisme des enseignants Absence du rôle de l'association des parents d'élèves <b>Secondaire :</b> Absence d'un collège Eloignement du collège et lycée à Akka (27 km) Absence des bourses, incapacité des parents pour payer les frais d'inscription à Dar Talib Mauvaise qualité des repas à l'internat d'Akka Pas d'orientation Taux d'abandon scolaire élevé <b>Alphabétisation :</b> Absence des programmes de lutte contre l'analphabétisme

#### IV.1.2- Le préscolaire : quelques initiatives

Ain Iguerramen est le seul douar qui ne dispose pas du préscolaire coranique, les enfants des autres douars bénéficient de cet encadrement qui a une grande importance dans le

développement des compétences de l'enfant. Le nombre des enfants qui fréquentent ces classes est de 47<sup>8</sup> dont 15 filles.

Le préscolaire moderne est présent seulement dans les deux grands douars d'Igdi et Tizounine grâce aux initiatives de l'association Igdi pour le développement et à deux initiatives privées de deux jeunes à Tizounine. A noter qu'en 2012, l'association des femmes de Tizounine vient de lancer sa classe de préscolaire.

Tableau 19: Nombre d'enfants suivant le préscolaire moderne (Source, SIC 2011).

Douar	Nb élèves garçons	Nb élèves filles	Total
Tizounine	37	31	68
Igdi	30	6	36

En 2011, le nombre total des enfants qui bénéficie du préscolaire à la commune est de 104 dont 36 filles. Le nombre d'enfants en âge de 2 à 5 ans est de 181 dont 95 filles<sup>9</sup>, soit un taux de scolarisation pour le préscolaire de 77,90%<sup>10</sup> pour des garçons et 38,94%<sup>11</sup> pour les filles.

Le préscolaire devient une nécessité avec l'évolution des programmes du Ministère de l'Education, qui demande à ce que les élèves soient déjà alphabétisés pour pouvoir entrer en 1<sup>ère</sup> année.

#### IV.1.3- L'éducation primaire : qualité variable et difficultés d'accès

##### ■ Bon accès aux infrastructures d'éducation primaire

Chaque douar de la commune dispose d'une école primaire, avec comme école centrale celle de Tizounine. L'accès est facile et on a un taux de couverture scolaire de 100% pour un nombre de 306<sup>12</sup> élèves dont 46,73% des filles. Les élèves du deux douars Igdi et Tizounine représentent 85,94% du nombre total :

Tableau 20: Nombre d'élèves dans les écoles de la commune (Directeur de l'école centrale, 2011).

Groupement scolaire	Unité scolaire	Nb élèves	
		Filles	Garçons
Groupement scolaire Tizounine	Ecole centrale Tizounine	53	78
Groupement scolaire Tizounine	Annexe Igdi	66	66
Groupement scolaire Tizounine	Annexe Ain Iguerramen	17	13
Groupement scolaire Tizounine	Annexe Kasser Elbaraka	7	6
<b>Total</b>		<b>143</b>	<b>163</b>

##### ■ Qualité du service d'éducation primaire demande une amélioration

Les moyennes élèves/enseignants se situent entre 6 et 22 élèves par enseignant, très nettement en dessous de la norme (25 élèves /enseignant).

Globalement, la qualité de l'enseignement est jugée faible par la population et ce pour l'ensemble des écoles, mais elle varie entre l'école des deux grands douars Tizounine et Igdi

<sup>8</sup> SIC 2011

<sup>9</sup> Idem

<sup>10</sup> Nombre de garçons dans le préscolaire/nombre de garçons entre 2 et 5 ans

<sup>11</sup> Nombre de filles dans le préscolaire/nombre de filles entre 2 et 5 ans

<sup>12</sup> Directeur de l'école centrale

et celles des deux autres douars Ain Iguerramen et Kaser Elbaraka. Les conditions de l'enseignement sont plus favorables à Tizounine et à Igdi. Suite à une insuffisance d'effectif, les deux annexes de Kaser Elbaraka et Ain Iguerramen ont mis en place un système de classes multi niveaux.

Le manque d'équipement se caractérise par :

- Absence de latrine à l'école d'Ain Iguerramen,
- Absence de bâtiment de cantine à Ain Iguerramen et Kaser Elbaraka.
- L'école de Kaser Elbaraka n'est pas raccordée au réseau électrique
- Les écoles sont sans bibliothèque et sans terrain de sport.

Toutefois, les quatre écoles disposent de logements pour les enseignants. A partir de cela, on constate que les conditions et les moyens pédagogiques peuvent être améliorés pour assurer une meilleure qualité d'éducation.

A noter que les deux écoles de Tizounine et Igdi qui ont été construites en 1979, aucun aménagement ou réhabilitation n'a été entrepris depuis cette date. Les deux constructions sont dégradées surtout celle d'Igdi et demandent une sérieuse réhabilitation.

Selon la population locale, les autres éléments qui ont aussi un impact sur la qualité de l'éducation sont :

- Faible compétence des enseignants ;
- Absentéisme des enseignants.
- Absence de contrôle et d'inspection ;
- Faible conscience des parents de l'importance de scolarisation de leurs enfants ;
- Absence d'activités culturelles et sportives dans les écoles ;
- Absence du rôle de l'association des parents d'élèves.

Il est à noter qu'un projet d'école communale avait été proposé par l'Inspection à la commune pour rassembler l'ensemble des élèves au sein d'une même école dans le but d'améliorer les performances du système scolaire mais au regard du conflit ancestral existant entre Tizounine et Igdi, ce projet n'a pu se mettre en place.

#### **IV.1.4- L'éducation secondaire : de Akka à Ait Ouabelli**

Actuellement, la commune de Tizounine ne dispose ni de collège ni de lycée. Les élèves de la commune sont obligés de rejoindre la municipalité d'Akka pour poursuivre leurs études collégiales et secondaires. A Igdi, le douar le plus éloigné les élèves doivent parcourir 26 km pour rejoindre Akka et 19 pour ceux de Tizoune, douar le plus proche.

Il n'existe aucun moyen de transport scolaire entre la CR de Tizounine et Akka. De plus, les élèves sont obligés de se loger au centre urbain d'Akka soit en internat, Dar Talib soit en louant une maison. Les principales contraintes de l'éducation secondaire de la commune sont les suivantes :

- Eloignement du collège et lycée ;
- Absence de transport scolaire ;
- Faible capacité financière des parents pour assurer la poursuite d'études de leurs enfants ;
- Absence de bourses et incapacité financière pour payer les frais de Dar Talib ;
- Faible qualité des repas à l'internat d'Akka ;
- Absence de compétence en matière d'orientation scolaire en fin de collège et de lycée.

Suite à ces contraintes, on constate que le taux d'abandon scolaire au niveau secondaire est encore élevé notamment chez les filles. La majorité des parents refuse d'envoyer leurs filles poursuivre les études à Akka car les conditions de sécurité ne sont pas optimum.

Une solution qui pourra améliorer cet abandon c'est la construction du collège d'Ait Ouabelli qui est en cours de réalisation et devrait entrer en service en 2012. Le collège disposera d'un internat et cela résoudra les difficultés de logement des différents douars de la commune de Tizounine.

Lors des ateliers participatifs, la population des deux douars Tizounine et Kaser Elbaraka ont clairement exprimé leur opinion en refusant catégoriquement d'envoyer leurs élèves à Ait Ouabelli, ils préfèrent rester sur Akka. La raison est que la municipalité d'Akka est plus proche que celle d'Ait Ouabelli, en plus le fait de fréquenter le souk hebdomadaire d'Akka du jeudi permet aux parents des ces deux douars de voir leurs enfants.

La population d'Igdi et Ain Iguerramen préfère envoyer leurs enfants au collège d'Ait Ouabelli mais à condition de mettre en place un transport scolaire.

#### IV.1.5-Les indicateurs de performance de l'enseignement

Tableau 21: Evolution du taux de scolarisation entre 1994 et 2011

Commune	taux de scolarisation des garçons	taux de scolarisation des filles
<b>RGPH 1994</b>	40,4%	7,51%
<b>SIC 2011</b>	100%	100%

Le taux de scolarisation au début des années 90 était très faible notamment chez les filles. Grâce aux nouvelles politiques de l'Etat qui visaient à généraliser la scolarisation dans le monde rural, le taux de scolarisation des garçons de la commune est passé de 40,4% en 1994 à 100% en 2011. Et fait remarquable, celui des filles est passé de 7,51% en 1994 à 100% en 2011.

Le taux d'analphabétisme a aussi enregistré une nette régression au cours des deux dernières décennies. De 18,1% chez les hommes et 55,9% chez les femmes en 1994, le taux est passé à 11,55% chez les hommes et 44,93% chez les femmes en 2011. Cela est principalement dû aux efforts des associations locales qui travaillent sur cette question grâce à des moyens extérieurs.

Tableau 22: Taux d'abandon scolaire à Tizounine (Source, Données DPE et SIC 2011).

	taux d'abandon scolaire au primaire (Filles)	taux d'abandon scolaire au primaire (Garçons)
<b>2011</b>	1,84%	2,09%

On constate que les taux de la CR sont plus élevés que dans les autres communes de la province qui sont de 0% d'abandon scolaire au niveau primaire.

Au niveau secondaire, il est difficile de savoir le taux exact d'abandon mais après avoir sondé la population, il semble qu'un nombre important d'élèves délaisse leurs études secondaire notamment chez les filles après quelques mois d'études au collège d'Akka. Les principaux facteurs de l'abandon scolaire au niveau du secondaire sont les suivants :

- L'influence de la culture de l'exode
- Eloignement du collège
- Absence du transport scolaire
- Faibles conditions de logement à Akka.

- Traditions locales ne permettent pas l'envoi de la fille loin de la maison
- Faible capacité financière des parents pour investir dans l'éducation de leurs enfants.

#### IV.1.6-Alphabétisation des adultes et formation professionnelle : des initiatives

Tableau 23: Taux d'analphabétisme (Source, RGPH 1994, 2004 et SIC 2011).

Commune	Taux d'analphabétisme des hommes	Taux d'analphabétisme des femmes
<b>RGPH 1994</b>	18,1%	55,9%
<b>RGPH 2004</b>	10,29%	42,47%
<b>SIC 2011</b>	11,34%	44,08%

Le taux d'analphabétisme des adultes de Tizounine a enregistré une certaine amélioration à partir des années 90. Mais on constate une nette différence entre les deux sexes. Les **femmes ont un taux d'analphabétisme quatre fois supérieur à celui des hommes : 44 contre 11%.**

Même si chez les hommes le taux d'analphabétisme a baissé de 18,1% à 11,34% en 2011, il reste encore élevé.

Sur les quatre douars, seulement les femmes et les filles du douar de Tizounine bénéficient des cours d'alphabétisation. Deux initiatives en faveur de 2 groupes de femmes : l'un financé par le ministère de l'éducation qui encadre 30 femmes et l'autre financé par le ministère de l'artisanat et l'MCA en faveur de 25 autres femmes.

A souhaiter que la mise en place de telles initiatives dans les trois autres douars puissent être entreprises pour faire baisser le taux d'analphabétisme des femmes de la commune qui est particulièrement élevé.

#### IV.1.7- Des efforts d'investissements dans le secteur

D'après le directeur de l'école centrale, les principaux efforts d'investissement dans le secteur éducatif sont :

- La réhabilitation de l'école centrale de Tizounine
- La construction des latrines à l'école annexe d'Igdi

#### IV.1.8- Dynamique associative dans le secteur éducatif : bonne au niveau du collège

Il existe une association de parents d'élèves à l'école centrale de Tizounine, le rôle de cette association est de participer à l'amélioration de qualité de l'enseignement, des équipements, les conditions d'apprentissage et de renforcer les compétences des élèves à travers l'organisation d'activités culturelles et sportives. Selon la population locale et le directeur de l'école centrale, le rôle de l'association se borne uniquement à l'approvisionnement en denrées alimentaires des cantines en début d'année scolaire à partir de Tata jusque dans les cantines.

Il existe aussi dans chaque école centrale une association d'appui à l'école de réussite. C'est une association qui bénéficie d'un budget annuel de la part du Ministère de l'Education pour renforcer la qualité de l'éducation de certains niveaux. L'impact de ces associations ne se voit pas encore actuellement car ils viennent de démarrer leurs appuis.

A noter que dans chaque école centrale ou annexe, il est obligatoire d'avoir une coopérative scolaire dans chaque classe et une coopérative scolaire dans l'école centrale qui englobe les

membre des coopératives scolaires des classes supervisées par un coordinateur (professeur). Le rôle de ces coopératives est d'organiser des activités culturelles, sportives, environnementales...Mais cela reste théorique, rien n'est véritablement organisé.

## IV.2- Une couverture en santé moyenne

### IV.2.1- Un accès à la santé très difficile

La commune rurale de Tizounine dispose d'un centre de santé communal crée en 1999 au douar de Tizounine chef lieu de la commune. Il compte un infirmier et un médecin femme.

Tableau 24: Caracteristiques du CSC de la commune (source, CSC Tizounine 2011)

Type d'infrastructure	Douar	Nombre des médecins	Nombre de personnels		Nombre de Sage femmes	Ambulances	Nombre de lit
			Infirmiers	Infirmières			
CSC	Tizounine	1	1	0	0	1 communale	0

### Couverture sanitaire

Tableau 25: Rayon de couverture sanitaire, enquête de terrain 2011

Distance entre les douars et l'unité sanitaire	Part de la population concernée
Moins de 5 Km	54,54%
Plus de 5 Km	45,45%

Les normes internationales de l'OMS exigent que les malades ne doivent pas se déplacer plus que 5 km pour arriver à une infrastructure sanitaire. A Tizounine, 54,54% de la population se situe dans le rayon de couverture sanitaire. Il s'agit de la population de Tizounine et Kaser Elbaraka. Alors qu'une partie importante, Igdi et Ain Iguerramen (45,45%) se trouve à 7 km du centre de santé communal. Cette situation génère un certain nombre de problèmes qui demandent une réflexion globale

Le Tableau suivant présente l'ensemble des problèmes rencontrés par la population local en termes de services sanitaires :

Tableau 26: Santé : synthèse des ateliers participatifs, enquête de terrain 2011

Douars	Situation actuelle	Problèmes soulevés
Tizounine	Existence d'un centre de santé communal, un médecin femme, un infirmier	Le médecin disponible 2j/s, elle travaille sur deux communes Tizounine et Akka Absence du module d'accouchement Insuffisance des médicaments Insuffisance du personnel paramédical Absence de permanence médicale Faible équipement Absence de pharmacie Accouchement se font à Akka ou à Tata
Kaser Elbaraka	Population à 4 km du centre de santé, dans les normes	Absence d'infrastructure sanitaire au douar Eloignement du CSC (7 km) Absence de module d'accouchement au CSC Faible équipement de CSC La population du douar ne bénéficie pas des services de l'ambulance communale Accouchement se font à Akka ou à Tata
Igdi	Population à 7 km du centre de santé communal	
Ain Iguerramen	Population à 7 km du centre de santé communal	

#### IV.2.2- Le personnel : présence d'un médecin

La commune de Tizounine qui est la plus petite de la province est parmi les communes les plus privilégiées de la province car elle dispose de la présence d'un médecin. Le fait de disposer de cette compétence est un avantage considérable que toutes les communes de la province de Tata revendiquent. En plus, un médecin pour 2 275 habitants est deux fois supérieur aux normes de l'OMS qui est 1 médecin pour 5000 habitants. Mais à noter que le médecin n'est présent que trois jours par semaine, sinon elle travaille au centre d'Akka le lundi et le jeudi.

En termes de personnel paramédical, le centre de santé compte un infirmier pour 2 275 habitants, un nombre qui est 5 fois inférieur aux normes de l'OMS et aux objectifs du Maroc qui sont respectivement : d'un infirmier pour 435 habitants et 3 infirmiers pour 1000 hab.

Selon l'infirmier du centre de santé, le nombre des consultations médicales est de 38 par mois alors que les consultations paramédicales atteignent 134 par mois soit moins de 10 consultations par jour, ce qui est relativement faible pour un centre qui dispose d'un médecin.

La population des deux douars Igdi et Ain Iguerramen bénéficient d'une visite d'une équipe mobile de 3 infirmiers et une sage femme chaque 3 mois.

A noter que les douars de la commune disposent de 19 accoucheuses traditionnelles dont 10 ont bénéficié d'une formation spécifique.

#### IV.2.3- Un manque d'équipement

Le centre de santé communal de Tizounine est desservi en eau potable et électricité, mais le manque de certains autres équipements ne permet pas d'assurer une bonne qualité de service au profit de la population locale.

Les principaux problèmes du service de santé sont les suivants :

Tableau 27 : Principaux problèmes sanitaires, enquête de terrain 2011

Principales faiblesses relevées	Conséquences
<b>Infrastructures</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Absence du module d'accouchement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Départ pour accoucher à Akka (19 à 26 km) et Tata (80 km).</li></ul>
<b>Personnel</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Insuffisance de personnel paramédical</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Qualité de service insuffisante, départ vers les unités sanitaires d'Akka</li></ul>
<b>Approvisionnement</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>Insuffisance des médicaments</li></ul>	Achat des médicaments dans les pharmacies privées qui se trouvent à Akka
<b>Equipement</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>La population d'Igdi et Ain Iguerramen a signalé qu'elle ne profite pas des services de l'ambulance communale.</li><li>Absence de lits d'hospitalisation</li><li>Absence de pharmacie</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Recherche de transporteurs clandestins pour évacuer les malades ;</li><li>Départ vers les unités sanitaires d'Akka.</li><li>Achat des médicaments à Akka (frais de transport)</li></ul>

#### IV.2.1- Les efforts d'investissements dans le secteur

D'après l'infirmier du centre de santé communal, une étude a été réalisée pour l'extension du centre de santé.

### IV.3- Conclusion

Au cours de la dernière décennie, la commune a enregistré une nette évolution en matière de ses réseaux et services sociaux de base.

Le positionnement des quatre douars à proximité de la RN 12 ne pose pas de grands problèmes d'enclavement de la population qui se déplace facilement sur Akka le chef lieu de cercle qui est le centre attractif de Tizounine, même si la zone reste globalement enclavée.

En matière d'eau potable, tous les douars de la commune sont desservis. Seul le douar d'Igdi souffre d'un manque d'eau potable en parti dû au recul du niveau de la nappe phréatique mais aussi liés à quelques problèmes de gestion.

Pour l'électricité, la commune est arrivée à un taux de couverture de l'ordre de 100% et à un taux d'électrification de 95%. Cette progression s'est faite au cours des 15 dernières années. Toutefois le service de l'éclairage public reste encore insuffisant et fait l'objet de nombreuses demandes de la part de la population.

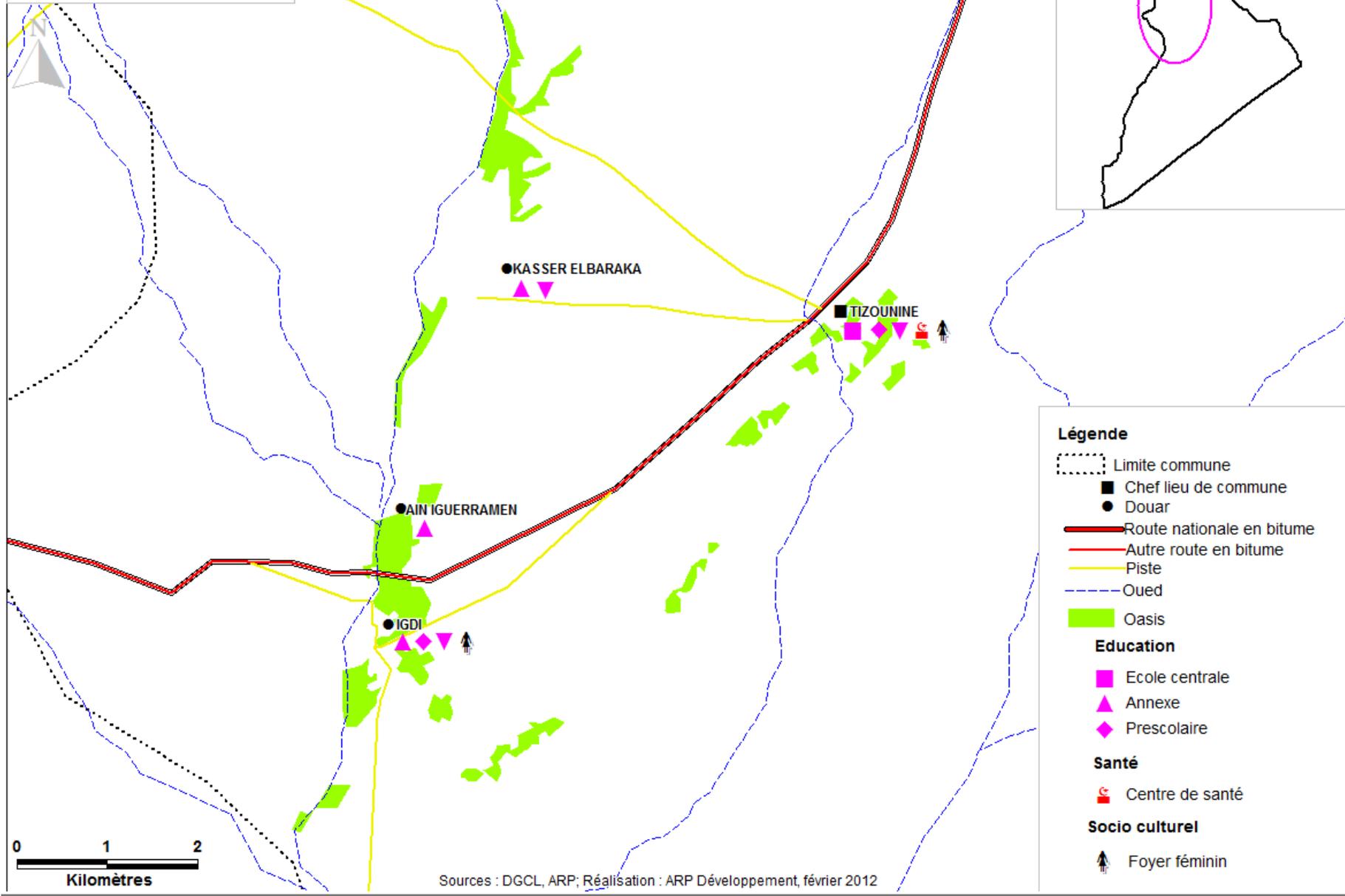
En ce qui concerne l'éducation, l'accès aux infrastructures du secteur primaire est aisé du fait de l'existence d'une école dans chaque douar. Par contre la qualité de l'enseignement est jugé faible par la population notamment du fait du manque de certains équipements et la présence des classes multi niveaux dans les annexes. Au niveau secondaire, l'éloignement d'Akka et l'absence de transport scolaire rend la poursuite des études difficile. La construction d'un collège à la commune d'Ait Ouabelli pourra en partie résoudre ces difficultés.

Le problème majeur se situe au niveau du fort taux d'analphabétisme féminin de l'ordre de 44% alors que c'est l'acteur le plus nombreux du territoire.

Malgré la présence d'un centre de santé disposant d'un médecin femme à raison de trois jours par semaine, la situation sanitaire n'est pas satisfaisante pour Igdi et Ain Iguerramen.

*Carte 6: Localisation des équipements sociaux*

# Equipements sociaux Commune de Tizounine



**Légende**

- Limite commune
- Chef lieu de commune
- Douar
- Route nationale en bitume
- Autre route en bitume
- Piste
- Oued
- Oasis

**Education**

- Ecole centrale
- Annexe
- Prescolaire

**Santé**

- Centre de santé

**Socio culturel**

- Foyer féminin

Sources : DGCL, ARP; Réalisation : ARP Développement, février 2012

## V. Analyse économique

En 1994, le taux d'activité de la commune était de 28,11%, il tombait à 25,4% en 2004, et le SIC nous donne avec un taux de chômage de l'ordre de %

Le profil économique de Tizounine peut être résumé par les points suivants : il s'agit d'une commune rurale dont l'économie a été profondément perturbée au cours des 30 dernières années, à ce jour, elle se caractérise comme suit :

- L'activité minière était le secteur porteur de l'économie entre les années 1950 et 1980 pour le douar de Tizounine et dans une moindre mesure pour celui d'Igdi.
- L'agriculture et l'élevage reposaient sur une complémentarité de trois espaces : oued Draa, zone de parcours et oasis. Suite à différents événements climatiques conjugués à ceux du politique, ce système a été profondément bouleversé. Depuis les années 80, ce système oasien connaît une crise profonde qui n'a fait que s'aggraver au fil du temps et qui ne permet plus de subvenir aux besoins des populations.
- Actuellement, les ressources monétaires des 2 000 personnes qui vivent dans la commune, proviennent en grande partie des revenus de la migration gagnés par les hommes à l'extérieur de la commune.

### V.1- Une agriculture qui était fondée sur le système semi nomade

Les entretiens que nous avons eus avec les populations ainsi que les études publiées sur les oasis de la zone, montrent que traditionnellement le système de production reposait sur l'exploitation de trois principales ressources : l'oued Drâa, les zones pastorales et les oasis. La complémentarité entre les trois ressources permettait de faire face aux conditions climatiques sévères et aléatoires de la zone. L'organisation sociale était bien adaptée au système semi nomade des populations de toute cette zone comprise entre Anti-Atlas et oued Drâa.

Le système oasien traditionnel est un milieu très artificialisé construit depuis des siècles et dont l'origine remonte au moyen âge. L'oasis était plus un lieu de production de dattes qu'un réel lieu de vie. En effet, le territoire de vie et de production des habitants était alors particulièrement vaste. Il s'étendait sur plusieurs centaines de km<sup>2</sup>. L'organisation qui primait jusque dans les années 70/80 était la suivante :

- La période comprise entre septembre/octobre et mars/avril était consacrée au départ sur l'oued Drâa. Les premières crues devaient permettre de réaliser les semis et certains membres restaient pour assurer un suivi des cultures et gardaient une partie du troupeau au niveau du Drâa. Une fois les céréales récoltées et battues les populations reprenaient le chemin de la palmeraie.
- Une autre partie du groupe familial se consacrait au semi nomadisme pour transhumier vers le sud. Ils se déplaçaient lentement dans les forêts d'acacia, ils faisaient paître leurs animaux et produisaient du charbon de bois qu'ils échangeaient avec d'autres populations.
- Ensuite les populations rentraient pour entreprendre la récolte des dattes qui a lieu d'octobre à novembre. Une fois les récoltes terminées, les populations reprenaient leur déplacement vers le sud à la recherche des pâturages.

C'est ainsi que les populations de ces zones ont développé leur système de production qui a permis de subvenir aux besoins des populations jusque dans les années 1970/80. Ils vivaient sur un espace très vaste de plus de 100 km entre le nord leur douar et le sud, avec la zone de production du Drâa et les espace de pâturage à acacia qui jouaient un rôle essentiel. Ces zones étaient tournées vers le sud.

A partir des années 1950 que l'on enregistre les premiers mouvements de sédentarisation des populations, les modes de vie commencent à changer et l'épisode de 1975 qui marque le début du conflit entre le Maroc et le Front Polisario entraîne la fin du système tel qu'il existait depuis des siècles. La conséquence majeure pour les populations c'est la rupture avec deux des ressources celle du Drâa avec ses terres fertiles qui devient une zone militaire et aussi l'amputation des zones de parcours à acacia qui fournissait pâturage et charbon de bois. Ce sont donc les zones de production les plus importantes qui disparaissent avec ce conflit militaire pendant deux décennies (1975-1995).

## V.2- Une agriculture sédentaire en crise autour des oasis

### V.2.1- Les différents moyens de production

Le système semi nomade que nous avons décrit précédemment a fonctionné jusque dans les années 1970. A partir de cette période, les agriculteurs se sont repliés dans les oasis et ont développé de nouvelles stratégies pour survivre.

L'accès aux moyens de production que sont le foncier, l'eau et la main d'œuvre vont nous permettre de mieux comprendre l'évolution du système oasien. Si le système oasien connaissait déjà certains problèmes, depuis 1970 la situation va s'accélérer.

#### ■ Le foncier : oasis très réduite, bour plus conséquent

En 1996, les données du RGA étaient les suivantes : 1 510 ha de SAU pour 235 exploitations. Dans cette estimation de superficie sont comprises les superficies de la zone d'épandage du Drâa qui représente environ 1 400 ha alors que les oasis ne représentent que 110 ha.

En 2011, la DPA apporte des précisions quant à la taille moyenne des exploitations puisqu'elle donne 0,5 ha avec une taille minimale de 0,2 ha et de 4 ha au maximum. Le nombre de parcelles par exploitation est estimé à 12. Ce qui montre bien un fort degré de morcellement. Il n'est pas rare de trouver des parcelles de moins de 100 m<sup>2</sup>

Ensuite, pour essayer de comprendre l'évolution, les chiffres que nous avons recensés qui proviennent de deux sources : la DPA de 2008, et Agence du Sud aussi en 2008.

Tableau 28 : Part de la SAU, et des surfaces de la DPA en 1996 et 2008

Commune	SAU totale	Bour	Superficie des oasis de la commune en ha	SAU irriguée des oasis de la commune en ha
RGA 1996	1 510	1 400	110	
DPA 2008	9 193	9 085	108	

Comme on peut le voir, la commune dispose de deux ressources foncières : la zone du Drâa qui représente 98,8% de la SAU en 2008 alors que les oasis ne représentent 1,17 %. Ce qui est surprenant, la superficie bour est passée de 1 400 ha en 1996 à 9 085 en 2008 soit 6 fois plus en vingt ans. Il semblerait qu'en 2008 la DPA ait pris la totalité de la superficie du Drâa comme étant cultivable. Par contre pour la superficie de l'oasis les chiffres sont identiques.

Pour la répartition des superficies entre les trois oasis on a Igdi qui dispose 70% de la superficie long de l'oued Igdi mais la part de la SAU en irriguée reste très faible 7%. De plus en été, époque de forte demande en eau et de faible débit, les superficies pouvant être irriguées sont extrêmement réduites, elles peuvent devenir résiduelles.

Tableau 29 : Superficie des oasis de la Commune en 2008 (source Agence du Sud)

Nom de l'Oasis	Superficie Oasis en ha	SAU irriguée en ha	Variation de la SAU irriguée en (%)	
			hiver	été
TIZOUNINE	25	5	50	10
IGDI	70	0	50	10
KASSER ELBARRAKA	10	2.5	50	25
<b>Total commune</b>	<b>105</b>	<b>7,5</b>		

#### ■ Le statut juridique des terres : des stratégies nouvelles

Le statut juridique des terres dans la palmeraie est de type Melk, en 1996 le RGA donnait 96,8% contre 3,2% en statut collectif. Le système se caractérise par une agriculture de subsistance principalement constitué de très petites exploitations agricoles.

Une étude sur les exploitations réalisée en 2009 (Duran Christopher) dans la palmeraie d'Ait Ouabelli montrait que :

- 75% des exploitations ne possédaient qu'une superficie de 500m<sup>2</sup> sans accès au Drâa,
- 20 % des exploitations ne disposaient d'un jardin de 1 000 m<sup>2</sup> avec accès au Drâa.
- 5% des exploitations disposaient de davantage de superficie en irriguée et en bour.

A propos du foncier, on remarque trois types de stratégies au niveau de la commune qui se développent :

Première stratégie : la vente de terres en faveur d'investisseurs extérieurs commence à prendre de l'ampleur. Cinq investisseurs dont 4 venant de l'extérieur et un de la commune ont acheté des terres.

- en 1980, le premier a acquis 1 700 ha auprès de plusieurs propriétaires pour investir dans l'agriculture mais suite à son décès les fils veulent revendre les terres.
- 1 de Taznakht achat de 10 ha avec 3 puits pour la culture du palmier
- 1 de 30 ha (2003), 6 puits avec palmiers et (céréales, luzerne et maraichage)
- 1 de 8 à 10 ha 2 puits pour la culture du palmier
- 1 de 3 ha où il y avait un puits et des palmiers pour une valeur de 110 000 dh

Seconde stratégie : deux investisseurs (Taroudant et Safi) louent une parcelle de 100 ha au nord est du douar de Tizounine. Ils ont investi dans des moyens d'exhaure de l'eau avec la création de puits motorisés pour cultiver de l'oignon en pur. Il ne cultive que 10 ha. (4 ouvriers permanents extérieurs de la commune et 40 à 60 femmes de la commune pour le travail saisonnier, notamment lors de la récolte, repiquage, etc.)

Troisième stratégie se rapporte à la vente de terrains sur des superficies importantes (plusieurs centaines d'hectares) sur le territoire d'Igdi à des investisseurs extérieurs sans que ceux si investissent dans l'agriculture. Cette opération leur permet d'acquérir ainsi un titre foncier ce qui leur permettrait de réaliser une double opération : contracter un prêt au niveau d'une banque et grâce à l'obtention d'un titre foncier de pouvoir emprunter de l'argent et si possible réaliser une spéculation foncière en vendant leur terrain au bout de quelques années.

#### ■ L'eau : des situations différentes entre les douars

Le statut de l'eau est identique à celui de la terre, il est de statut melk. La situation entre les douars est très différente. Tizounine ne pratique pratiquement plus d'agriculture, les

palmeraies sont abandonnées faute d'eau, les khetaras sont pratiquement à sec et les palmeraies abandonnées ne peuvent plus être réhabilitées car les coûts seraient trop importants. La stratégie actuelle se porte sur le creusement de puits individuels. Igdi et Kasser Elbarraka la situation est difficile mais un peu moins critique néanmoins, la stratégie est de plus en plus individuelle avec la construction de puits pour pallier au déficit des khetaras. Dès que l'occasion se présente, l'agriculteur investit dans un puits et l'équipe d'une moto pompe (30 à 40 000 dh).

Tableau 30 : Les différentes sources d'approvisionnement en eau de la Commune en 2008 (source Agence du Sud et enquête de terrain 2011)

Nom de l'Oasis	Nb sources	Nb Séguias	Nb Khetaras	Nb puits	
				Individuels	Collectifs
TIZOUNINE	11		11	+30	
IGDI	10	10	1	70	
KASSER ELBARRAKA		4	1	4	0
<b>Total</b>	21	14	20	81	3

Comme on peut l'apprécier les ressources en eau sont très limitées et empêchent tout développement des superficies irriguées au niveau des palmeraies. Les seules opportunités se réalisent aujourd'hui, à travers le creusement de puits individuels équipés ou non de moto pompe. Mais la aussi, la baisse de la nappe phréatique pourra poser problème notamment en période estivale. La multiplication de puits présente un réel danger car on est passé de 5 à 30 m de profondeur entre 1956 et 2008 et leur multiplication peut, à terme s'avérer problématique.

Tableau 31 : Les débits des différentes ressources en eau de la Commune en 2008 (source Agence du Sud)

Nom de l'Oasis	Débit source en l/s	Débits Séguias en l/s	Débits Khetaras en l/s	Débits puits en l/s		Débit total en l/s
				Individuels	Collectifs	
TIZOUNINE	-	-	60	72		132
IGDI				140	-	140
KASSER ELBARRAKA				6	9	15

### ■ La main d'œuvre

L'essentiel de la main d'œuvre des exploitations agricoles repose sur des actifs familiaux. Or les différents épisodes d'émigration qui ont eu lieu au cours des 50 dernières années ont conduit à la diminution de la plus grande part de la force de travail des actifs familiaux au sein des exploitations. Les hommes ont quitté le territoire de manière temporaire ou définitive. Dans la majorité des cas, ce sont donc les femmes et les jeunes-filles qui restent au village. Ce sont elles qui constituent la main d'œuvre des exploitations sur toute la durée de la campagne agricole, les hommes pouvant revenir aider lors des travaux agricoles ponctuels qui nécessitent un concours extérieur (labour, récolte, nettoyage des palmiers).

Comme on peut le remarquer, le manque de main d'œuvre représente un problème crucial. Les exploitants agricoles des palmeraies pensent que le départ de la main d'œuvre masculine vers les autres villes du Maroc a été l'une des contraintes majeure de la crise de l'agriculture oasisienne. Le manque de main d'œuvre s'accompagne également d'une déperdition du savoir et du savoir-faire ce qui est fort préjudiciable pour ces zones.

Il est intéressant de noter que le coût de la main d'œuvre journalière est différent entre un homme et une femme. L'exploitation qui pratique la culture de l'oignon en intensif rémunère

une journée de travail d'une femme à hauteur de 25 à 30 dh/jour. Au regard de ce tarif, les hommes ont refusé de travailler dans cette exploitation, pour eux le coût de la main d'œuvre qui devrait être appliqué devrait être proche des 50 à 60 dh/jour.

## V.2.1- Les différents systèmes de culture

### ■ Prédominance du palmier dattier en pur

Le système de culture repose sur le palmier dattier qui est principalement cultivé en monoculture et très rarement en association avec d'autres cultures. En fait la faible disponibilité en eau ne permet pas le développement des cultures sous jacentes. Les douars de Kasser Elbarraka et Tizounine arrivent à préserver quelques parcelles mais cela ne représente que 7% des superficies.

Tableau 32 : Superficie, rendement et production de la Commune en 2008 au sein de l'oasis (source Agence du sud 2008)

	Superficie culture en palmier pur	Superficie en (ha) culture sous jacentes				
		Céréale	Légumi neuse	Fourrage	Maraîchage	Autres
NB ha	100	7	-		0,5	-
Rendement en qt/ha	12	17	-	-	150	-
Production en qtx	1 200	119	-	-	75	-

La commune compte 58 000 dattiers avec des différences notoires entre les trois palmeraies de la commune.

Tableau 33 : Superficie, rendement et production de la Commune en 2008 (source Agence du Sud 2008)

Nom de l'Oasis	Tizounine	Igdi	Kasser Elbarraka	Total
Nb de palmiers	30 000	20 000	8 000	58 000

Comme les chiffres le montrent, l'activité de production agricole est devenue marginale. Elle repose principalement sur la culture de palmier dattier. Globalement, c'est environ 120 tonnes qui sont produites annuellement.

Tableau 34 : Répartition des variétés de dattes de la CR de Tizounine (source DPA 2011)

CR Tizounine	Boufegous	Jihel	Bouskri	Sairs
Nb de palmiers	2%	5%	14%	79%

Les principales caractéristiques sont :

- Sair variété très largement majoritaire. Cette variété présente deux types :
  - 60% composé d'une datte de qualité moyenne davantage réservée à l'autoconsommation et à l'alimentation du bétail,
  - 40% de datte de qualité comparable à la variété Boufegous.
- 2% de variété Boufegous datte de qualité réservée à la vente
- 60% des palmiers supérieurs à 50 ans et 50% d'une hauteur supérieur à 12 mètres.

### La palmeraie n'est pas en très bon état, elle est fortement dégradée

- Distribution de vitro plants 1 000 et 200 rejets plantés ces 5 dernières années soit une régénération équivalente à 2% ce qui ne permet pas une bonne régénération de la palmeraie qui est en cours de vieillissement.
- Ce n'est qu'une infime partie de la production qui est vendue sur le marché d'Akka, pour les dattes de qualité qui ne représentent pas plus de 20% de la production totale ce qui donne entre 20 et 30 tonnes.

#### ■ Les autres cultures

Ce qui caractérise la commune c'est la très faible importance des cultures sous jacentes : 7%<sup>13</sup> des superficies totales. Deux seules cultures sont pratiquées : les céréales et le maraichage :

Pour les céréales :

- Seulement 7 ha sont cultivés en zone irriguée au sein de la palmeraie ce qui ne représente que 12 T de production. Par contre il semble que la production des fermes n'ait pas été prise en compte car elles avaient cultivées prioritairement des céréales sur plus de 10 ha.
- La production céréalière est uniquement destinée à l'autoconsommation.

Pour les cultures maraichères :

- Ensuite on trouve très peu de cultures maraichères avec les carottes, oignons, sur une superficie totale de 0,5 ha en 2008.
- Une ferme produit 10 ha<sup>14</sup> d'oignons en culture pure mais la production est uniquement destinée à la vente sur Agadir.

#### ■ Les zones de culture de décrue

Selon les sources, la superficie cultivable peut varier énormément : 1 400 RGA 1996 et 9 085 ha en 2010. Le Drâa et d'autres zones d'épandage représentent un potentiel important et chaque douar ayant accès à cette zone de culture. Le statut de la terre est collectif.

Tableau 35: Répartition de la superficie agricole de bour de la commune (Source : DPA 2010)

Superficie en ha	Variation de la superficie (ha)	Cultures	Variation du rendement en (qx)		
			1 crue	2 crues	3 crues
1 000	1 à 8	Céréales Orge, blé et plus tardivement maïs	>10 qt/ha	De 10 à 20 qt/ha	<20 qt/ha jusqu'à 60qt/ha

Chaque douar de la commune de Tizounine possède des terres au niveau du Drâa. Elles se trouvent à une quarantaine de kilomètres au sud de la commune. Toutes les terres de la commune de Tizounine se trouvent les unes à côté des autres, sur une surface estimée à 1000 ha et seulement 350 ha ont été mis en culture en 2010 (source DPA). Ces terrains sont gérés par chaque douar d'une manière qui leur est propre mais les terres sont collectives. Les principales caractéristiques sont :

- Le caractère aléatoire de cette culture. Jusque dans les années 70, on pouvait compter 1 une bonne récolte sur 4. Ensuite on est passé à 1 année favorable sur 9.

<sup>13</sup> Données prises dans le cadre de l'étude réalisée par l'Agence du Sud en 2008

<sup>14</sup> Ferme mise en exploitation après 2008, non prise en compte dans l'étude de 2008

- Les agriculteurs cultivent le blé et l'orge dans des proportions de 70 % d'orge et 30 % de blé tendre/dur.
- Les rendements peuvent être très importants et peuvent atteindre entre 20 voire 60 qx/ha lors de crues favorables et si la saison démarre dès septembre, période la plus propice pour semer.
- Les agriculteurs se rendent à l'oued deux fois dans l'année, en septembre-octobre pour le travail des terres et le semis des céréales et entre mars-avril-mai pour les récoltes en fonction des autorisations qu'ils ont pu obtenir.

Ressource centrale du système de production par le passé, les terres de l'Oued Draâ ont connu un profond changement depuis les années 70, sous le triple effet :

- Accentuation des périodes prolongées de sécheresse,
- Construction du barrage de Mansour Edehbi à Ouarzazate qui a ralenti les crues en provenance de l'amont de l'Oued, décalage des crues qui viennent tardivement et endommagent les récoltes en fin de cycle.
- Militarisation de la zone suite au conflit (1978). Cette zone a été désertée jusqu'en 1995 ce qui s'est traduit par une colonisation d'importantes superficies par le tamaris qui assure la fixation des sols et entrave en même temps le développement de la culture céréalière.

L'accès à la culture du Draâ est de plus en plus problématique et tous les agriculteurs ne peuvent s'y rendre faute de moyens financiers suffisants. Le transport est une activité coûteuse, de plus il faut louer un tracteur pour préparer les terres. Ces opérations nécessitent des moyens que toutes les exploitations ne possèdent pas. Elles sont de moins en moins nombreuses à exploiter cette ressource.

Tableau de synthèse des ateliers participatifs :

Problèmes soulevés	Potentialités existantes
<p><b>Environnement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de la fréquence des années de sécheresse perturbe l'activité</li> <li>- Recul important de la nappe phréatique ce qui a des conséquences très défavorables sur les puits des exploitants et sur le tarissement des sources</li> </ul> <p><b>Foncier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vente importante de terres par des personnes sur des zones de Bour et pour des individus pour obtenir des titres fonciers en vue de contracter des prêts bancaires</li> </ul> <p><b>Agriculture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La maladie du Bayoud est présente affecte la palmeraie</li> <li>- Eloignement du Draa et difficulté d'accès du fait de la demande d'autorisation ampute une part importante de l'agriculture des exploitations</li> <li>- Absence d'entretien des palmeraies traditionnelles</li> <li>- Faible capacité des agriculteurs à investir dans l'agriculture</li> <li>- Pas suffisamment d'encadrement pour appuyer les agriculteurs dans le développement de nouvelles techniques. Demande de voyages d'échanges</li> </ul> <p><b>Main d'œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes du douar travaillent dans la ferme avec à des prix trop modestes (25 dh/ J)</li> </ul>	<p>Oued Draa grenier de la commune et disponibilité en terres fertiles</p> <p>Terres en bour disponibles et aussi très fertiles</p> <p>Main d'œuvre féminine est disponible pour les activités agricoles</p>

### Solutions envisagées lors des ateliers et entretiens

Malgré tout lors des ateliers participatifs, l'agriculture n'arrive pas en tête des priorités des habitants. En troisième position à Igdi et en sixième position à Tizounine. Les gens savent bien que cette activité ne représente plus l'activité génératrice de revenus. Leurs palmeraies sont très dégradées, l'avenir économique se situe ailleurs.

La solution est de s'installer sur des zones de bour et de creuser des points d'eau modernes pour développer la culture du palmier (Alcesdam, nombreux investisseurs étrangers et cela échappe de plus en plus aux populations). Donc les populations demandent des aides pour pouvoir investir sur les terrains

Demande un appui pour mieux organiser les agriculteurs

Demande de pouvoir accéder à des sources de financements pour développer cette activité

Veulent mieux accéder à la zone du Drâa, route et faciliter les autorisations

Creusement de barrages collinaires

### Conclusion

L'agriculture familiale en grande difficulté dans la commune de Tizounine :

- Le faible débit des khetaras ne permet plus d'irriguer les palmeraies, les puits individuels tarissent, la nappe baisse inexorablement. L'accès à la ressource eau est vraiment problématique
- Les oasis sont totalement asséchées et souffrent d'ensablement, il est à ce jour impossible de les réhabiliter car cela demande beaucoup trop d'investissement.
- On constate un développement de nombreuses fermes en dehors des anciennes palmeraies (40 ha de l'Alcesdam, 4 à 5 fermes privées qui investissent dans le palmier mais avec des moyens importants)
- Des formes de spéculations sur le foncier apparaissent
- Mais ce ne sont pas les agriculteurs de la commune qui bénéficient de ces nouvelles installations faute de moyens d'investissement.

### V.2.2- Un élevage ovin prédominant

La commune de Tizounine tout comme celles de la zone sud de l'Anti Atlas a connu une profonde mutation dans la gestion de l'activité d'élevage. Par le passé c'était un système caractérisé sur de vastes zones avec des productivités différentes et complémentaires, les éleveurs qui avaient une fine connaissance de ces espaces en tiraient abondamment profit. On était dans un système semi nomade ou les animaux étaient conduits entre la zone du Drâa, les zones de parcours d'acacia radiana et en proximité des oasis en fonction des périodes de l'année et en fonction de la qualité des pâturages. Ce mode de gestion des troupeaux a connu de profonds changements vers les années 70 et principalement avec la fermeture de la zone du Drâa qui recelait les meilleures potentialités. De ce fait, les agriculteurs ont été dans l'obligation de changer de mode de gestion de leurs troupeaux mais aussi de recomposer leur cheptel en fonction des nouvelles ressources fourragères disponibles.

On constate un changement de pratique important puisque en 2008, dans l'étude publiée par l'Agence du Sud ce n'est que 68% des agriculteurs qui pratiquent une activité d'élevage. C'est le pourcentage le plus faible pour toutes les communes de la province.

#### ■ Répartition du troupeau : un important changement dans la composition

Comme les chiffres et le schéma ci-dessous le montrent, ne serait ce que sur une dizaine d'années, on constate une nette évolution dans la composition du troupeau de Tizounine. A la différence des autres communes de la zone, c'est le troupeau ovin qui connaît la plus forte évolution.

Tableau 36 : Evolution du cheptel CR Tizounine entre 1996 et 2008 (source DPA et Agence du Sud))

Source/Année	Bovin	Ovin	Caprin	Camelin	Equidés
DPA 1996	1	980	1 910	13	79
Agence 2008	0	3 000	1 600	2	27

Figure 5: Composition du cheptel de la CR Tizounine

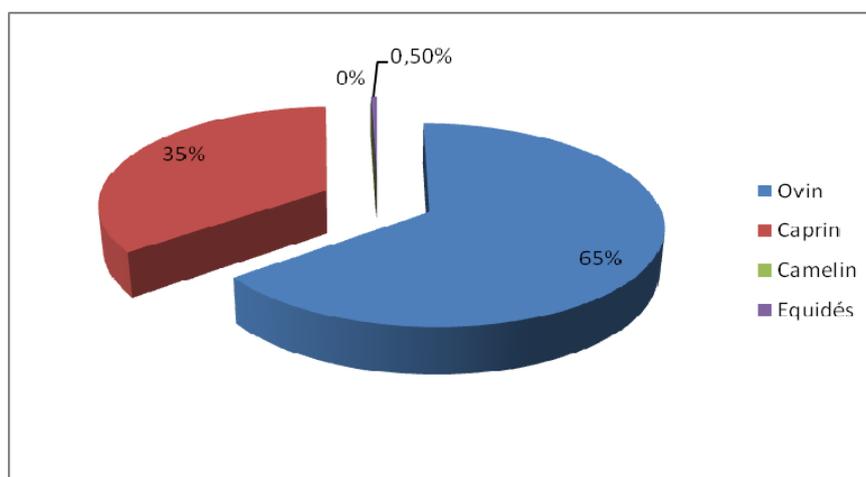


Schéma : Composition du troupeau en 2008 CR Ait Tizounine

- L'évolution du cheptel entre 1996 et 2008 se fait selon les tendances suivante : 67% d'augmentation en faveur des ovins, -19% en faveur des caprins, -65% pour les équidés.
- Le troupeau est donc principalement composé d'ovins ce qui est différent des autres communes ou les caprins dominant. On arrive à une moyenne de 12,7 ovins en 2008 contre 4,2 en 1996 et pour les caprins on est passé de 8,1 en 1996 à 6,8.
- Le nombre de bovins, camelins et d'équidés sont en très nette régression.

Le plus grand changement concerne la reconstitution du troupeau en faveur des ovins mais aussi le mode de gestion du troupeau, aujourd'hui chaque famille dispose de quelques ovins et caprins qui restent en grande partie en stabulation au niveau des maisons.

#### ■ Mode alimentaire

L'alimentation des animaux d'élevage repose entièrement sur les productions agricoles de l'exploitation, pratiquement aucun complément alimentaire n'étant acheté par les agriculteurs.

Comme on a pu le voir les agriculteurs ne cultivent pas ou peu de luzerne. La principale alimentation des animaux provient des mauvaises herbes et des palmes du palmier dattier. Sinon l'alimentation est complétée par de la paille distribuée par animal. Cette paille provient des récoltes céréalieres du Drâa quant il y a eu une récolte ou elle peut être achetée.

Les éleveurs distribuent de l'orge à raison de 500 g par bête et par jour ainsi que des résidus et noyaux de dattes, le tout broyé à raison de 250 g par bête et par jour. Ces résidus proviennent de dattes de variété Saïr. L'orge est distribuée durant les deux mois suivant la récolte, soit entre mai et juillet. Les résidus de dattes sont stockés, ils sont distribués sur la même période.

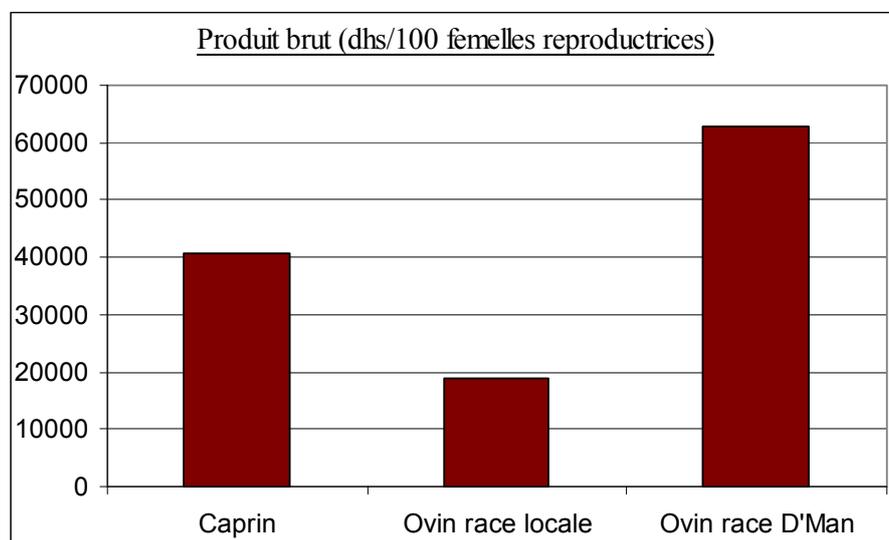
#### ■ Productions animales

Les petits ruminants représentent 100% de la composition du troupeau soit un total de 4 600 têtes. La production est de 14 tonnes pour les ovins et de 7 tonnes pour les caprins.

Le troupeau est composé uniquement de races locales pour les caprins et de races locales et D'Man pour les ovins. Cette race améliorée D'Man représente 16% des ovins. Le troupeau des femelles est largement majoritaire 68% pour les ovins et 67% pour la caprins.

L'étude menée en 2008 « Diagnostic agraire de l'oasis d'Ait Ouabli » nous donne les résultats suivants sur la productivité des petits ruminants.

Figure 6 : Produits bruts des systèmes d'élevage obtenus pour 100 femelles et leur suite



Source : Diagnostic agraire oasis Ait Ouabelli, 2009

Les ovins sont tondus tous les ans. La tonte a lieu en mai, soit à l'entrée en période sèche. Cela libère les bêtes de leur laine et leur permet ainsi de moins souffrir de la chaleur. Pour la tonte d'une bête, trente minutes sont nécessaires à l'aide d'une paire de ciseaux, soit 6 h pour 100 bêtes. La production de laine est estimée à 2,5 tonnes par an.

L'éleveur traie les chèvres jusqu'à six mois après la mise-bas. Il commence à traire un mois après la mise-bas. Il s'assure que les petits s'alimentent pour ensuite réaliser la traite qui a généralement lieu le matin. Une chèvre est traitée environ durant cinq minutes pour une production de ½ L de lait destinée à l'autoconsommation de la famille (31 h/mois pour 100 chèvres et leur suite de mai à septembre).

#### ■ Commercialisation

La vente des animaux sur pied se fait principalement sur le souk d'Akka selon les besoins des exploitations. Les prix de vente sont de 1200 à 1 500 DH pour les agneaux, 500 à 750 DH pour les chevreaux et 5 000 à 7 500 DH pour un veau. Lors de la fête de l'Aïd-el-Kebir, la vente d'un bélier peut atteindre les 2 800 dhs, soit plus du double d'un bélier de race locale.

La laine commercialisée ne représente qu'une part infime de la production, le kg de laine est vendu entre 7 et 10 DH.

Notre schéma ci-dessus montre clairement que le système caprin est plus performant que le système ovin traditionnel. Ceci résulte du fait que le lait de chèvre est mieux valorisé, environ 6 dhs/L.

Pour le fumier, la production de déjections est estimée à 320 kg pour une femelle et sa suite, une tonne de déjections valant moins de 100 dhs.

## ■ Résultats des ateliers participatifs

Problèmes soulevés	Potentialités existantes
<p>Dégradation des oasis Faible production fourragère de l'oasis, car irrigation de plus en plus difficile production de luzerne est sérieusement affectée Dégradation des parcours à cause de la sécheresse Difficultés d'accès au Draa Frais d'achat des aliments très chers par rapport à la capacité financière des éleveurs. Baisse de l'effectif à cause de la dégradation des parcours et l'absence d'aliments fourragers Manque d'encadrement pour l'activité d'élevage (Alcesdam intégration de la race D'Man)</p>	<p>Zones de parcours au niveau du Draa avec un véritable potentiel en fourrage mais il faut y avoir davantage accès Des compétences de nombreuses exploitations dans la gestion de l'activité Certains exploitants ont adhéré à l'ANOC et développent une activité rémunératrice (Kasser Elbarraka) Volonté des femmes à vouloir s'investir dans la filière des petits ruminants</p>
Solutions envisagées lors des ateliers et entretiens	
<p>Mise à disposition des aliments fourragers au profit des éleveurs Elevage des races mieux adaptées et plus performantes aux conditions de la zone comme le D'man Meilleur accès au Drâa Appui pour mieux structurer des volontés à vouloir développer la filière petite ruminante</p>	

## ■ Rentabilité économique du système agricole

Une étude économique détaillée réalisée auprès des exploitations des palmeraies d'Ait Ouabelli<sup>15</sup> montre que sur 3 douars, 90% des exploitations arrivent à une performance économique comprise entre 15 et 25 dh/actif/jour soit entre 2 et 3,5 fois moins que le minimum de 50 dh/jour/actif nécessaire pour vivre décemment au Maroc. Dans ces conditions pour ces exploitations c'est 80% des revenus qui proviennent de l'extérieur et principalement de l'exode.

Suite à la description des conditions de mise en valeur des palmeraies de la CR de Tizounine, la situation décrite est encore plus critique que celle d'Ait Ouabelli. Dans ces conditions, on peut avancer que les ressources monétaires provenant de l'extérieur entrent entre 90 à 100% dans les revenus de la majorité des exploitations.

### V.2.3- Une organisation et un encadrement du secteur agricole insuffisants pour faire face aux nombreux défis

#### ■ Encadrement technique du secteur

Depuis 2002, l'oasis de Tizounine a effectué une demande pour la réhabilitation d'une de ses oasis. Mais ce projet était trop onéreux. Il a fait l'objet de nombreux refus (ADS, INDH, etc.) et en fin de compte la proposition de sortir de l'oasis a été retenue. Ce programme bénéficie de l'appui de l'Alcesdam, DPA et Eaux et Forêts et la problématique est la suivante :

- Mise en place d'un périmètre irrigué de deux tranches de 20 d'hectares chacune avec un processus d'irrigation au goutte à goutte en faveur des propriétaires de la zone

<sup>15</sup> La diversité d'une agriculture familiale dans un milieu oasien aux portes du Sahara : le cas d'Ait Ouabelli, Duran Christopher, 2009.

nord du douar. Mise en place de forages et plantation de palmiers à raison d'une centaine à l'hectare.

## V.3- Les autres activités économiques

### V.3.1- Les revenus de l'émigration la première source de revenus

Les revenus de l'émigration représentent la part la plus importante dans le fonctionnement économique des foyers de la commune. Néanmoins, il n'est pas très aisé de savoir avec exactitude les montants qui proviennent des migrants mais il est tout de même important d'essayer de les évaluer que ce soit à travers les discussions que nous avons pu avoir tout en les recoupant avec d'autres informations provenant de certaines études. Ceci est d'autant plus difficile à évaluer que les gens de la commune se rendent à Akka de manière régulière pour aller retirer leur mandat.

En 2008 c'est 90% des foyers qui recevaient des subsides de la part des migrants dont 80% en provenance du Maroc et 10% de l'étranger. Quels sont les montants qui parviennent dans les familles. A vrai dire, c'est très variable d'un migrant à l'autre. Chaque famille dispose de sa propre stratégie en fonction de ses ressources démographiques et de son réseau pour venir compléter les revenus de la famille qui reste au douar. Comme on a pu le montrer, c'est tout d'abord un exode masculin qui s'est développé et il n'est pas rare de trouver plusieurs hommes d'un même ménage qui pratique l'exode.

En 2002, une étude sur la migration donnait le chiffre de 1589 dh/an/habt pour l'argent qui arrivait dans la zone de Tata. Parmi les revenus les plus élevés des zones oasiennes. Toujours selon cette étude, les mandats provenant du Maroc et les pensionnés représentent 66% des sommes qui arrivent dans la zone d'Akka. Là aussi, les revenus nationaux supplantent de façon sensible ceux provenant de l'étranger. Ici, la poste est très présente et enregistre le double des apports bancaires. Mais il existe aussi d'autres sources par lesquelles l'argent arrive au niveau des familles.

Toutefois, ces rentrées connaissent des fluctuations importantes d'une année sur l'autre ceci tient en grande partie au dynamisme ou à la récession économique. Ces dernières années, du fait de la sécheresse et de la crise économique, de nombreux foyers risquent de voire diminuer leurs entrées financières.

Toutefois, il est important de constater que les revenus qui arrivent dans les douars ne permettent pas un enrichissement. Simplement il permet de faire survivre les gens. L'indicateur qui nous informe de cette situation est le pourcentage d'aisance qui s'élève à 1% au sein de la commune avec une différence qui va de 0% à Kasser Elbaraka, 1% à Igdi et 2% à Touzounine. Pour donner un exemple, on trouve des douars comme Icht (Foum Elhisn) avec 50% de taux d'aisance et Anamer 60% (Tamanart).

Suite aux troubles du Front Polisario, la commune se trouvait proche du conflit et de jeunes hommes ont été engagés dans les forces royales. Cette main d'œuvre qui travaille dans l'armée ne touche que 15% des foyers d'Igdi qui ont une personne qui travaille dans ce secteur. Cette filière est semble-t-il est assez peu rémunératrice puisque les retraités qui reviennent sur le territoire communal ne disposent que de 800 dh/mois. Mais l'activité principale pratiquée par les migrants c'est le commerce qui est notamment pratiqué à Igdi dans tous les ménages.

Cette ressource est fondamentale dans le mode de fonctionnement de la commune elle représente la part la plus importante des revenus de l'économie communale mais ce système met en péril ces zones qui ne comptent plus que sur l'extérieur pour pouvoir vivre ou survivre. C'est une zone qui vit sous perfusion. Leur capacité d'innovation s'en trouve

affaiblie et ce modèle n'est pas pérenne et pose de sérieuses questions pour la devenir de la commune.

### V.3.1- Le commerce

L'activité commerciale de la commune porte principalement sur le commerce de détail des produits d'alimentation générale portant principalement sur les produits de première nécessité. Cette activité s'exerce au niveau des boutiques de détail dans les différents douars.

Douar	Nb boutiques
Tizounine	5
Igdi	10
Kaser Elbaraka	0
Ain Iguerramen	1
<b>Total</b>	<b>16</b>

La CR fait partie de l'aire d'influence commerciale d'Akka (souks le jeudi et dimanche), le chef lieu de cercle ou le souk est le plus important et rayonne sur une grande partie des communes de son cercle. De nombreuses personnes de la commune effectuent le déplacement vers ce souk pour réaliser leurs transactions. Elles profitent de l'occasion pour régler différentes affaires : achats/vente souk, rencontre des enfants collège et lycée, retrait mandat, etc. Akka est le centre urbain de la zone qui concentre un minimum de services.

#### ■ Exploitation minière

La région d'Akka tout d'abord à travers la cité de Tamdout jusqu'au 14/15<sup>ème</sup> siècle était le centre économique de toute cette zone. Cette attractivité reposait sur la position stratégique de contact entre les zones sahariennes et les zones sédentaires et lui permettait d'organiser le commerce saharien « ports sahéliens ». La présence du minerai d'argent et de cuivre favorisait les échanges et le développement de l'artisanat.

Si Tamdout a disparu mystérieusement les mines ont continué à produire jusqu'en 1983 date d'arrêt de l'extraction. Il s'agissait de gisements de plomb argentifère situés dans le Jbel Addana situé à 7 km au sud de Tizounine.

Le site d'extraction constituait un centre soumis au régime de droit coutumier et exploité par les habitants de Tizounine et d'Igdi. Dans les années 50, pour sauvegarder les droits des familles, il y a eu l'établissement de titres « moulkias » sur les centres en exploitation à l'époque qui étaient détenus par 77 personnes (majoritairement de Tizounine).

A ce jour Tizounine est la seule mine au Maroc à disposer d'un tel droit coutumier juridiquement reconnu par l'état. Certaines familles sont propriétaires et bénéficient d'un droit d'exploitation du plomb. La zone d'extraction se situe à 7 km au sud de la commune dans les trois massifs, le Jbel Aaddana, Adrar Gueliz et Bou Oudadn. Cette zone du fait de son dynamisme avait pris pour nom « la petite Belgique » car elle disposait de bonnes réserves de minerais de plomb et l'exploitation a été très rentable entre 1950 et, 1983, date de l'arrêt de l'extraction. Différentes causes ont été avancées : faible coût du minerai sur le marché mondial, des difficultés d'extraction plus de 200 m de galerie, des problèmes de disponibilité de main d'œuvre et la dangerosité du site et de conditions de travail très difficiles qui rebutaient les salariés (1 à 3 dh/jour de travail), des problèmes sanitaires graves.

Les familles détentrices de ces droits d'exploitation tiraient des profits très importants de cette extraction. Par exemple, une famille qui employait une vingtaine d'ouvriers produisait

entre 20 et 30 tonnes sur 20 jours dont le prix était acheté à 3 dh/kg soit une rentabilité de l'ordre de 50 000 dh/20 jours.

Tizounine était un centre important, c'est deux mille personnes qui travaillent dans les mines sans compter les activités annexes comme le transport, le commerce et tout ce qui se greffe autour de la mine. Toutes ces activités se sont arrêtées au début des années 80.

En 2000, du fait d'une forte revalorisation du prix de ce minerai au niveau mondial, une société a contacté les familles de Tizounine pour reprendre l'extraction du minerai mais les familles n'ont pas accepté leur proposition de peur de perdre leurs droits ancestraux au profit de la société ou de l'état.

Les familles sont à ce jour, dans l'attente de pouvoir investir pour reprendre l'exploitation des mines. Et même si elles souhaitent le faire, elles nous ont parlé de difficulté de procédures pour obtenir une autorisation notamment pour l'achat des explosifs.

Toute cette activité minière explique aussi pourquoi, on a un faible développement des palmeraies au douar de Tizounine.

### ■ Artisanat

La commune se caractérise par la présence d'un savoir faire artisanal féminin très important en terme de tissage, vannerie et tricotage. Les visites de terrain ont montré l'existence d'une volonté féminine pour amélioration des filières, mais cela reste difficile au regard de l'absence d'un encadrement efficace, d'appui technique du niveau et les difficultés de commercialisation des produits du fait de l'éloignement des marchés.

Deux associations locales ont pris l'initiative d'encadrer les femmes des douars, l'association Touzounine pour le développement et la coopération et l'association Igdi pour le développement. Pour la dernière, elle avait mis en place un local équipé de machines pour l'apprentissage du tricotage et de la couture.

L'association Touzounine a pu aller un peu plus loin dans ce cadre, elle dispose d'un foyer féminin équipé (financement Alcesdam) et un nombre important des femmes actives. Ces dernières travaillent à la production des vanneries et autres produits de décoration essentiellement faite en laine ou en palmes. Faute d'une filière tourisme-artisanat, la commercialisation se fait localement ou à travers la participation de l'association à des expositions.

### ■ Transport

La commune dispose deux emplacements pour les départs de voyageurs, tous deux situés sur la RN 12. Le premier au niveau du douar de Tizounine et le second au niveau du radier de l'oued Igdi au nord du douar.

Les déplacements se font par l'intermédiaire des sept autobus journalier qui s'arrêtent à ces deux emplacements et qui desservent Akka puis Tata vers l'est et Tiznit et Guelmim vers l'ouest étapes obligées vers les autres grandes villes du Maroc (Casa, Rabat, Agadir, Marrakech...etc.).

## V.3.2- Une possibilité de développement touristique très limitée

Pas développé dans la commune, **le tourisme pourrait constituer une voie de diversification des activités économiques** et un secteur alternatif d'emploi, en même temps qu'un moyen de préservation et de valorisation des richesses culturelles, naturelles et historiques.

## Une commune éloignée des zones touristiques existantes

La CR de Tizounine, malgré une situation géographique intéressante sur la « Route des caravanes »<sup>16</sup> (RN12), dans le cercle de Akka connu pour ses gravures rupestres et sur le versant Sud de L'Anti-Atlas avec ses paysages montagneux, est une **commune très éloignée** des espaces économiquement dynamiques et des points de passage des touristes dans la province (principalement Fom Zguid et Tata).

La CR est pourtant **aisément accessible** par la RN 12 qui la traverse d'est en ouest. Les douars Igdi, Ain Iguerramen et Kasser El Barraka, proches du centre de la CR, sont accessibles par des pistes praticables.

Compte tenu de sa situation éloignée de tout centre touristique attractif, il est difficile d'imaginer que de nombreuses personnes feront le déplacement spécialement pour découvrir les potentielles richesses de la commune. Dans ces conditions, un réel développement touristique de la CR ne pourra s'envisager qu'à l'échelle de plusieurs communes afin de créer une offre touristique complète (circuit, hébergement, excursions, etc.) permettant d'attirer les touristes spécifiquement dans cette zone. Cette **stratégie de niveau « intercommunal »** pourrait en particulier rassembler les communes du cercle de Akka, toutes concernées par la même problématique, en une **région des oasis du sud-ouest de la province de Tata**, et intégrer cette dernière dans un circuit touristique passant par des zones plus fréquentées comme les villes de Tafraoute ou de Tata.

### **Les types de tourisme dans la province**

Trois types de tourisme se distinguent dans la région :

- Le tourisme de **passage**<sup>17</sup>, pratiqué par la plupart des touristes friands de nature ou d'aventure ;
- Le tourisme de **séjour**<sup>18</sup>, pratiqué principalement par des personnes retraitées venues d'Europe pour passer l'hiver dans des pays aux températures clémentes ;
- Le tourisme **professionnel**<sup>19</sup>.

Les deux premiers se concentrent lors des périodes hivernales où les conditions climatiques sont les plus agréables. Les touristes sont à 90% des étrangers (en majorité des européens).

## Infrastructures d'hébergement et de restauration inexistantes

**Il n'existe pas d'offre d'hébergement ni aucun établissement indépendant permettant de se restaurer** dans la commune de Tizounine.

Dans le cadre d'une stratégie touristique à l'échelle « intercommunale » et selon l'inexistence d'infrastructures et les faibles potentialités touristiques de la CR (*cf.* potentialités), l'offre d'hébergement et de restauration devrait s'appuyer sur la proximité du centre d'Akka (camping, hôtel de 12 chambres et restaurant) qui dispose déjà d'établissements fonctionnels ou d'Icht (2 possibilités de campement et de restauration)

## **Des potentialités touristiques très restreintes tant sur le plan paysager que sur le plan patrimonial**

<sup>16</sup> « La route des caravanes » correspond à la route commerciale (soie, or), patrimoine historique, qui relie l'ensemble des oasis du sud du Maroc en traversant la province de Tata et passe par son chef-lieu, la ville de Tata. Cette route présente un attrait touristique déjà exploité actuellement.

<sup>17</sup> Séjour d'une journée en moyenne par lieu, 1 à 2 nuitées, moyen de transport personnel, peu de dépenses.

<sup>18</sup> Séjour prolongé, souvent en camping car stationné dans les zones d'accueil type camping, dépenses relatives aux besoins quotidiens.

<sup>19</sup> Personnes en déplacement professionnel, généralement peu de dépenses.

**Les potentialités** touristiques de la CR de Tizounine sont **quasiment inexistantes** et reposent principalement des richesses historiques, telles que la mystérieuse ville "fantôme" de **Tamdoult** dont seules subsistent une dune de sable et quelques ruines fortement dégradées, ou encore, le **monument pré-islamique** de l'assif Ikhf ou Akhf. A noter aussi l'existence des gravures rupestres à Tazagt et Tahaouazt pré du douar Igdi.

De plus, bien que l'ensemble du **système agricole oasien** constitue, à travers sa valeur culturelle, un **potentiel éco touristique** intéressant qui peut être valorisé, l'état très avancé de dégradation des oasis de la commune ne permet pas ce développement.

Peut-être faudrait-il se focaliser sur une stratégie qui favoriserait le développement d'**initiatives individuelles nécessitant de petits investissements**. Par exemple, un propriétaire disposant d'une ferme traditionnelle aux activités diversifiées et d'une main d'œuvre suffisante, pourrait envisager de développer une activité complémentaire comme "**ferme pédagogique**"<sup>20</sup> où les touristes découvriraient, durant une demi-journée ou une journée, les techniques agricoles et pastorales traditionnelles pour repartir ensuite avec quelques "produits du terroir" achetés sur place. Cette ferme pédagogique deviendrait un lieu d'excursion agrotouristique au sein d'un circuit intercommunal passant par Tizounine.

Par ailleurs, si l'on envisage la création de ces circuits intercommunaux, ils nécessiteront la formation d'un nombre défini de guides intercommunaux capables d'informer les touristes sur la culture et l'histoire des éléments visités. Des travailleurs issus de Tizounine pourraient exploiter cette opportunité en **devenant guide touristique** pour les zones adjacentes à la commune.

### **Conclusion : un développement difficile à envisager**

Les **capacités actuelles de la commune restent insuffisantes** pour faire de la CR une zone touristique forte. Il serait donc plus approprié de se focaliser sur une stratégie intercommunale qui favoriserait le développement d'initiatives individuelles nécessitant de petits investissements qui fourniraient des bénéfices à court terme et, si les résultats sont prometteurs, qui permettraient ensuite d'envisager des actions plus importantes et sur le long terme.

#### ***Un développement touristique qui ne peut se réfléchir qu'à l'échelle régionale***

La commune est une échelle trop réduite pour espérer, uniquement à travers des actions locales, un développement touristique significatif. **Il est donc indispensable que tous les acteurs du secteur touristique s'organisent et travaillent en concertation** afin d'obtenir des résultats cohérents et pertinents à **l'échelle régionale**. Dans cette optique, un **système régional d'organisations dédiées au tourisme** devrait être mis en place afin de structurer les initiatives, de réaliser une promotion touristique efficace, et d'assurer un suivi complet du secteur. Il serait notamment important de caractériser plus en profondeur le tourisme local et régional (flux touristique<sup>21</sup>, fréquentation des sites, origine des touristes, habitudes de consommation, etc.) afin de pouvoir définir des actions pertinentes en cohérence avec la politique de développement touristique régionale.

Dans ce cadre, des mesures régionales devront nécessairement être prises afin de **protéger l'équilibre local** et d'assurer la préservation et la valorisation des oasis et des biens culturels associés. Notamment, **les statuts de « Réserve de biosphère »**<sup>22</sup> **ou**

<sup>20</sup> Une ferme pédagogique est une ferme s'occupant d'animaux et/ou de cultures et accueillant des visiteurs dans un but pédagogique.

<sup>21</sup> Le flux touristique dans la province de Tata est **estimé** sur base des indicateurs touristiques marocains et des chiffres clés établis par le CRT Guelmin Es Smara à environ 40.000 touristes en 2011. Cette donnée serait sous-estimée car seuls les touristes s'arrêtant dans des hôtels classés seraient comptabilisés dans les données touristiques.

<sup>22</sup> Le statut de "Réserve de biosphère" est une reconnaissance par l'UNESCO de zones modèles conciliant la conservation de la biodiversité et le développement durable, dans le cadre du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB).

**encore de « Parc naturel régional »**<sup>23</sup> constituent des situations juridiques intéressantes. Ainsi, en posant un cadre légal, ils permettent de garder un contrôle sur les activités économiques liées aux oasis, en particulier sur les investisseurs privés, et ce, notamment à travers l'élaboration de chartes<sup>24</sup>.

## V.4- Conclusion

Cette très petite commune de moins de 2 000 habitants ne bénéficie d'aucune activité économique porteuse depuis l'arrêt de son secteur minier. Depuis les années 80 elle a connu un changement radical de situation qui se traduit notamment par :

- Une activité agricole marginale, sa palmeraie est réduite (108 ha) et les superficies irriguées très restreintes ne permettent pas de production importante. On est en présence d'une oasis où les palmiers dattier dominent nettement mais les dates qui sont produites sont de qualité médiocre, on ne compte que 2% de variété Boufegous. A l'analyse, les activités agricoles et d'élevage ne produisent aucune valeur ajoutée, simplement quelques productions pour assurer le strict minimum aux personnes restant sur place.
- Les revenus proviennent pratiquement entièrement de l'extérieur grâce à la pratique de l'exode qui s'organise autour des activités commerciales dans les grandes villes marocaines.
- Les mines qui représentaient une activité importante (propriété et main d'œuvre) jusque dans les années 1980 ont stoppé leur activité.

Au regard de ces changements importants, la commune joue un rôle de repli pour les populations alors que la classe des hommes entre 20 et 55 ans est partie en exode pour gagner des subsides qui permettent de faire vivre le reste de la famille.

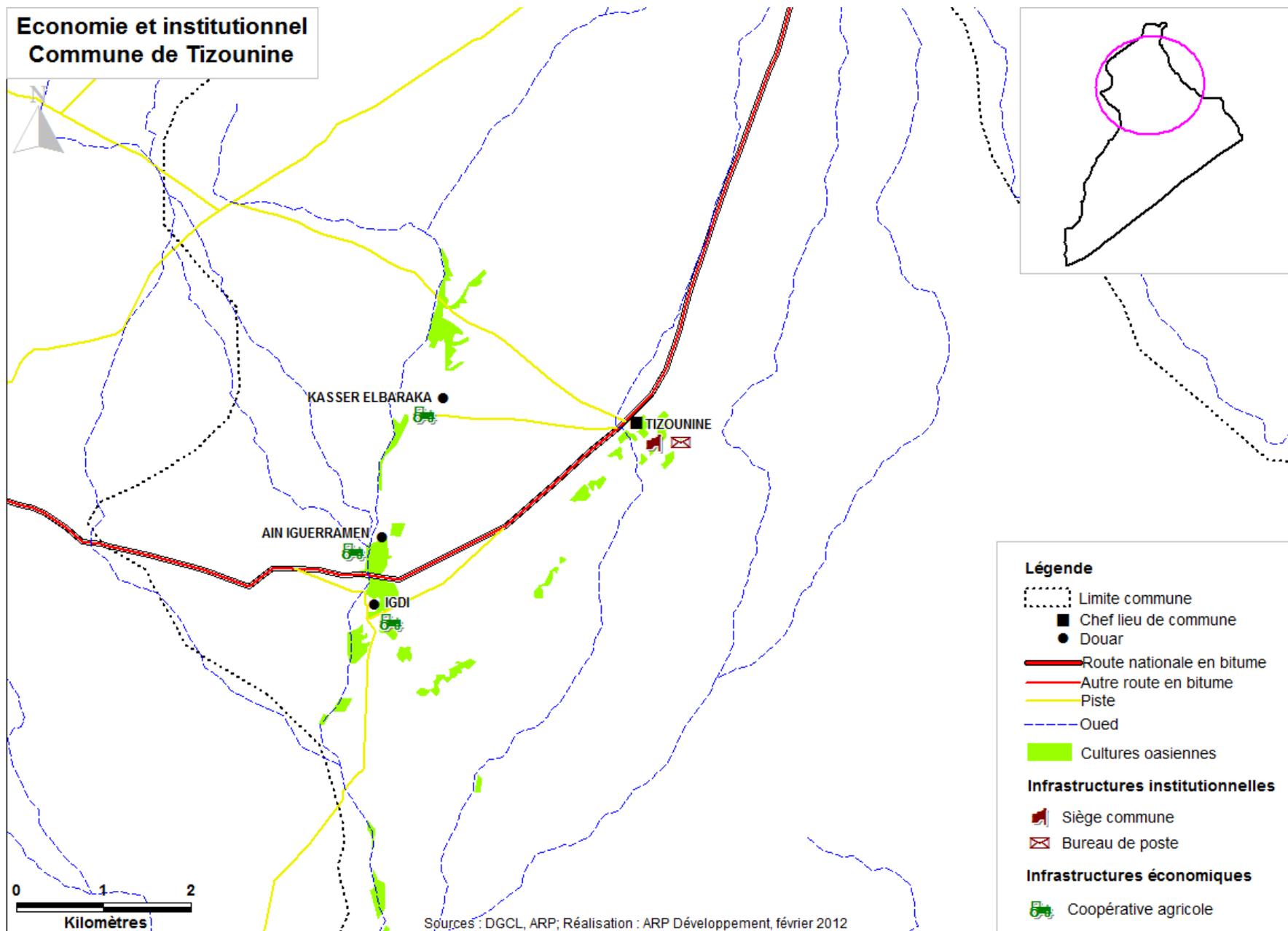
La carte ci-après résume la faible diversification du secteur économique.

---

<sup>23</sup> Un "Parc naturel régional" est un lieu remarquable au niveau architectural, historique, culturel, botanique, etc. Ce label a été créé en France en 1967. Un PNR est formé par des communes qui souhaitent conserver ce patrimoine, au travers d'une labellisation de l'État, et par le respect d'une charte.

<sup>24</sup> Les chartes sont des actes juridiques signés par plusieurs acteurs pour définir un objectif et parfois des moyens communs. Il existe toutes sortes de chartes telles que des chartes de développement du pays, des chartes environnementales, des chartes de déconcentration du pouvoir de décision, etc.

**Economie et institutionnel  
Commune de Tizounine**



## VI. Analyse institutionnelle

### VI.1- L'institution communale

#### VI.1.1- Le conseil communal

Le conseil communal<sup>25</sup> se compose de 13 élus dont 2 femmes :

- 5 conseillers ayant un niveau d'instruction primaire, 5 autres avec un niveau secondaire et 3 ont un niveau supérieur.
- La moyenne d'âge des membres du conseil communale et de...
- L'appartenance politique des 13 élus...

#### VI.1.2- Les services municipaux

La commune compte 13 fonctionnaires dont une seule femme. Parmi les 13, un seul fonctionnaire a un niveau d'instruction supérieur, 10 ont un niveau entre collégial et secondaire, un de niveau primaire et un autre avec un diplôme technicien. L'âge de ces fonctionnaires s'étend entre 25 et 51 ans. Ils se répartissent sur six services :

Tableau 37: caractéristiques du siège de la commune de Tizounine, 2008

Chef-lieu	Douar Tizounine
Personnel communal fonctionnaire	13
Dont personnel détaché	0
Services	Secrétariat générale Service technique Etat civil Recettes Service des fonctionnaires Dépenses
Principaux problèmes	Mauvaise répartition de l'effectif sur les différents services et absence de formations

### VI.2- Le budget

#### VI.2.1- Montant du budget et son évolution

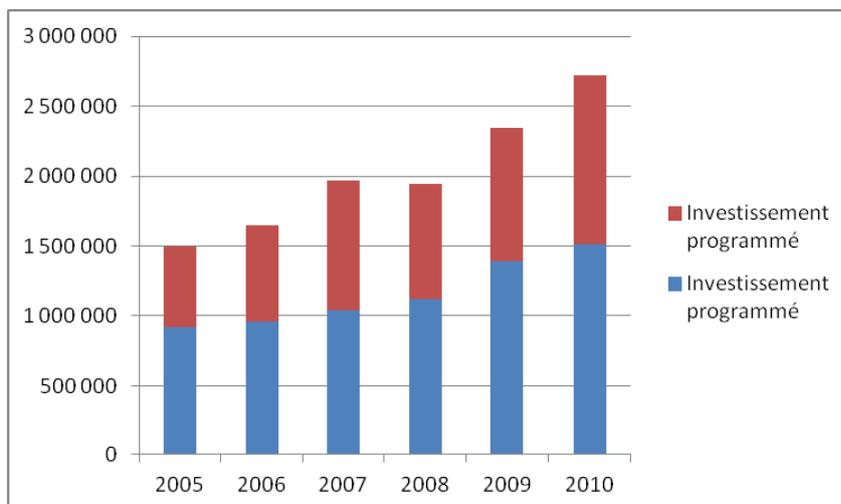
##### ■ Programmation budgétaire de la commune

Le budget de la commune connaît une forte augmentation par rapport aux autres budgets des communes du même cercle. Tizounine passe de 1 492 496 DH à 2 719 842 Dh entre 2005 et 2010. Il est à noter que c'est le plus petit budget du cercle.

Entre 2005 et 2010, la part du fonctionnement programmé a augmenté de **40%**, celle de l'investissement programmé de **53%** et globalement le budget prévisionnel a augmenté de **46%**.

<sup>25</sup> Voir tableau en annexe

Figure 7 : Budget programmé entre 2005 et 2010

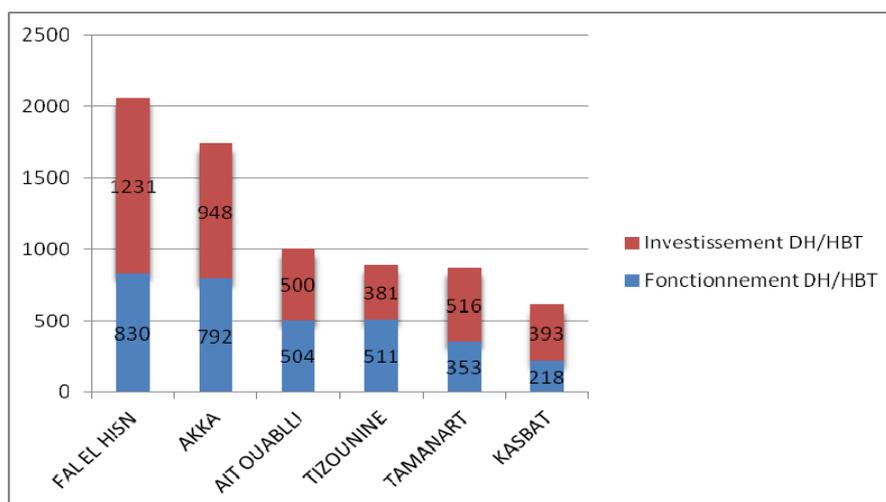


Si nous rapportons les différents montants par habitant sur les 6 dernières années, cela nous donne les chiffres suivants :

- Le fonctionnement programmé correspond à 509 dh/an/hab
- L'investissement programmé correspond à 379 dh/an/hab

Si on regarde le schéma ci-dessous, on voit que la commune se positionne dans une situation intermédiaire. Sur la période 2005-2010, en matière de prévision budgétaire la CU de Fam El Hisn (2061 dh/habt) arrive en tête avec un budget 3,5 fois supérieur à celui de Kasbat (611 dh/habt), cette CU montre une volonté à vouloir investir en faveur des populations.

Figure 8 : Budget par habitant programmé entre 2005 et 2010



### ■ Budget réalisé

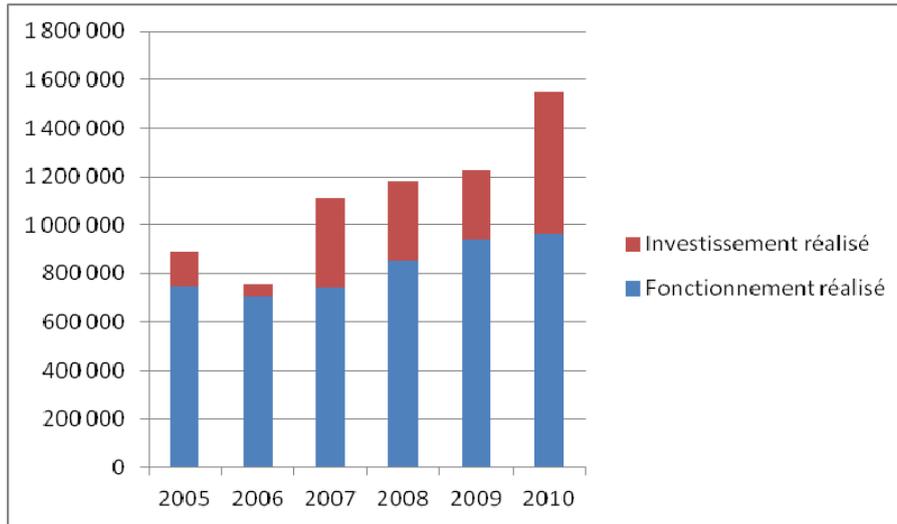
Si le schéma ci-dessus nous renseignait sur l'évolution du budget programmé sur 6 ans, la réalité de la consommation budgétaire présente un autre profil qui se caractérise par les trois points suivants :

- La partie fonctionnement passe de 747 962 dh à 963 339 dh ce qui correspond à 22% d'augmentation. Cette composante budgétaire accuse une baisse importante

entre programmé et réalisé puisque nous passons de 81% de consommé en 2005 à 64% en 2010.

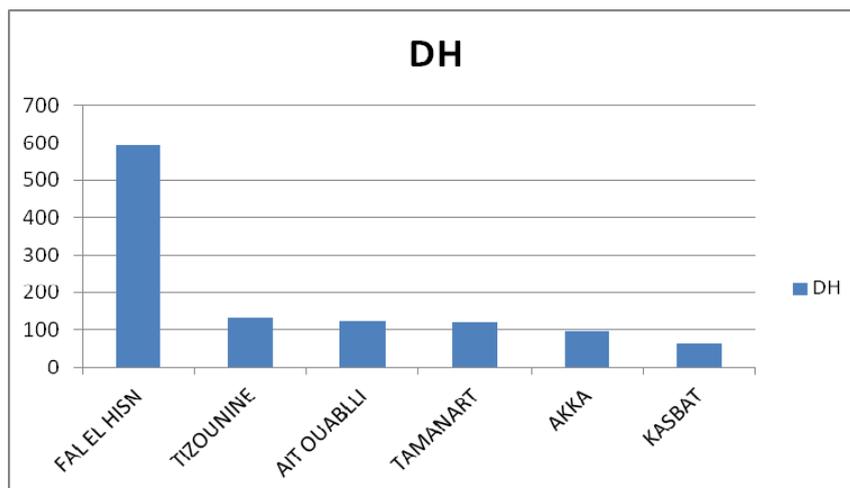
- Pour la part dévolue à l'investissement, on a les deux exercices de 2005 et 2006 avec moins de 25% de mobilisé. Ensuite cette part se stabilise aux alentours des 40%. Les sommes engagées restent très modestes puisque l'on se situe entre 300 et 500 000 dh/an.
- Le montant moyen sur 6 ans (2005-2010) du budget d'investissement mobilisé par habitant est de 130 dh/an, pour 379 DH de programmé soit une perte de 249 dh/an/hab. La commune est en mesure de mieux faire.

Figure 9 : Budget réalisé entre 2005 et 2010



Au niveau cercle la commune de Tizounine se situe au même niveau que les autres communes. Ce qui est flagrant c'est que seule la CU de Fam el Hisn arrive très largement en tête. C'est la seule à avoir une réelle capacité de mobilisation de sa part d'investissement. Les autres n'ont que de très faibles capacités, toutes sont comprises entre 130 et 63 DH/habt.(9 fois moins que FEH) qui arrive à mobiliser la somme de 593 DH/habt en moyenne sur 6 exercices.

Figure 10 : Budget réalisé par habitant dans le cercle de Akka entre 2005 et 2010



## VI.2.2- Composition du budget

Si le budget global de la commune a augmenté depuis 6 ans, on remarque que la part de la TVA a augmenté pour passer de 835 000 DH en 2005 à 1 364 000 DH en 2010 soit une augmentation de 38%.

Tableau 38: dotation TVA et impôts locaux perçus par la commune entre 2005 et 2010 (DC Tata).

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dotations TVA	91%	93%	93%	94%	95%	91%
Impôts locaux	9%	7%	7%	6%	5%	9%

Toujours à propos de la TVA, sa part est stable entre 2005 et 2010, proche de 93%. Pour les recettes propres, la commune recouvre en moyenne 80 000 dh/an en moyenne sur les 6 dernières années. Elles sont constituées par les recettes des droits de timbre et les émargements se rapportant à la gestion de l'eau potable (Douars de Tizounine et Ain Iguerramen).

### ■ Part des dépenses d'équipement et de fonctionnement

A propos des dépenses de la commune, on constate que le budget communal est principalement consacré aux dépenses de fonctionnement, la moyenne sur 6 ans est de 76% pour le fonctionnement et 24% pour l'investissement. Sur ces 6 dernières années, on remarque qu'il peut varier fortement d'une année à l'autre puisque l'on passe de 7% en 2006 à 38% en 2010.

On ne constate pas une réelle dynamique d'investissement même si c'est une CR de petite taille avec des moyens limités, elle a la possibilité de mieux mobiliser ses fonds d'investissement. Même s'il y a eu un changement d'équipe d'élus en 2009 cela n'a eu aucune répercussion sur la stratégie communale.

Tableau 39: Budgets de fonctionnement et d'équipement de la commune entre 2005 et 2010.

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Part fonctionnement	84%	93%	67%	72%	76%	62%
Part investissement	16%	7%	33%	28%	24%	38%

L'investissement communal même s'il est faible, il se réalise dans des dépenses d'infrastructures de base (eau, électricité et pistes). Malgré tout la commune est arrivée à une qualité de service satisfaisante, et elle pourrait être en mesure de mieux cibler ses investissements qui pourraient être porteurs d'une dynamique économique.

Surtout que la commune va bénéficier d'une dotation de l'INDH à raison de 1,2 millions de dirhams par an, ceci devrait lui permettre d'amorcer une nouvelle dynamique pour le futur mandat et développer une stratégie.

## VI.3- Les priorités d'action de la commune

### VI.3.1- Les projets réalisés

Les projets réalisés par le conseil communal entre 2005 et 2011 sont les suivants :

INTITULE OU/ETCONSISTANCE DU PROJET	DATE	MAITRE D'OUVRAGE	PARTENAIRES	Etat d'avancement	Montant (dh)
Alimentation du douar Tizounine en eau potable	2007	CR	INDH	100%	207 366,00
Acquisition du matériel informatique	2007	CR	INDH	100%	86 400,00
Création d'un périmètre irrigué au douar d'Igdi	2009	CR	INDH	100%	273 000,00

### VI.3.2- Les projets programmés à moyen et long terme

Les deux seuls projets qui sont programmés par le conseil communal actuellement concernent l'eau potable :

Le premier s'agit de creusement d'un puits et construction d'un château pour renforcer le service d'eau potable au douar de Tizounine, cela sera financé dans le cadre de l'INDH avec un montant de 250 000 dhs. Alors que le deuxième projet concerne le creusement d'un puits à Ain Iguerramen sur le financement propre de la commune avec le montant de 60 000 dhs.

## VI.4- Dynamique d'acteurs

### VI.4.1- Les partenaires

Les seuls partenaires de la commune sont les services de l'état qui sont intervenus dans le cadre de la réalisation des équipements et infrastructures de base. La commune a pu bénéficier des financements de l'INDH au cours des exercices précédents pour des appuis de moyenne importance.

La commune ne développe pas de stratégie de partenariat pour tenter d'améliorer les conditions de vie de ses populations.

### VI.4.2- Le tissu associatif

La commune de Tizounine compte 12 associations ce qui est beaucoup compte tenu de la taille de la commune. On peut s'interroger sur la pertinence de cette multiplication des centres de décision qui peut développer des concurrences plus que des synergies. On remarque que les créations de ces structures s'est faite en deux étapes :

- Une première vague de création dans les années 90 (1/3) pour répondre à deux problématiques essentielles, la gestion de l'eau potable et les activités agricoles.
- Une seconde vague est intervenue, après le lancement de l'INDH en 2005 la plus nombreuses (2/3) qui a favorisé l'émergence des associations et dont l'objet s'est diversifié : culture, activités féminines, artisanat, etc.

En matière d'association, on rencontre deux situations différentes :

- Tizounine qui dispose de la majorité des associations de la commune (2/3) ou l'on trouve les plus actives. La multiplication des centres de décision sous l'égide de jeunes compétences montre une volonté à vouloir s'organiser pour améliorer la situation des populations.
- A l'inverse Igdi compte une coopérative et une association créée en 1998 qui s'occupe de l'ensemble des activités mais qui connaît un grave problème quant à l'approvisionnement en eau potable.

On constate que la majorité des associations de la commune est active. Cette activité est appréciée à travers le nombre important d'intervenants et partenaires qui interviennent sur le territoire : CR, CP, Délégation de Artisanat, DPA, DPS, Alcesdam, Oxfam, IRCAM...etc.

La dynamique de ces associations a comme résultats la création et l'organisation de certains projets dans les différents domaines de développement humain ou social. Les domaines d'interventions des associations locales concernent principalement l'amélioration des activités agricoles, la mise en place et la gestion du service de l'eau potable, les affaires des femmes et enfants, la culture et le sport.

La commune compte deux coopératives agricoles, mais leur rôle n'est en rapport avec les attentes des agriculteurs ceci est du au déclin progressif de l'activité et du manque de certaines compétences capables de monter des projets et trouver des financements. Il est à noter qu'une partie non négligeable des compétences masculines pratique l'exode

## **VI.5- La notion de genre dans le diagnostic**

La notion de genre renvoie principalement aux différences sociales qui changent selon l'appartenance à un groupe d'âge, à une classe, couche sociale ou à une ethnie. Cette notion permet d'approcher la hiérarchie des statuts et des rôles, des obligations et des droits que la société attribue aux hommes et aux femmes. Cette différenciation entre les sexes varie selon la culture, les classes sociales, les stades de la vie, le type de société dans laquelle les hommes et les femmes s'intègrent. Elle se présente dans les espaces de la vie domestique et communautaire et touche tous les domaines et réalités sociales.

L'analyse que nous avons faite du profil de la CR de Tizounine, à travers les quatre grandes composantes, nous a permis de mieux comprendre la dimension genre, notamment le statut des hommes et des femmes, d'analyser leurs rôles et attributions dans le ménage, dans la société locale, de cerner dans quelle mesure ils ont un accès et un contrôle des ressources.

Tout au long du DTP, nous avons eu le souci de bien comprendre comment s'organisaient les tâches et les rôles de chaque acteur.

A ce titre, trois problèmes de cet ordre ont été pointés :

- Le rôle du principal acteur du territoire qu'est la femme (60%)
- Les situations conflictuelles au sein de la commune
- Les jeunes et leur perception de leur avenir sur le territoire

Dans le cadre de ce travail, il a semblé important de concentrer la réflexion sur la composante la plus nombreuse de la population que sont les femmes : leur rôle a été apprécié à travers les quatre analyses : démographie, accès aux services, économie et institutionnelle.

### **VI.5.1- L'intégration des femmes, un chemin long et difficile**

Le processus d'intégration de la femme dans le développement économique a fait bien du chemin depuis des décennies tant à l'échelle nationale qu'internationale. En effet, grâce à différents facteurs et mouvements, le changement, malgré les résistances, s'est opéré progressivement.

Ce changement apparaît notamment dans les lois qui ont beaucoup évolué en faveur des droits de la femme, dans les mentalités de façon plus lente et par conséquent dans les pratiques encore plus difficiles à changer. Le Maroc n'est pas en reste dans ce domaine. Le nouveau code de la famille représente un grand pas en avant couronnant un long chemin parsemé de mouvements tels que le printemps de l'égalité, le printemps de la dignité mais aussi de mesures radicales reflétant la bonne volonté des décideurs.

L'intégration de l'approche genre a petit à petit fait timidement mais sûrement son entrée à tous les niveaux. Le dernier en date concerne le domaine politique avec l'objectif du tiers en vue de la parité concernant les collectivités locales et différentes autres instances. Bien sûr, les résultats restent en deçà de ce qui était prévu et souhaité par les différents acteurs. Le cas de la Commune de Tizounine n'est pas une exception au contraire. En fait, dans une commune où la femme représente 60% de la population, on se serait attendu à ce que l'évolution de sa situation soit plus rapide. Il n'en est rien.

Le seul domaine où il y a eu une évolution évidente est le domaine de l'éducation. En effet, en 2012 toutes les filles en âge d'intégrer l'école primaire, ont été scolarisées. L'accès des filles est moins satisfaisant concernant à la maternelle, le collège, le lycée et plus encore l'enseignement supérieur. Mais d'après les entretiens réalisés et les chiffres, la situation s'améliore. Cela est probablement dû aux efforts déployés dans ce sens par différents acteurs. L'alphabétisation a aussi été largement suivie par les femmes des douars de la commune avec des niveaux de réussite très différents selon les douars.

La pratique de l'exode, s'il elle apporte des subsides indispensables aux familles, a aussi son lot de contraintes d'ordre social pour les femmes. La difficulté d'avoir une vie affective et maritale normale, un âge de plus en plus tardif du mariage dont l'âge moyen est passé à 30 ans.

Forces	Volets à améliorer
<b>POPULATION</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les femmes représentent environ 60% de la population dans la commune, 69% de la classe 15-59 ans ;</li> <li>▪ Il y a deux élues à la commune ;</li> <li>▪ Les migrants nationaux représentent la principale source de financement des familles ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les élues ne participent pas vraiment à la prise de décision ;</li> <li>▪ Les femmes ne sont pas assez responsabilisées ;</li> <li>▪ Le nombre de filles célibataires reste élevé ;</li> <li>▪ L'âge moyen de mariage est de plus en plus tardif ;</li> <li>▪ Les femmes ont des difficultés à se déplacer (problèmes culturels liés aux us et coutumes) ;</li> <li>▪ La vision de la femme par la société limite sa liberté</li> <li>▪ L'argent de la migration ne contribue pas au développement local ;</li> <li>▪ La violence : il y a quelques cas de violence morale ;</li> <li>▪ Il y a un manque de diversité quant aux activités récréatives pour les femmes ;</li> <li>▪ Il y a beaucoup de conflits entre les habitants au sein des douars ;</li> </ul>
<b>ECONOMIE</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les femmes ont un savoir-faire dans les domaines suivants :               <ol style="list-style-type: none"> <li>1) la broderie, le crochet, le tricot, l'artisanat (la vannerie (branches de palmier, sachets plastique), tissage (recyclage des tissus usagés), la production est vendue pendant les salons et expositions ;</li> <li>2) agriculture (fruits, légumes, aliments de bétail, les produits ne sont pas vendus et sont pour une consommation locale), élevage (bovins, ovins, caprins, cuniculture, volaille), production des dattes mais qui ne sont pas d'une bonne qualité) ;</li> <li>3) Production du couscous,</li> </ol> </li> <li>▪ Il y a des activités d'élevage ;</li> <li>▪ Les femmes sont très motivées pour se former et mettre en place des activités génératrices de revenu notamment à travers des coopératives ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Il y a deux associations féminine au douar de Tizounine aucune à IGdi;</li> <li>▪ Les femmes ont besoin d'un encadrement professionnel notamment du point de vue créativité, commercialisation. L'encadrement doit être plus important en qualité et en quantité pour valoriser leurs compétences ;</li> <li>▪ Les femmes manquent de formation professionnelle ;</li> <li>▪ Il y a une difficulté quant à l'accès aux produits subventionnés notamment la farine ;</li> <li>▪ La province connaît depuis plusieurs années une sécheresse qui a causé beaucoup de dégâts ;</li> <li>▪ Il n'y a pas de productivité satisfaisante dans l'agriculture ;</li> <li>▪ Les femmes travaillent dans l'agriculture mais ne reçoivent aucune contre partie pécuniaire si ce n'est le travail salarié dans l'exploitation privée;</li> <li>▪ le savoir-faire en artisanat n'est pas assez valorisé ;</li> <li>▪ Il n'y a pas vraiment d'effort pour maintenir les touristes dans la province de Tata ;</li> <li>▪ La commune de Tizounine connaît depuis plusieurs années une sécheresse qui a causé beaucoup de dégâts</li> </ul>

Forces	Volets à améliorer
<b>EAU POTABLE ET ELECTRICITE</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ En général, les maisons sont raccordées aux réseaux d'électricité et d'eau potable ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le paiement des redevances de l'électricité nécessite un déplacement à Akka et augmente ainsi le coût mensuel pour les familles ;</li> <li>▪ Il y a un gros problème quant à l'approvisionnement en eau potable, il y a régulièrement des coupures, et Igdi est particulièrement affecté, les femmes sont les plus exposées à ce problème, travail de tâches ménagères est augmenté ;</li> <li>▪ La plupart des rues ne sont pas assez éclairées ;</li> </ul>
<b>EDUCATION/FORMATION</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le seul volet par rapport auquel il y a une vraie évolution dans toute la commune est le volet taux de scolarisation et l'éducation en général ;</li> <li>▪ Préscolaire : il y a une maternelle mais les filles sont minoritaires 38% ;</li> <li>▪ Primaire bon taux de scolarisation comparable aux garçons ;</li> <li>▪ Collège et lycée : une différence notoire entre filles et garçons ;</li> <li>▪ Taux d'analphabétisme encore important de 44,93% chez les femmes ;</li> <li>▪ Association sur Tizounine qui organise des cours d'alphabétisme ;</li> <li>▪ Il y a de plus en plus de filles qui partent continuer leurs études supérieures ;</li> <li>▪ Toutes les femmes souhaitent que leurs filles soient scolarisées et continuent leurs études supérieures ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Préscolaire : le niveau n'y est pas satisfaisant car les institutrices manquent de compétences, de nombreuses filles ne vont pas à la maternelle ;</li> <li>▪ Ecole primaire : il y a souvent un manque en Ressources Humaines ;</li> <li>▪ Collège et lycée : la difficulté d'accès au collège surtout pour les filles problème de logement ;</li> <li>▪ Taux d'abandon scolaire important chez les filles pour le collège et lycée</li> <li>▪ Les femmes n'ont que peu de connaissance concernant le nouveau code de la famille ;</li> <li>▪ Les acteurs associatifs ont besoin d'un renforcement de leurs capacités et d'encadrement et accompagnement concernant les questions féminines,</li> <li>▪ Les femmes souhaitent voir leurs capacités renforcées dans le domaine des affaires publiques en l'occurrence les élections, la prise de décision et le travail associatif,</li> <li>▪ Les parents souffrent du coût élevé engendré par les études de leurs filles ;</li> <li>▪ Beaucoup de jeunes filles avaient quitté l'école depuis quelques années et sont maintenant au douar et ont besoin d'avoir la possibilité de développer leur culture générale et maintenir et améliorer leur niveau d'éducation (une maison de culture, des bouquins pour faire de la lecture, ...) ;</li> <li>▪ Les familles empêchent encore leurs filles de faire des études à Akka par peur pour elles ;</li> <li>▪ Besoin d'une bibliothèque pour développer la culture générale chez les jeunes filles et les femmes,</li> <li>▪ Eloignement du collège, il n'y a pas de transport scolaire ;</li> <li>▪ Les parents ne sont pas assez sensibilisés ni conscient de l'importance de l'éducation pour leurs enfants ;</li> <li>▪ Il n'y a pas de réseau d'internet ;</li> <li>▪ Les élèves sont très faibles en langues (arabe, français et anglais), il serait nécessaire de prévoir un appui dans ce sens ;</li> <li>▪ Problèmes liés au manque sinon à l'absence d'outils et d'espace d'animation bien que les élèves soient doués dans plusieurs compétences ;</li> <li>▪ Le nombre de salles au collège et lycée n'est pas suffisant ;</li> <li>▪ Le collège manque de tables ;</li> <li>▪ Une grande faiblesse concernant l'orientation des élèves.</li> </ul>

SANTÉ	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les femmes sont conscientes de l'importance du suivi médical pour les femmes enceintes et pour les bébés et enfants ;</li> <li>▪ Il y a des accoucheuses traditionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Il n'y a pas de relais pour les accoucheuses traditionnelles ;</li> <li>▪ Il y a plusieurs problèmes de santé liés à la grossesse et l'accouchement : manque de suivi médical, le dispensaire est trop loin, il n'y a pas de médecin, il y a peu de médicaments pour la population d'Igdi ;</li> <li>▪ Il faut se déplacer sur Tizounine ou Akka ;</li> <li>▪ il y a un problème pour les urgences notamment l'évacuation des malades d'Igdi pas d'ambulance ;</li> <li>▪ Femmes enceinte : manque de suivi médical et problème concernant le transport ;</li> <li>▪ Manque de suivi médical pour les femmes âgées ;</li> </ul>
INSTITUTIONNEL	
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Il y a deux associations de développement féminin qui sont actives ;</li> <li>▪ Il y a un foyer féminin au douar de Tizounine ;</li> <li>▪ Présence de deux femmes au conseil communal :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les associations de développement ne s'intéressent pas assez à l'intégration de l'approche genre ;</li> <li>▪ Les femmes sont actives dans l'association de développement existante mais n'ont pas assez de pouvoir de décision, gestion masculine ;</li> <li>▪ Il n'y a pas de connexion à internet ;</li> <li>▪ La couverture réseau pour les portables n'est pas de bonne qualité sur Igdi ;</li> <li>▪ Il y a un manque de moyens de transport ;</li> <li>▪ Deux femmes au conseil communal mais aucune amélioration n'est constatée, conseil communal pas actif</li> </ul>

Les ateliers organisés avec les femmes de différents douars de la commune ont montré que la situation de la femme dans la commune connaît encore de nombreux problèmes et montre que l'intégration effective de l'approche genre aux PCD est plus que nécessaire afin de réduire l'écart avec d'autres communes du Maroc mais aussi pour contribuer au développement intégré de la commune et arriver ainsi à réduire l'exode rural à défaut de la stopper.

Cette intégration doit passer par le fait de renforcer les capacités des femmes, d'améliorer leur capacité de connaissance et de formation qui est demandé, de les appuyer quant à la création et le développement d'activités génératrices de revenus dans un cadre juridique formel qui peut se faire à travers la promotion du modèle associatif qui est en cours de développement mais qui doit être largement renforcé..

Concernant l'intégration de l'approche genre, la priorisation qui ressort des ateliers est la suivante :

- **Améliorer les conditions de l'éducation à tous les niveaux afin d'obtenir des diplômes qui peuvent assurer à leurs filles un travail avec un salaire décent et aussi développer les compétences des femmes adultes à travers des programmes d'alphabétisation ;**
- **Assurer le développement des Activités Génératrices de Revenus féminines qui seront un plus important pour le développement économique de la commune et pour l'accès à des ressources propres ;**
- **Mettre en place un programme de renforcement des capacités des femmes et des associations concernant le code de la famille, la violence faite aux femmes, les élections et leur rôle dans les collectivités locales ;**
- **Assurer une meilleure prise en charge du secteur de la santé notamment pour les populations d'Igdi.**

## VI.6- Conclusion

L'équipe communale, techniciens et élus, ne semble pas prête à vouloir s'investir pour améliorer le fonctionnement de leur institution. La commune tourne au ralenti et le fait que le président ne s'occupe pas de la commune a semble-t-il démotivé l'ensemble de l'équipe et il semble difficile d'enclencher une nouvelle dynamique de développement communal. La CR s'individualise par le fait :

- La mobilisation de leur part d'investissement, reste très faible, 25% en moyenne sur les six dernières années avec des montants très faibles : 130 dh/hab/an ce qui ne permet pas de réaliser des actions d'envergure capables d'améliorer les conditions de vie des populations. Il n'y a pas de volonté à mettre en place une véritable politique d'investissement en faveur des populations.
- Aucune volonté à vouloir développer de nouveaux partenariats, les sources de financement restent classiques et conditionnées par les sollicitations de la province (INDH). Pas de prise en charge directe par la commune pour aller chercher des financements complémentaires.

Néanmoins, on constate que l'équipe communale est consciente de ses différentes faiblesses et semble portée par une volonté de changement qui lui permettrait d'améliorer la situation au cours des futurs exercices. Il reste à savoir si l'ensemble de l'équipe constituée d'élus et techniciens sera en mesure de se mobiliser dans le cadre de cette nouvelle politique d'investissement qui demande de sérieux efforts de la part des deux composantes. Il faudra absolument renforcer les compétences des deux pôles pour essayer de faire changer le cours des choses.

La composante associative quant à elle, est dynamique. Elle essaie à travers de jeunes compétences de réaliser des actions en faveur des populations malgré les faibles moyens dont elles disposent. Sur 12 structures associatives et coopératives, la moitié est dynamique et de qualité. Néanmoins le manque de moyens ne leur permet pas d'aller capter des financements extérieurs et malgré cette volonté à vouloir bien faire, leurs actions restent encore limitées. Même s'il existe une synergie entre les associations notamment entre celles de Tizounine, des conflits émaillent la vie et peut bloquer certaines actions d'importance (agriculture).

Parmi les acteurs, les migrants jouent aussi un rôle économique et décisionnel important car ils font vivre la majeure partie des habitants. Même si les signes extérieurs d'aisance sont réduits, il y a lieu d'initier des actions en leur faveur pour voir comment ils peuvent être mieux pris en compte dans la démarche territoriale que la commune veut promouvoir. Leur connaissance, leurs réseaux peuvent être importants dans la mise en œuvre d'une vision communale.

La dimension genre doit aussi être au cœur de la problématique communale, l'acteur « femme » qui représentent plus de 60% de la population doit pouvoir jouer un rôle plus important que par le passé et des actions doivent être initiées dans ce sens pour qu'elles deviennent un acteur plus actif participant mieux au développement de leur territoire.

La commune doit développer et diversifier ses partenariats et pour se faire elle doit aussi se rapprocher des autres communes du cercle car comme on a pu le voir certaines problématiques de développement sont identiques et peuvent trouver des solutions. Fam El Hisn qui a su créer un réseau de partenaires important et pourrait être le leader de ce groupe inter communal.

## Conclusion sur l'état des lieux

Forces	Faiblesses
<b>Cadre naturel et environnemental</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Potentialité en terres de cultures et zone de pâturage au niveau de l'oued Drâa, considéré comme la zone de production par excellence</li> <li>Disponibilité en terre fertiles autour des oasis traditionnelle (installation de plusieurs exploitations), achat de terres important</li> <li>Même si le niveau de la nappe phréatique a baissé, il existe encore des potentialités au nord du douar de Tizounine (installation exploitations et Alcesdam) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Climat semi désertique</li> <li>Grande variabilité des précipitations et baisse prévue dans le moyen terme</li> <li>Vents violents favorisent l'ensablement ;</li> <li>Baisse de la nappe phréatique et des débits (de 5 à 25/30m en 50 ans) ;</li> <li>Baisse de la production de la biomasse, parc arboré se réduit de plus en plus ;</li> <li>Diminution de l'alternance de bonnes années en culture d'épandage sur le Drâa ce qui affecte le système de production ;</li> <li>Difficulté d'accès du fait de la militarisation de la zone, difficulté à obtenir des autorisations</li> </ul>
<b>Analyse démographique</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Présence féminine importante, 66%, le premier acteur de la commune en matière d'actif, il a la volonté à vouloir s'investir dans les activités ;</li> <li>Taux de croissance naturel de 1,23%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Très petite commune, moins de 2 000 habitants, faible densité</li> <li>Crise démographique, chute de -3% entre 04 et 11</li> <li>Très fort taux de migration des hommes ;</li> <li>Les compétences masculines quittent le territoire du fait de l'exode ;</li> <li>Difficulté des femmes à se marier et âge du mariage qui recule (28 ans) indice de fécondité en baisse (de 4,6 à 3,7 entre 94 et 04)</li> <li>Vieillesse de la population ;</li> </ul>
<b>Analyse des réseaux et services sociaux de base</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Bon réseau routier RN 12 et bonne accessibilité des douars</li> <li>Bon niveau de couverture en eau et électricité ;</li> <li>Bonne couverture en moyens de télécommunication ;</li> <li>Présence du préscolaire moderne et coranique ;</li> <li>Une école dans chaque douar : 1 école centrale et 3 annexes</li> <li>Présence d'un Lycée et d'un collège à Akka, difficulté de transport ;</li> <li>Construction d'un collège à Ait Ouabelli ;</li> <li>Couverture sanitaire correcte pour Tizounine présence d'un médecin 3j/s</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le problème de l'accès à l'eau potable devient important pour Igdi</li> <li>Existence de problèmes dans l'entretien des réseaux, taux de calcaire important</li> <li>La capacité de gestion de l'eau potable par les associations peut être améliorée ;</li> <li>Problème de gestion des déchets solides ;</li> <li>Fort taux d'analphabétisme féminin ;</li> <li>Taux d'accès au préscolaire faible chez les filles</li> <li>La qualité de l'enseignement pourrait être améliorée ;</li> <li>Division sur la fréquentation du futur collège d'Ait Ouabelli favorable pour Igdi et défavorable pour Tizounine (Akka)</li> <li>Faible couverture sanitaire pour Igdi</li> </ul>
<b>Analyse économie</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Des revenus monétaires qui proviennent en presque totalité de la migration que pratiquent les hommes dans les villes marocaines</li> <li>Très faible production agricole, les palmeraies sont très dégradées agriculture d'autosubsistance ;</li> <li>Présence de compétences en matière d'élevage avec le développement de la race D'Man;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Zone fortement enclavée, éloignée des principaux centres de production et de développement, loin des marchés ;</li> <li>La CR participe à l'économie nationale en fournissant de la main d'œuvre mais ne produit rien à partir de son territoire en faveur de l'économie nationale ;</li> <li>L'argent reçu de la migration permet de survivre mais pas d'investir dans des activités productrices ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence d'appuis techniques et financiers de la part de l'Alcesdam/DPA/Coca (réalisation de 40 ha de palmeraie)</li> <li>• Présence de savoir faire féminin dans le cadre des activités artisanales ;</li> <li>• Un secteur minier à redynamiser ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le système de production oasien traverse une crise profonde, la palmeraie traditionnelle est très dégradée ;</li> <li>• Importantes transactions foncières en faveur d'investisseurs extérieurs sans retombées économique pour les habitants ;</li> </ul>
<b>Analyse institutionnelle</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'associations et de coopératives qui essaient malgré les nombreuses difficultés d'être dynamiques pour apporter des appuis aux populations ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'institution communale rencontre des difficultés à fonctionner correctement et à jouer son rôle pour améliorer les conditions de vie des populations ;</li> <li>• Un budget peu important et une faible capacité d'investissement ;</li> <li>• Manque de vision de développement pour la commune et donc pas de stratégie globale qui permet de planifier les investissements ;</li> <li>• Ressources financières propres de la commune sont très limitées, incapables de satisfaire aux attentes de la population pour enclencher une dynamique d'investissement ;</li> <li>• Problèmes internes de certaines associations qui bloquent le bon déroulement de certains projets ;</li> </ul>

## **PARTIE 2 : ANALYSE STRATEGIQUE**

## Dynamiques majeures et identité communale

La commune rurale de Tizounine est une commune récente, créée en 1992 et très peu peuplée, 1 945 habitants. C'est la plus petite de la province. Elle fait partie du cercle d'Akka, de la province de Tata et se situe à 18 km au sud-ouest de CU d'Akka à laquelle elle est reliée par la route Nationale 12 qui traverse son territoire d'est en ouest.

### Situation et fonctionnement du territoire dans son environnement

Le fonctionnement de la commune de Tizounine s'articule autour de trois zones bien distinctes :

- **La zone du chef lieu Tizounine** qui intègre le sous douar de Kasser Elbarraka bénéficie des différents réseaux et services de base. Si Kasser Elbarraka est davantage porté sur l'agriculture, celui de Tizounine suite à l'arrêt de l'exploitation minière ne dispose plus d'aucune palmeraie digne de ce nom. Les revenus de la migration constituent la majeure partie des ressources des familles. Aussi on constate un phénomène d'installation d'investisseurs extérieurs qui achètent des terres pour mettre en culture des superficies de grande taille et un appui Alcesdam/DPA pour la création de 40 ha de palmeraie.
- **La zone d'Igdi** est constituée par la vallée de l'oued qui porte le même nom qui intègre le sous douar d'Ain Iguerramen. Cette zone agricole souffre de plus en plus de la sécheresse et connaît des difficultés importantes avec la baisse de la nappe phréatique. La migration notamment par l'intermédiaire du commerce et un peu dans l'armée représente la majeure partie des ressources des exploitations.
- **La zone sud**, espace non habité destiné à l'élevage et disposant des principales ressources naturelles qui se termine par l'accès au Drâa à 30 km est aussi très affecté par les dernières sécheresses.

La commune de Tizounine entretient des liens étroits avec le centre d'Akka, son chef-lieu de cercle, pour les fonctions :

- d'enseignement : collège et lycée d'Akka fréquentés par les élèves de la commune ;
- sanitaire : présence d'un centre avec des médecins, accouchement ;
- économique : grande attractivité du souk hebdomadaire d'Akka pour toutes les communes du cercle ;
- administrative : commandant de cercle, gendarmerie, justice.

### Identité et vocation de la commune

Tizounine la plus petite commune de la province reste sous l'influence de la commune urbaine d'Akka du fait de la présence de nombreux services commerciaux, administratifs, éducatifs, sanitaires.

Jusque dans les années 80, la CR jouissait d'une situation économique favorable, principalement grâce à son exploitation minière qui en faisait un pôle économique attractif (nombreuse main d'œuvre, des activités annexes comme le transport, le commerce, etc.). Depuis 1983, date d'arrêt de l'activité, la commune rencontre des difficultés à trouver sa vocation d'autant plus que cette crise s'est accompagnée d'une période de sécheresse importante qui a affecté sérieusement son potentiel productif.

Quant aux activités agro-pastorales, elles ont été très affectées par les conditions d'aridité survenues à la même période. Les ressources en eau font cruellement défaut (assèchement

des khetaras et baisse de la nappe). A ce jour, même l'alimentation en eau potable d'Igdi est problématique. Les anciennes palmeraies sont dans un état d'abandon avancé et les productions sont très faibles voir inexistantes à Tizounine. Les cultures de bour et d'épandage n'étant productives qu'une année sur neuf c'est tout le système de production qui est en crise. Les projections climatiques pour les futures décennies ne semblent guère optimistes. Seules quelques exploitations disposant de moyens financiers importants capables d'investir sont à même de s'en sortir.

Le phénomène nouveau est la vente ou la location de terre à des investisseurs extérieurs en capacité à investir dans des exploitations de grandes superficies.

De cette double crise, la commune s'est installée dans une crise profonde qui se traduit par une chute démographique sans précédent de l'ordre de -3% de croissance nette depuis 10 ans. La déprise démographique prend une ampleur inquiétante. De plus, les conflits entre les deux principaux douars n'arrangent en rien la situation et le futur développement de la commune.

Au fur et à mesure, la migration principalement en faveur des villes des grandes villes marocaines, est devenue la principale ressource monétaire des familles qui restent sur place. L'argent vient pratiquement en totalité de l'extérieur, les familles survivent grâce aux activités menées par les hommes alors que les femmes restent sur le territoire communal. Les douars constituent davantage un territoire de repli qu'un territoire de production.

Face à cette situation difficile, on peut être inquiet pour le devenir de cette commune mais cette entité jouit toutefois de certaines potentialités qu'il serait intéressant de mettre en valeur :

- Des familles détentrices de droit pour exploiter une ressource minière qui pourrait être redynamisée,
- Une commune qui dispose d'infrastructures de base correcte qui peuvent être améliorées,
- Une zone fertile pour la culture du palmier dattier (en dehors de l'oasis, l'Alcesdam et des investisseurs s'installent),
- La zone du Drâa qui pourrait être mieux valorisée,
- Des compétences en élevage avec une bonne connaissance de la race D'Man,
- Un nombre important de jeunes diplômés disposant de compétences prêt à s'investir dans le développement de la commune,
- Un milieu associatif et coopératif qui a la volonté à vouloir initier des actions.

Comme on peut le voir, les potentialités si minces soient-elles, peuvent permettre d'enclencher une dynamique de développement territorial si un certain nombre d'acteurs veulent bien jouer le jeu et si des synergies à différentes échelles se mettent en place, seule la CR de Tizounine ne pourra relever les différents défis qui lui sont proposés.

## Questionnements et orientations stratégiques

Du fait de son positionnement géographique, la Province et plus particulièrement la commune se trouve en dehors des circuits de l'économie nationale. Sa seule participation à l'économie nationale est de fournir de la main d'œuvre dans les grands centres urbains par le biais de l'exode. De ce fait, elle perd les meilleures de ses compétences. Il s'agit donc de donner la meilleure formation que possible à ces élèves pour qu'ils puissent trouver plus facilement du travail.

Les espaces ou les niches de développement restent réduits car la zone, au regard de ce qui vient d'être développé, dispose de très faibles potentialités et se trouvent en dehors des grands axes et circuits économiques. Nous sommes dans une zone fortement enclavée et marginalisée. Si la situation est difficile déjà depuis de nombreuses décennies, il existe peu de potentialités qui peuvent véritablement faire évoluer la situation.

La question de fond est de savoir quelle peut être la stratégie de la commune face à la crise profonde qu'elle traverse. Que doit-elle mettre en œuvre pour tenter de garder les 2 000 habitants qu'elle compte et qui commence à partir de plus en plus tout en sachant que cette population est à majorité féminine et vieillissante. Alors que la majorité des jeunes n'a qu'un objectif, partir du territoire communal faute de pouvoir trouver de l'emploi de qualité.

La commune a-t-elle véritablement la possibilité de garder cette population sur son territoire ?

Comme on peut le voir, les défis sont immenses pour le futur et la marge de manœuvre reste très étroite.

Néanmoins, il s'agit de définir des pistes pour tenter d'améliorer l'existant et pour encourager certains acteurs désireux de s'investir dans le cadre d'une nouvelle dynamique de développement communal.

Les perspectives envisageables d'amélioration de la situation des populations reposent sur trois orientations stratégiques.

### **Mettre en place une stratégie de formation pour que la commune joue pleinement son rôle pour enclencher une dynamique territoriale**

En matière de développement économique, il est essentiel de faire émerger et d'accompagner les capacités d'initiatives locales. Celles-ci n'existent pratiquement pas ou sont trop peu nombreuses pour garantir le développement durable du territoire. L'objectif est de faire émerger ces compétences, ce doit être une priorité pour la commune.

Ceci passe à travers l'implication et la mise en place d'un plan de renforcement des compétences des différents acteurs sur le moyen terme afin de créer une dynamique, une synergie entre acteurs et les différents niveaux décisionnels. Il faut donc définir une politique de renforcement des capacités au niveau provincial car cette thématique se retrouve dans de nombreuses communes pour appuyer le processus dans sa globalité. A ce jour, on peut axer le travail en faveur de trois acteurs principaux du territoire communal :

- L'équipe communale,
- Les associations, coopératives, initiatives privées, porteurs de projets
- La composante féminine.

## → Permettre à la commune de devenir un acteur central du développement territorial

Pour la commune, différents axes sont envisageables pour améliorer la situation pour favoriser le dialogue et les synergies avec les autres structures, acteurs et niveaux de décision infra et supra communaux en vue de jouer pleinement son rôle d'initiateur d'une dynamique de développement territorial. Nous proposons 3 axes :

### ▪ *Développer une stratégie interne*

Une fois ses axes stratégiques définis et le PCD validé, la commune se doit de développer une stratégie avec l'ensemble des autres acteurs pour promouvoir son territoire et impliquer les acteurs que sont les élus, le personnel de la commune, les autorités locales, les services extérieurs et privés, les associations et les coopératives doivent être sensibilisés et qualifiés pour accompagner le processus de développement territorial initié par la CR.

La commune doit réaliser un travail avec ces différents partenaires existants sur son territoire pour mettre en synergie ces différents acteurs pour construire avec eux les actions de développement de demain. Elle se doit de les impliquer tout au long du processus.

### ▪ *Développer une stratégie externe*

Comme on peut le constater, les communes qui réussissent sont celles qui ont un leader capable d'entraîner avec lui les différents acteurs dans une démarche crédible. Pour le territoire du cercle d'Akka, seule la commune urbaine de Fam El Hisn émerge avec une capacité d'investissement soutenue en faveur des populations et ceci tient à la présence d'un président détenteur d'une forte personnalité capable d'attirer des financements dans sa CU, rompu au système de l'administration qu'il maîtrise parfaitement.

Il y a donc un travail à lancer avec les communes voisines au niveau du cercle pour aborder certaines problématiques fondamentales inhérentes à leur territoire (agriculture, Drâa, élevage, tourisme, etc.) pour réfléchir ensemble à des solutions pouvant améliorer les conditions de vie des populations. Les élus doivent être proactifs, en mesure de réaliser des démarches pour argumenter auprès des investisseurs potentiels : état, collectivités, privés.

Cette problématique s'applique aussi en faveur du niveau provincial et régional car l'ensemble de ces trois niveaux de collectivités forment un tout devant agir en cohérence. Certaines problématiques (agricoles, tourisme, formation, animation territoriale) ne peuvent trouver un écho qu'à une échelle supra communale. Il s'agit donc de mettre en connexion ses différentes entités territoriales dans le but de mieux assurer le développement de demain et être capable de faire force de proposition.

### ▪ *Développer un dispositif d'animation du territoire*

Dans cette double perspective décrite ci-dessus, la commune doit être obligatoirement accompagnée dans l'avenir par des compétences en animation territoriale. Les communes doivent pouvoir s'appuyer sur un partenaire technique comme l'Agence du Sud et les niveaux de collectivité comme le Conseil Provincial et Régional pour réfléchir en commun à un dispositif d'animation territorial qui pourrait les accompagner et suivre leurs travaux dans le cadre de la mise en œuvre de leurs PCD.

Cette animation du territoire permettrait d'accompagner les communes et ainsi de les appuyer pour faire émerger certains dossiers importants pour le devenir de leur territoire.

## → Améliorer les capacités d'initiatives locales des différents acteurs

Il manque dans le territoire une dynamique collective et la volonté de mieux former les associations et coopératives pour qu'elles puissent être en mesure de jouer pleinement leur rôle. Il s'agit pour elles d'être en mesure de gérer correctement leurs domaines de responsabilité et de monter des dossiers pour capter des fonds sur leurs domaines de

compétence (agriculture, élevage, tourisme, gestion eau potable, activités des foyers féminins, etc.).

Il existe de nombreuses initiatives individuelles et des tentatives de leadership, sans que l'on ait un fonctionnement correct de l'entité. Il paraît nécessaire d'appuyer ces structures pour qu'elles puissent mieux fonctionner et ainsi jouer pleinement leur rôle.

Aussi au regard du mode de fonctionnement des populations, on constate que le caractère individuel est fortement prononcé. Dans cette logique il faudrait pouvoir accompagner les porteurs de projets de la société civile désireux de vouloir monter un projet économique ou social pour promouvoir le territoire communal.

### → **Renforcer la prise en compte de la composante féminine**

La composante féminine est de loin l'acteur le plus nombreux de la commune. Le poids réel des femmes dans les décisions et le développement est-il à la hauteur de leur participation effective des femmes à la vie de la commune et à ses différentes activités ?

La composante féminine est présente dans chacune des orientations stratégiques. Le plus important est de ne pas isoler les femmes à travers la promotion d'actions typiquement féminines mais bien de les intégrer dans le processus de réflexion global du territoire qui va conduire à intégrer les femmes aux différentes étapes de la construction de la stratégie de développement et ensuite des actions (eau potable, santé, économie, formation, etc.).

## **Quelles possibilités de développement économique pour la commune ?**

Au regard des résultats du diagnostic, la marge de manœuvre pour le développement d'activités économiques est très étroite. Le secteur minier a arrêté son activité, le système de l'oasis traditionnelle est très dégradé, le développement de l'activité agricole ne se fait qu'en marge de la palmeraie traditionnelle sur de nouvelles terres. Cependant sachant qu'il faut un minimum de 5 ans pour espérer une première récolte de dattes, seules les exploitations capables d'investir et de tenir ce temps sont à même de le faire (investisseurs extérieurs, retraités). Des investisseurs extérieurs commencent à s'accaparer le domaine foncier. Face ce défi important la marge de manœuvre de la commune reste très étroite. Quelques pistes peuvent être avancées.

### → **Revitaliser le secteur minier**

L'ancienne richesse de Tizounine reposait sur le secteur minier, il s'avère qu'en 2000 des contacts avaient été pris pour tenter de relancer le secteur mais sans succès. Il faut savoir si les 77 familles détentrices de ces droits ont encore la volonté à vouloir rechercher des investisseurs pour reprendre l'exploitation de leur gisement sans perdre leurs droits.

### → **Rétablir et faciliter l'accès au Draa**

La vallée du Draa ne sera plus ce qu'elle a été pour les différentes raisons que nous avons évoqués précédemment. Toutefois elle représente toujours un potentiel et un enjeu de premier ordre aussi bien pour l'agriculture que pour l'élevage. Il s'agit de voir comment mieux accéder à cette zone pour que les agriculteurs aient plus de flexibilité pour pouvoir la mettre en valeur car dans le système traditionnel, cet espace représentait la première « richesse » productive des populations.

### → **Quel développement pour les oasis**

La datte est le produit économique rentable par excellence mais les conditions de dégradation font que le système oasien traditionnel ne permet plus aucune rentabilité.

- Pourtant certaines expériences montrent qu'en réalisant des investissements en dehors de l'oasis certains exploitants peuvent s'en sortir mais cela nécessite des investissements importants. C'est le cas sur Tizounine sur 40 h, peut-on développer cette stratégie sans savoir quelles sont les ressources en eau de la zone ?

### → Valoriser les productions en élevage

L'Alcesdam a appuyé l'introduction de la race M'Dam depuis plusieurs décennies et cela a donné de bons résultats. Il faut encore développer cette filière qui est d'un bon rapport. Un meilleur accès au Drâa est aussi important car il permet d'apporter un complément en paille très important en cas de bonne année.

### → Comment mieux valoriser des compétences de l'artisanat féminin

Des associations et des initiatives existent. Il s'agit de rechercher s'il est possible de faire encore mieux pour valoriser ce potentiel de connaissances et de savoir-faire. Un des problèmes est la connexion avec les circuits commerciaux, marchés nationaux et le développement de produits locaux porteurs capables d'attirer et d'apporter une valeur ajoutée. Pour le moment les productions existent : vannerie, tapis, nappe, tricot. Une association de Tizounine réalise une certaine production qui est ensuite écoulée lors de manifestations culturelles en dehors du territoire communal.

L'objectif est de dépasser ce stade de production locale, de professionnaliser la commercialisation pour pouvoir développer ces activités et améliorer les revenus des artisans. Les conditions de réussite reposent sur la volonté des femmes d'investir dans ces activités productives.

## Quelle stratégie en matière de réseaux et de services sociaux ?

### → Améliorer l'accès à l'eau potable

Deux axes importants concernant cette problématique :

- Igdi connaît des problèmes importants en matière d'approvisionnement en eau potable, des solutions doivent être apportées pour améliorer la situation.
- La commune doit appuyer les associations pour qu'elles puissent mieux gérer le réseau dont elles ont la responsabilité en vue d'assurer un service de qualité (recherche de financement, discussion avec les associations sur leurs problèmes, etc.). Il s'agit d'arriver à réaliser une meilleure complémentarité pour davantage d'efficacité pour les habitants.

### → Améliorer la gestion des déchets solides

Lors des débats, il s'avère que cette question a été soulevée et que les populations désirent apporter une solution à cette pollution qui semble les gêner de plus en plus.

### → Solutionner le transport scolaire du futur collège d'Ait Ouabelli

La commune semble divisée sur l'envoi de ses élèves dans le collège d'Ait Ouabelli, il s'agit de voir comment résoudre ce problème pour qu'un service de transport puisse se mettre en place et répondre à ce problème de manière raisonnée.

# ANNEXES

## **ANNEXE DEMOGRAPHIE**

A introduire dans version finale

## **ANNEXES ENVIRONNEMENTALES**

## **ANNEXES ECONOMIE**

## **ANNEXES INSTITUTIONNELLES**

## **PERSONNES RENCONTREES**

